

Véridique Rapport sur les dernières chances de sauver le capitalisme en Italie

Véridique Rapport sur les dernières chances de sauver le capitalisme en Italie Censor (Gianfranco Sanguinetti)

Rapporto veridico sulle ultime opportunita di salvare il capitalismo in Italia. Milan, août 1975
Traduit de l'italien par Guy Debord. Éditions Champ Libre, Paris, janvier 1976

Table des matières

Préface

- I. Pourquoi le capitalisme doit être démocratique et quelle grandeur il a atteint en l'étant
- II. Combien le capitalisme a été mal géré en Italie, et pourquoi (1943-1967)
- III. En quoi la guerre sociale recommence, et pourquoi rien n'était plus funeste que de la croire gagnée (1968-1969)
- IV. Qu'il n'est jamais bon de seulement se défendre, parce que la victoire n'appartient qu'à l'offensive
- V. Ce qu'est la crise dans le monde, et sous quelles différentes espèces elle se manifeste
- VI. Ce que sont effectivement les communistes, et ce qu'on doit en faire
- VII. Exhortation à délivrer le capitalisme de ses irrationalités, et à le sauver

ù

*À l'amicale mémoire de Raffaele Mattioli,
qui nous enseigna à être prodigues du plus précieux de nos biens : la vérité.*

ù

*« Alors, il répondit : Une conscience qui ressent
de la honte pour ce qu'elle est, ou pour ce que sont d'autres,
trouvera sans doute ton langage rude.*

*Mais néanmoins, bannissant tout mensonge,
rends manifeste tout ce que tu as vu ;
et tu n'as qu'à laisser gratter où est la gale.*

*Car si ton propos doit être désagréable
d'abord au goût, il se montrera ensuite,
une fois digéré, un aliment vital.*

Ce cri de toi agira comme le vent,

*qui frappe plus fort aux plus hauts sommets ;
et voilà qui est grandement honorable. »*

DANTE, *Paradis*, Chant XVII.

ù

Préface

L'AUTEUR de ce *Rapport* est affligé d'un grand désavantage : rien, ou presque rien, ne lui paraît devoir être traité dans le ton léger. Le XX^e siècle pense tout le contraire, et il a ses raisons pour cela. Notre démocratie, réclamant l'expression des opinions personnelles d'une infinité de braves gens qui n'ont pas le temps de s'en former une, contraint tout le monde à parler de tout avec une légèreté que nous sommes, à notre tour, obligés d'excuser, considérant les nécessités des temps.

Ce premier désavantage, toutefois, ne nous met pas à l'abri du désavantage opposé : si nous refusons le ton léger, nous n'en repoussons pas moins le style académique ou grave, pour la bonne raison que nous n'entendons pas démontrer en cinquante pages ce qui peut être dit en cinq lignes. Nous souhaitons que cette double prémisse serve, sinon à justifier le ton *tranchant*, du moins à nous en faire excuser.

Nous désirerions remercier, dès ces premières lignes, nombre d'Italiens illustres, que nous nommerions s'ils étaient morts, mais qui, tous occupant en ce moment d'importantes charges dans notre économie et notre politique, au contraire nous sauront gré de notre discrétion, vu le caractère indéniablement délicat des sujets traités ci-dessous. Tout ce que nous nous permettons, c'est de leur offrir ces pages, que nous nous sommes finalement décidés à publier sous l'aspect du présent *Rapport*, quoique, nous le confesserons, après avoir nourri secrètement mais vainement l'espérance que quelqu'un d'autre s'en chargerait avant nous. D'autre part, étant donné la précipitation de la crise italienne, et l'urgence des remèdes à adopter, nous avons dû nous résoudre à confier nos opinions à l'impression, parce qu'aussi bien leur diffusion antérieure, sous forme de notes confidentielles et de conversations privées, ne nous semble pas avoir rencontré toute l'audience souhaitable, justement « *là dove si puote ciò che si vuole* », c'est-à-dire au sommet du pouvoir économique.

Il convient de dire tout de suite que nous n'avons pas l'intention de parler pour *toute* la bourgeoisie italienne, désormais abâtardie par ses propres illusions d'« ouverture », mais seulement à une partie de celle-ci, en laquelle on peut distinguer une véritable *élite* du pouvoir : c'est à cette élite que s'adresse ce qui suit, dans une époque où le monopole des discours, plus ou moins critiques, sur la société actuelle semble appartenir à ceux qui s'y opposent de manière plus ou moins efficace, alors que de notre côté de la barricade on constate un piteux silence, et même, toujours plus lourdement, le recours à des justifications embarrassées. Quant à nous, au moment où nous brisons ce monopole, nous sommes bien éloignés de vouloir rechercher la moindre apparence de « dialogue » avec nos réels ennemis : nous parlons à l'intérieur de notre classe, pour perpétuer son hégémonie sur cette société.

Au contraire de ceux qui la critiquent pour en révolutionner les bases, nous ne ferons pas de grands discours démagogiques ou pédagogiques ; et plutôt que de recourir à nos critiques radicaux, nous préférons assumer personnellement l'acarin carin, ce déplaisant honneur de critiquer, même impitoyablement, ce qui dans notre gestion du pouvoir économique et politique doit être effectivement critiqué, dans le seul but d'en renforcer

l'efficience et la domination.

Nous ne chercherons donc pas à prouver que la société actuelle est *désirable*, et moins encore à peser les nuances, éventuellement modifiables, qu'elle comporte. Nous dirons, avec toute la froide véracité que nous avons adoptée pour toute autre affirmation contenue dans ce *Rapport*, que *cette société nous convient parce qu'elle est là*, et que nous voulons la maintenir pour maintenir notre pouvoir sur elle. Dire la vérité, par les temps qui courent, est une tâche de longue haleine, et puisque nous ne pouvons espérer rencontrer exclusivement des lecteurs impartiaux, nous nous contenterons de l'être nous-mêmes tandis que nous écrivons, à ce prix même de devoir accuser des hommes politiques qui, pendant des années, ont défendu nos intérêts avec plus de bonne volonté que de bonheur. Il faut cesser d'être hypocrites envers nous-mêmes, parce que nous sommes en train de devenir les victimes de cette hypocrisie.

Il n'existe aujourd'hui qu'un péril au monde, du point de vue de la défense de notre société, et c'est que les travailleurs parviennent à *se parler* de leur condition et de leurs aspirations *sans intermédiaires* ; tous les autres périls sont annexes, ou bien procèdent directement de la situation précaire dans laquelle nous place, à de multiples égards, ce premier problème, tu et inavoué.

Une fois défini le vrai péril, il s'agit de le conjurer, et non d'en voir des faux à sa place. Pourtant nos hommes politiques ne semblent se préoccuper que de sauver leur propre face, et trop souvent c'est trop tard ; alors qu'au contraire ce dont il faut s'occuper à présent, c'est de *sauver notre base*, avant tout économique. Nous constatons tous, par exemple, la sottise qui domine actuellement le débat, mené depuis quelques mois entre les principaux responsables politiques, sous l'appellation de « question communiste » ; comme s'il s'agissait d'un problème d'autant plus embarrassant qu'il serait « nouveau », et comme si nous-mêmes — et d'autres, certes non moins qualifiés — n'avions pas déjà fixé les modalités, les temps et les conditions qui rendront utile pour les deux côtés l'accès officiel du Parti Communiste Italien dans la sphère du pouvoir ; et comme si les dirigeants communistes n'avaient pas déjà accepté officieusement, lors des plus récentes rencontres que nous avons tenues, jusqu'aux détails pour eux les plus défavorables du projet qu'en ce moment, avec la prudence qui s'impose, ils s'emploient à faire accepter à la base de leur parti, laquelle se croit plus radicale. Ce débat politique fictif, qui ne sert même pas les partis de la majorité en leur assurant l'appui des électeurs modérés — souci du reste superflu, puisque les électeurs votent toujours comme on leur dit de voter —, ne peut induire en erreur les conservateurs intelligents, ni en Italie ni à l'étranger : parce que nous savons qu'il ne s'agit plus, au moment où nous sommes, de voir si nous avons plus ou moins besoin du P.C.I., étant donné que personne ne peut douter de quelle utilité nous a été ce parti dans les dernières et si difficiles années, alors qu'il eût été si facile à ses dirigeants de nous nuire, et d'une manière peut-être irrémédiable ; mais que, tout au contraire, il s'agit pour nous d'être en état d'offrir à ce parti des garanties suffisantes afin qu'il ne courre pas le risque, une fois ouvertement alié à notre gestion du pouvoir, d'être entraîné dans notre éventuelle ruine, dont le P.C.I. se trouverait partager *ipso facto* la responsabilité et les conséquences, en perdant du même coup sa propre base ouvrière qui, ne pouvant plus alors conserver la moindre illusion, fût-ce du plus minime changement de son sort — sort effectivement très peu enviable —, et s'estimant sans doute en ceci trahie par sa direction, réagirait librement, en dehors de tout contrôle et contre tout contrôle. Voilà la vraie question, voilà le péril réel.

On sait bien que les partis communistes ont plusieurs fois fourni la preuve de leur aptitude à collaborer à la gestion d'une société bourgeoise, mais on ne doit pas se reposer sur une telle certitude générale, comme si elle conférait à notre pouvoir une réserve de sécurité illimitée, un recours *en tout cas* suffisant quels que soient « le jour et l'heure » du suprême péril ; comme si ce recours n'était pas lui-même une force historique parmi d'autres, c'est-à-dire comme si cette force n'était pas susceptible de *s'user*, soit dans l'inaction, soit dans une action trop maladroitement ou trop tardivement engagée. Le comble pour nous serait de nous trouver être, et justement nous, les dernières dupes du mythe du communisme, en misant maintenant sur ce *fantasme de sa toute-puissance*, que nous avons édifié nous-mêmes au temps où il nous était avantageux de le combattre.

N'oublions jamais que *la seule puissance effective* est la nôtre ; et que pourtant elle est elle-même fort menacée. Il ne suffit donc pas de savoir que le parti communiste est prêt à gérer la société à notre profit ; encore faut-il que nous ayons une place à lui offrir dans une société capitaliste *qui mérite encore d'être gérée*. Parce que, si l'État et la société civile continuent de se détériorer à une aussi dramatique cadence, sous la pression des ennemis vraiment irréconciliables que, nous et les communistes, nous avons *en commun*, qui ne comprendrait que ces communistes, entraînés avec nous dans le même désastre, se trouveront aussi incapables de nous aider que l'Autriche-Hongrie ou le Royaume de Jérusalem ? Que les communistes, à ce moment-là, déplorent de ne plus pouvoir maintenir l'ordre existant, voilà une péripétie subjective qui ne nous tiendra aucunement lieu de consolation ! Et quand bien même, par la suite, en s'en remettant à la fortune des armes de la contre-révolution, les communistes écraseraient une tentative de société sans classes en Italie, ils auront certes mérité la reconnaissance des classes propriétaires d'Amérique et de Russie, comme d'Europe et de Chine, et ils pourront être admis plus ou moins vite à l'O.N.U. comme les maîtres de notre pays ; mais nous, la véritable classe dominante de l'Italie, la classe particulière qui peut même se dire la fondatrice de la bourgeoisie universelle des temps modernes, et du *millenium* qu'elle a effectivement imposé au monde entier, nous ne serons plus là. Nous éprouverons sans fin « *come sa di sale* », le pain de l'exil à Londres ou à Madrid.

Ce que nous devons sauver, ce n'est pas seulement le capitalisme en tant que maintien de l'économie marchande et du salariat, mais bien plutôt le capitalisme *sous la seule forme historique qui nous convienne*, et dont par ailleurs il n'est que trop facile de démontrer que c'est la forme effectivement supérieure du développement économique. Si nous ne savons même pas offrir aux communistes une *chance* de sauver ce capitalisme-là, ils se borneront, autant qu'ils le pourront, à en sauver *une autre forme*, dont on peut voir en Russie, depuis plus d'un demi-siècle, la malheureuse rusticité. La nouvelle classe de propriétaires que cette forme inférieure produit, on le sait bien, ne nous laisse localement aucune existence, de même qu'elle supprime aussi, partout où sa dictature grossière prend la place de celle que nous ne craignons pas d'appeler la nôtre, la totalité des valeurs supérieures qui donnent à l'existence un sens.

Nous disons ici des banalités, des évidences. Ceux qui ne les admettent pas sont des somnambules, qui n'ont pas réfléchi un instant à ce fait que nous perdriions toute raison de gérer un monde dans lequel se trouveraient supprimés nos avantages objectifs, du moment qu'il ne serait plus possible pour personne de les vivre. Les capitalistes ne doivent pas oublier qu'ils sont aussi des hommes, et qu'en tant que tels ils ne peuvent admettre la dégradation incontrôlée de *tous* les hommes, et donc des conditions personnelles de vie dont ils jouissent en propre.

Nous voulons prévenir une objection, voire un reproche, qui pourrait nous être adressée, et que nous jugeons, dans le cas spécifique de notre *Rapport*, absolument infondée : à savoir que nous dévoilerions des secrets que nous avons été normalement amenés à connaître dans ces dernières années, lesquelles en matière de secrets d'État n'ont certes pas été avarés, et que nous les divulguerions sans nous préoccuper des éventuelles conséquences périlleuses dans l'opinion publique. Eh bien ! nous pouvons tout de suite rassurer qui nourrit cette crainte : si l'on tient compte de cette double présupposition, trop négligée dans notre pays, que d'une part qui ment toujours ne sera jamais cru, et que d'autre part la vérité est destinée à faire son chemin avec une force qui prévaut sur les plus puissants mensonges, dont le destin est, au contraire, de perdre toute force au fur et à mesure qu'ils sont répétés, on verra que ce petit nombre de vérités nues que nous avons décidé de dire dans ce pamphlet ne pouvaient plus être tues sans nous faire courir le risque qu'à bref délai quelqu'un d'autre ne s'en serve à des fins séditionnelles.

De plus, nos propos seront rapides, et nous ne nous attarderons jamais, supposant bien que les lecteurs auxquels nous nous adressons par spéciale destination, et qui sont ces personnes mêmes avec qui nous avons eu commerce dans ces dernières années, sont suffisamment au courant d'une bonne part des détails délicats, que nous nous contenterons de survoler, pour saisir les sous-entendus ou allusions à des faits ou à des

individus, tandis que tout cela échappera complètement à ceux qui vivent à distance des centres du pouvoir de notre société.

Au célèbre *loqui prohibeor et tacere non possum*, nous avouons préférer l'honnête *omnia non dicam, sed quae dicam omnia vera*.

*

Il ne sera peut-être pas inutile de préciser, avant de clore cette préface, que ce n'est pas notre habitude d'écrire des livres, non parce que nous n'aimons pas les livres, mais justement parce que nous les aimons plus que ce siècle ne semble nous le permettre : c'est pourquoi, personnellement, nous sommes reconnaissants à ceux qui aujourd'hui *n'en écrivent pas* et nous exécutons les écrivains amateurs ou professionnels de notre temps, où tous les analphabètes intellectuels poursuivent bien en vain la rémission de leur ignorance en publiant toutes les preuves dans une multitude d'illisibles volumes ; volumes que notre industrie culturelle se charge d'ériger en une sorte de barricade contre la vraie culture, présentement passée de mode. Si nous avons nous-mêmes pris la plume, que ce soit interprété plutôt comme le paiement, à notre manière, d'un impôt *una tantum* à la République en difficulté. Et si nous avons voulu donner à ce *Rapport* la forme littéraire du pamphlet, qui n'est plus à la mode depuis deux siècles, c'est seulement parce qu'elle présente le double avantage d'être facile à lire et vite écrite. Nous nous adressons à des hommes pour qui le temps de lire est moindre que la nécessité d'agir. Et nous-mêmes, si nous renoncions à ce procédé de dire promptement tout ce qui nous paraît important, sans donc prétendre traiter exhaustivement chaque question soulevée, peut-être pourrions-nous laisser quelque œuvre monumentale dont les historiens se serviraient un jour pour faire la lumière sur les années que nous considérons ici, mais dans ce cas le temps viendrait à nous manquer matériellement pour affronter et dominer, comme c'est notre intention, les problèmes cruciaux que nous nous bornons ici à signaler, parce que nous n'avons pas l'habitude de croire qu'il est possible de résoudre *par écrit* les difficultés réelles. Ce pamphlet doit donc être lu comme il a été écrit : d'un jet, suivant pour ainsi dire l'humeur du moment ; humeur qui dans ce cas ne peut être meilleure que ce que permet la gravité du moment.

Quant au fait que le présent écrit paraisse sous un pseudonyme, c'est encore pour respecter la tradition pamphlétaire, illustrée par la Fronde sous Mazarin comme par Junius dans l'Angleterre du XVIII^e siècle ; du reste, nous sommes sûrs d'être aisément reconnus de tous ceux qui ont eu l'occasion de nous rencontrer dans le cours des trente dernières années. Pour tous les autres, enfin, nous préférons que ce ne soit pas notre nom qui incite à la réflexion la plus rigoureuse, mais la gravité même de ce que nous évoquons.

Juin 1975

ù

I.

Pourquoi le capitalisme doit être démocratique
et quelle grandeur il a atteint en l'étant

« ... Vous voilà, bientôt, grâce au ciel, hors des mains de vos rebelles sujets... Là-dessus, mon Cousin, j'entre, comme vous voyez, dans tous vos sentiments, et prie Dieu qu'il vous y maintienne ; mais je ne peux approuver de même votre répugnance pour ce genre de

gouvernement qu'on a nommé représentatif, et que j'appelle, moi, récréatif, n'y ayant rien que je sache au monde si divertissant pour un roi, sans parler de l'utilité non petite qui nous en revient... Le représentatif me convient à merveille... L'argent nous arrive à foison. Demandez à mon neveu d'Angoulême, nous comptons ici par milliards, ou, pour dire la vérité, par ma foi, nous ne comptons plus, depuis que nous avons des députés à nous, une majorité, comme on l'appelle, compacte ; dépense à faire, mais petite... cent voix ne me coûtent pas, je suis sûr, chaque année, un mois de Mme de Cayla... Je pensais comme vous vraiment, avant mon voyage en Angleterre ; je n'aimais point du tout ce représentatif ; mais là j'ai vu ce que c'est : si le Turc s'en doutait, il ne voudrait pas autre chose, et ferait de son Divan deux Chambres... Il ne faut pas que tous ces mots de liberté, publicité, représentation vous effarouchent. Ce sont des représentations à notre bénéfice, et dont le produit est immense, le danger nul, quoi qu'on en dise... »

(Cet extrait, ici traduit pour la première fois en italien, provient d'une lettre secrète que Louis XVIII envoya à Ferdinand VII en août 1823 ; cette lettre tomba dans les mains d'un agent secret de Canning à Cadix, et sa publication souleva une polémique en Angleterre — cf. *The Morning Chronicle* en octobre 1823.)

CE QUI CONSTITUE le trait le plus notable de notre siècle, ce n'est pas tant que le capitalisme ait été mis en cause d'une manière réitérée et sanglante par les travailleurs de tous les pays industrialisés, et aussi dans certains pays dont l'économie est encore à prédominance agraire — phénomène après tout nullement inattendu, sauf pour ceux qui ont sous-évalué l'avertissement qu'ont été les premières révolutions manquées du siècle dernier — ; et pas davantage que de graves crises économiques et monétaires en aient cycliquement ébranlé la stabilité interne — inconvénient grave, mais inévitable dans tout système économique complexe — ; et même pas que les erreurs de gestion du pouvoir aient été si nombreuses et si coûteuses dans tous les pays — ce fait, quant à lui, est inséparablement lié à toute forme historique de domination.

Ce qui dans notre siècle nous paraît notable, c'est, tout au contraire, que le système capitaliste ait su résister à tout cela, et qu'en dépit de cela, il continue encore aujourd'hui d'être partout, à travers des manifestations différentes et même apparemment contradictoires, la seule forme de domination existant au monde, capable non seulement de dépasser ses propres crises, mais encore d'en sortir renforcée au point d'avoir réussi à étendre et imposer à la planète tout entière ses modes de production, d'échange et de distribution des marchandises : jusque dans les pays communistes les systèmes économique-technologiques du capitalisme moderne ont depuis longtemps gagné la préférence avouée de la classe bureaucratique dominante.

Pour la première fois dans l'histoire universelle un système déterminé s'est imposé *partout*, anéantissant où qu'il les trouve les formes archaïques de domination qui s'opposaient à lui, tandis qu'il a su affronter avec succès les questions posées par de nouvelles forces sociales, comme la classe des ouvriers industriels et les travailleurs salariés en général, nécessaires à la production et à la consommation des marchandises, mais ayant une disposition tendancielle à combattre, au nom de leur propre « émancipation », ce monde pour qui ils travaillent et dont ils vivent.

Il nous paraît nécessaire, et juste aussi, de reconnaître, au début d'un *Rapport* consacré à la critique de la gestion actuelle de notre système, ses indiscutables succès historiques et ses mérites objectifs, que nous risquons de voir compromis dans un futur proche à cause des erreurs présentes. Il convient de savoir clairement *pour conserver quoi* nous devons combattre *hic et nunc*, et d'être bien conscients de ce que nous avons à perdre dans un moment où il est indispensable de choisir comment nous comporter, et de quelles armes nous servir, pour sortir vainqueurs de la très grave crise qui est l'objet de nos inquiétudes et l'origine

de cet écrit.

La Révolution française, selon Thomas Carlyle, aurait eu pour signification essentielle une exigence de vérité ; elle aurait été la proclamation historique de ce fait que tout mensonge, sur lequel on avait pu jusque-là fonder l'organisation harmonieuse d'une hiérarchie sociale, serait désormais récusé. Si cette idée est juste, nous pouvons constater que, depuis deux siècles, nous avons su éviter, de ses conséquences, la grande part qui nous était nuisible.

Toutes les formes de société qui ont dominé dans l'histoire se sont imposées aux masses, qu'elles devaient tout simplement *faire travailler*, par la force et par l'illusion. Le plus grand succès de notre civilisation moderne est d'avoir su mettre au service de ses dirigeants une incomparable *puissance d'illusion*. Nous verrons plus loin qu'ici réside toutefois aussi le défaut, virtuellement menaçant en tout moment de crise grave, de notre pouvoir ; car cette illusion ne doit *jamais* être partagée par l'*élite* dirigeante qui la produit et qui s'en sert. Le développement économique cumulatif et rapide, et par là cumulatif dans la dimension de la rapidité, ainsi que le bouleversement technologique positif qui l'accompagne incessamment comme son corollaire, ont entraîné une concentration extrême, et un contrôle tendant à l'absolu, de la totalité de la production et de la distribution. Que ce contrôle ait possédé une stratégie à l'échelle de ses immenses moyens, c'est malheureusement ce que dément l'état présent du monde ; et nous y reviendrons. Mais ce qui est hors de doute, c'est que le développement économique lui-même a exigé et accompli, dans des proportions qui étaient précédemment unimaginables, la séparation et la passivité des agents de la production ; ceux-là mêmes que l'on retrouve, dans un autre chapitre de la science sociale, sous les figures du consommateur et du citoyen.

C'est ici que naît, comme un produit naturel de notre stade de développement historique, *une nécessité sociale de la contemplation*, que Bergson, en son temps, disait, dans *L'Évolution créatrice*, être « un luxe » ; contemplation qu'une part privilégiée de notre technologie, consacrée à la fixation et à la diffusion des images, se trouve opportunément en mesure de satisfaire. La raison ne peut en échapper à nulle personne de bonne foi. La réussite, objective et mesurable, de notre société, est tout économique et technique. Ce que cette société produit, il n'y a plus qu'à le regarder. Certains nous demandent, mus par un sentimentalisme parfaitement hors du sujet : « Faut-il aussi l'aimer ? » La question est vaine, ou plutôt, si l'on admet que poser une telle question de n'importe quel point de vue transcendant la société réelle serait une pure absurdité, il reste à remarquer que la question est effectivement vaine, en ce sens qu'elle a déjà pleinement trouvé sa réponse, dès qu'on la pose dans les termes de la société réelle, c'est-à-dire en termes de classes sociales, en se demandant *qui* devrait aimer cette production ? Ceux qui s'en approprient la plus-value aiment nécessairement une forme donnée de la production. Quant aux autres, pourquoi l'aimeraient-ils ? La production leur apparaît en elle-même comme une simple nécessité, et c'est bien ce qu'elle est effectivement. Quant à telle forme particulière que peut revêtir cette nécessité, les détenteurs de capitaux n'y trouveraient de leur côté rien de plus défendable que dans n'importe quelle autre, et ne peuvent tenir à celle-ci que pour les avantages déterminés qu'ils en retirent. On rougirait de rappeler de tels truismes, si l'hypocrisie excessive de la pensée sociale de notre époque n'avait pas tellement mêlé et brouillé les cartes qu'elle finit, trichant toujours, par s'en trouver même incapable de tricher intelligemment. Nos ouvriers ne décident à aucun degré de ce qu'ils produisent. Et c'est bien heureux, car on peut se demander ce qu'ils décideraient de produire, étant ce qu'ils sont ? À coup sûr, et quelle que soit la variété infinie des réponses concevables, une seule vérité est constante : c'est qu'ils ne produiraient assurément pas ce qui convient à la société que nous gérons. Et comme ces ouvriers, pas plus que vous ou nous-mêmes, ne peuvent être éblouis de bonheur par l'extension de l'organigramme d'une entreprise multinationale ou par la courbe de croissance des ventes d'avions de combat aux pays du Proche-Orient, mais qu'ils se trouvent, eux, dépourvus de toute compensation réelle dans l'existence qui leur est faite, il faut bien qu'on leur distribue quelques autres compensations ; et c'est à cela que correspond la diffusion massive des images à contempler, qui ne constituent donc plus le « luxe » dont parlait Bergson, mais une nécessité contemplative, *divertissement* au sens des *circenses* romains aussi bien qu'au sens

de Pascal.

Quelle que puisse être l'importance, et même la gravité, de ce que nous devons aujourd'hui critiquer en tant que périlleux défauts de notre pouvoir, il ne faut pas perdre de vue que tout cela est subordonné à cette réussite éclatante. On ne défend un ordre social que tant qu'il est vivant. Et si la société bourgeoise n'avait pas remporté cette victoire d'une portée universelle, nous ne serions pas là aujourd'hui, pour discuter encore de sa défense, car elle serait aussi morte que l'Empire de Darius.

Si l'on veut bien se souvenir un instant, ce qui est une saine propédeutique aux luttes actuelles, que le monde, voilà cent ans, risquait de nous échapper à bref délai, on mesurera toute l'importance du sursis que nous avons obtenu, et qui par surcroît nous a permis d'opérer une transformation profonde de toutes les conditions de cette stratégie, transformation que nous pourrions ainsi définir : l'aménagement de tout un nouveau terrain de la bataille, où nous attendons un adversaire désorienté, qui doit d'abord le reconnaître, et ensuite est contraint de s'avancer parmi les puissantes défenses que nous y avons sagement disposées.

On peut dire que le XIX^e siècle, après la redoutable révolution de 1848, avait découvert l'économie politique. La société divisée en classes, la propriété, étaient déjà mises en cause : leur critique semblait liée inexorablement aux progrès des connaissances, notamment dans les classes ouvrières. Or, quant la classe dirigeante craignait, et bien légitimement en apparence, l'instruction des masses populaires et le suffrage universel, cette classe liait sa défense à une position du passé, à une attitude de recul qui s'accroissait continuellement ; car l'industrie moderne exigeait l'instruction, au moins sommaire, et celle-ci, en se répandant, entraînait nécessairement le suffrage universel. La bourgeoisie se rappelait que le progrès des lumières avait accompagné sa marche vers le pouvoir politique, et craignait que la même voie ne fût suivie par les prolétaires. Par bonheur, ceux-ci ont cru également à une telle identification de leurs destins successifs ; et l'une et l'autre classe se trompaient en ceci, car ces deux projets de révolution sont si différents qu'ils ne peuvent se servir des mêmes lumières, ni de leur diffusion et de leur emploi par des moyens analogues. Ainsi, des uns la crainte s'est montrée vaine, et des autres l'espérance.

Dans le cours de ce siècle, le développement et l'expansion du pouvoir économique et politique ont changé la face du monde, et de beaucoup au delà de ce qu'avait pu faire aucune révolution du passé. Quels sont donc les caractères et les effets permanents de ce changement ? Qu'est-ce qui a été détruit, et qu'est-ce qui a été créé ? Il nous semble que le moment est venu de définir ces traits distinctifs de la réalité nouvelle, et de les énoncer, parce que nous nous trouvons aujourd'hui au point précis où l'on est le mieux placé pour évaluer le résultat de tout un enchaînement de bouleversements. Assez éloignés de leur début pour être à l'abri des passions de ceux qui eurent à les conduire, nous en sommes encore assez proches pour en distinguer les éléments essentiels : il sera bientôt difficile de porter sur cette matière un jugement objectif, parce que les grands changements historiques qui réussissent, en faisant disparaître les causes qui les ont produits, deviennent par la suite moins compréhensibles, du fait même de leur succès. Considérons donc maintenant, non pour chercher quelque creuse consolation dans la fierté de nos réussites d'un autre temps, mais plutôt pour ressaisir, au cœur d'une nouvelle guerre si soudainement rallumée sur toute l'étendue du champ social, le secret des victoires de nos anciennes campagnes, afin de l'employer consciemment dans d'autres combats, que nous sommes de nouveau appelés à livrer : quelles sont donc, dans cette épopée de la vieille guerre sociale, nos batailles décisives, nos Salamine et nos Marengo ?

Nous en distinguerons, par souci de brièveté, cinq.

Premièrement, nous avons démenti, d'une certaine manière, la sentence de Carlyle en réalisant quantitativement et qualitativement, à un degré de puissance jamais observé dans l'histoire, *le progrès du mensonge en politique*, son contenu croissant de pair avec l'extension proliférante de ses moyens. Il s'est

développé avec la bourgeoisie « radicale » et sa pratique du journalisme et du parlementarisme, pratique qu'a suivie le mouvement ouvrier organisé en partis socialistes. Le processus qu'a entamé la représentation parlementaire des citoyens s'est complété tout naturellement, et considérablement renforcé, avec les succès de la représentation syndicale des travailleurs ; tant il est vrai que *toute* représentation fait notre jeu. Ce qu'on a appelé familièrement le « *bouillage de crânes* », la propagande de fausses nouvelles diffusées jour après jour par tous les gouvernements pendant la première guerre mondiale, a fait ultérieurement franchir un seuil au delà duquel on n'aurait pas cru, en temps normal, pouvoir mener des citoyens alphabétisés ; le mot du cardinal Carafa, au temps de l'Inquisition, est demeuré vrai : « *Quandoque populus vult decipi, decipiatur* ». Le fascisme fut ensuite un excès pathologique du mensonge sans mesure, mauvais remède d'un temps de crise ; encore convient-il de noter que le fascisme a complètement échoué de par sa nature même, mais nullement sur le terrain de ses moyens de propagande, au point que Hitler put théoriser le fait que « les masses... seront trompées plus facilement par un gros mensonge que par un petit ». La publicité du marché moderne est venue ensuite exploiter plus rationnellement ces possibilités, et a fait preuve de son excellence comme puissance autonome, quoique l'on doive naturellement critiquer des résultats trop unilatéraux qui découlent de cette autonomie même ; laquelle trop souvent n'a pas fait entrer en ligne de compte les intérêts plus élevés de *l'ensemble* de notre ordre économique. Et, sans nul doute, le plus considérable résultat de toute cette période aura-t-il été l'identification du communisme avec l'ordre totalitaire qui règne en Russie, et subséquemment avec les perspectives de ses partisans dans nos pays, qui pendant des décennies ont cru que Lénine et Staline avaient aboli le capitalisme. Nous nous plaisons à nous souvenir à ce propos que, bien des années avant la traduction des *Grundrisse* de Karl Marx, notre ami Piero Sraffa, l'éminent économiste, nous fit noter le passage de ce livre qui tranche la question : « Laisser subsister le travail salarié et en même temps supprimer le capital est donc une revendication qui se contredit elle-même et qui s'auto-détruit. » Ainsi, cette révolution sociale qui a été voulue au XIX^e siècle est bien effectivement devenue *utopique*, puisqu'il n'existait plus aucun lieu dans la société mondiale où elle eût pu prétendre s'affirmer pour ce qu'elle pouvait être véritablement.

Deuxièmement, nous avons assisté à *un renforcement grandiose de la puissance des États*, en tant que pouvoir économique, en tant qu'autorité politique, et en tant qu'organisme toujours plus raffiné de surveillance. On peut bien dire que, dans ce sens, s'est réalisé, quoique sous un autre aspect, le rêve des économistes bourgeois du XVIII^e siècle, rêve légitime mais qui souleva tant d'hostilité des aristocrates d'alors. L'État dont ces économistes formulaient la théorie ne devait pas seulement commander la nation, mais encore devait la former et l'éduquer dans un mode déterminé ; selon Turgot, Quesnay, Letronne, Mercier de La Rivière et tant d'autres, c'est la tâche de l'État de façonner l'esprit des citoyens suivant un certain modèle qu'il s'est proposé ; il doit leur inculquer certaines idées et certains sentiments qu'il juge utiles et nécessaires pour abattre ces obstacles que la réalité sociale oppose à son action. L'État, disaient les économistes de cette époque, doit réformer les institutions politiques et civiles, et jusqu'aux conditions de vie des citoyens, pour transformer ceux-ci. Bodeau résume ces idées en avançant cette prophétie, très radicale pour son temps, selon laquelle : « *L'État fait des hommes tout ce qu'il veut* ». Un aristocrate très cultivé, mais trop tourné vers le passé, accusait au siècle dernier ces économistes de créer par l'imagination « un immense pouvoir social qui n'est pas seulement plus grand que tous ceux qui existent sous leurs yeux ; il en diffère encore plus par l'origine et par le caractère. Il ne procède pas directement de Dieu ; il ne tire pas son origine de la tradition ; il est impersonnel : il ne se réclame plus du roi, mais de l'État... Ce despotisme démocratique (abolit) toute hiérarchie dans la société, toute frontière de classe, tout rang fixé ; un peuple composé d'individus presque semblables et complètement égaux, cette masse confuse reconnue par le seul souverain légitime (l'État), mais soigneusement dépouillée de toutes les facultés qui pourraient lui permettre de diriger elle-même, ou seulement de surveiller, son gouvernement ». Les économistes se défendaient contre ces accusations en invoquant une instruction publique : « *Le despotisme est impossible* — avait dit Quesnay — *si la nation est éclairée.* » Les exigences qu'ils avançaient étaient en effet des mieux fondées : Letronne, avant la Révolution française, note que « *La nation est*

gouvernée depuis des siècles par des faux principes ; tout semble y avoir été fait au hasard. » Ce qu'ils prévoyaient, aujourd'hui nous le voyons. Il convient peut-être de souligner que, contemporains de ces économistes, et dans la même direction, s'avançaient, un siècle avant le marxisme, quelques représentants de ce courant de pensée qui par la suite s'est affirmé sous le nom de socialiste. Dans le *Code de la Nature* de Morelly, par exemple, se trouvent déjà toutes ces doctrines sur la nécessité de renforcer la puissance de l'État, et l'on y prévoit « le droit au travail, l'égalité absolue, l'uniformité de tout, la régularité mécanique dans tous les mouvements des individus ». Il est surprenant de voir qu'en 1755, tandis que Quesnay fondait son école, Morelly préconisait ce qui, aujourd'hui seulement, est en voie d'être pleinement réalisé partout : « *Les villes — lit-on par exemple dans le Code de la Nature — seront bâties sur le même plan ; tous les édifices à l'usage des particuliers seront semblables... Les enfants seront enlevés à leur famille et élevés en commun, aux frais de l'État, d'une façon uniforme.* »

La centralisation étatique qu'ont opérée la bourgeoisie et les bureaucraties socialistes sont le produit d'une même nécessité et d'un même terrain ; et l'un de ces pouvoirs est par rapport à l'autre ce que le fruit cultivé est par rapport à l'arbuste naturel. Mais partout l'État est devenu le protagoniste qui planifie et programme, avec plus ou moins d'efficacité, la vie des sociétés modernes. Or, l'État est le *palladium* de la société marchande, qui convertit même ses ennemis en propriétaires ; comme il est advenu par exemple en Russie et en Chine. Et que l'on nous permette de faire ici remarquer que nous ne craignons pas de relever l'ancien et noble terme de société marchande : toute la grandeur du monde a été apportée par les marchands et les sociétés qu'ils ont édifiées. L'art, la philosophie, la connaissance sous ses formes scientifiques et techniques, la liberté politique dans ses modalités réellement praticables, tout cela n'est apparu dans l'histoire, et n'y a duré, qu'avec la bourgeoisie marchande, et dans les exactes limites de sa domination locale ou universelle.

Troisièmement, *l'isolement, et, pour ainsi dire, la séparation des personnes ont été hautement perfectionnés.* Tout ce qui pouvait porter atteinte, plus ou moins directement, à la tranquillité de l'ordre social, ce qui réunissait des communautés particulières, corporations, quartiers des villes anciennes ou villages, et jusqu'aux clientèles habituelles des cafés ou des églises, s'est dissous presque complètement avec la mise en place des nouvelles conditions de la vie quotidienne d'aujourd'hui, et de son nouveau paysage urbanistique. On peut dire que chacun tend désormais à se trouver en relation directe avec le centre puissant du système qui commande même les détails de son existence ; et ce centre lui apparaît, successivement ou simultanément, en sa qualité d'autorité gouvernementale contraignante, de choix de la production industrielle qui sera seule disponible sur le marché, et de sélection des images à contempler. Ainsi les masses consomment et regardent ce qu'elles veulent de la diversité qui leur est programmée ; mais elles ne peuvent vouloir que ce qui est là.

Quatrièmement, *on assiste à un accroissement sans précédent de la puissance de l'économie et de l'industrie.* Cette économie moderne a réussi à donner une valeur et un prix à tout, permettant à tout le monde de consommer les marchandises que produit l'industrie. Même, il est permis de dire qu'à mesure qu'elle comble les besoins primordiaux de la population, elle se trouve en état de lui offrir aussi le superflu ; après quoi, ce qui était auparavant superflu est devenu nécessaire, et ceci dans le double sens que subjectivement il est ressenti comme tel par le consommateur, et qu'objectivement il constitue une nécessité pour l'expansion industrielle qui produit ces marchandises déterminées. Au moment donc où le citoyen, en tant que consommateur, accède librement au superflu, tout ce qu'appréciait le peuple en d'autres temps, et qu'il était indispensable de lui garantir pour lui faire supporter des réalités plus pauvres et précaires, est devenu *inutile*, et a disparu. Il n'existe plus rien qui ne puisse être produit industriellement, c'est-à-dire qui ne comporte un profit économique : de la nourriture aux loisirs du temps libre ou des vacances.

Nous ne voulons pas nier qu'il puisse découler de ceci des inconvénients inconnus jadis, comme les nouvelles maladies de la pollution, etc. Mais en tout cas, les progrès mêmes de la science, de la science pharmaceutique par exemple, fournissent à leur tour des antidotes qui, produits industriellement, constituent autant de marchandises vendables à la population.

Le système en vient à disposer, comme attribut de sa souveraineté, de la distance, qui grandit toujours, entre des réalités en changement rapide et les mots et les sentiments qui n'y correspondent plus qu'en apparence. Des notions populaires, figées depuis des générations, n'ont plus de rapport avec les réalités, en tout différentes, qui ont été transformées par l'industrie la plus moderne. Qu'il s'agisse de ce que l'on désignait par le travail, ou les vacances, ou la viande, ou la grippe, ou la maison, le pouvoir économique et étatique dispose de tous les éléments pour connaître les modifications introduites dans ces réalités ; lui-même expérimente ces modifications, tantôt au hasard et tantôt en poursuivant des fins délibérées. Et pendant ce temps-là, les gens *parlent encore d'autres choses*, qui ont disparu, avec les vieux mots, qui servent aussi à leurs débats d'opinions sur les programmes électoraux.

Cinquièmement enfin, et ce résultat est comme le concentré de ceux que nous venons d'énumérer, on peut admettre que la complication vertigineusement croissante de l'intervention quotidienne de la société humaine sur tous les aspects de la production de la vie, le remplacement de tout élément qui était tenu pour naturel par un nouveau facteur que l'on peut dire artificiel, justifient pleinement l'autorité sans partage de tout expert qui édifie ou corrige les nouveaux équilibres économiques et écologiques hors desquels personne ne pourrait plus vivre. Or, on n'est expert qu'avec l'État et l'économie ; car ailleurs il n'existe ni champ opératoire, ni diplôme. Ainsi donc *la hiérarchie existante est contrainte de développer en tout le secret et le contrôle*, quand bien même elle ne le voudrait pas. Mais toutes les hiérarchies dans l'histoire l'ont toujours voulu, alors même que ce n'était pas si évidemment nécessaire dans l'intérêt de tous. Le double avantage que nous tirons de cet état de fait réside en ceci : le mécontentement contre notre société n'a plus aucun sens, au moment où il se trouve peut-être plus répandu que jamais à propos de chaque détail. Seul le refus total, toujours malaisé à formuler et à mettre en pratique, a aujourd'hui une signification menaçante pour notre ordre social. Et cette menace est elle-même très atténuée dans la mesure où un refus de cette sorte, privé d'une compréhension exacte de l'ensemble et peu porté à envisager les contrecoups dans les affrontements historiques réels, a les plus grandes chances d'être sot, et de se contenter d'une quelconque illusion idéologique qui égare ses porteurs.

Voilà donc, en bref, comment le capitalisme moderne s'est trouvé capable de faire participer toute la population, dans la liberté, à cette société qu'il a bâtie. Et il est en droit de s'en réjouir, car l'entreprise n'avait jamais été tentée auparavant, et les mauvais présages s'étaient amoncelés au départ. Peut-être, une compréhension plus lucide de l'histoire — trop négligée depuis un siècle au profit d'études économiques qui, elles-mêmes, se sont intellectuellement assez mal dégagées de la théologie — aurait-elle pu insuffler davantage de confiance à l'élite d'alors, qui certes ne pouvait prévoir exactement l'apparition des formes de domination que nous venons de caractériser, mais qui aurait pu plus hardiment spéculer sur la ligne générale de l'évolution à venir, et ainsi peut-être hâter plus consciemment les formations utiles ? On se serait peut-être du même coup épargné un certain nombre des inconvénients dont nous souffrons encore, telle la mutation régressive du capitalisme en Russie. Réaffirmons-le : en dépit des inquiétudes, souvent légitimes, mais combien de fois exagérées, que la question a suscitées dans les classes dominantes de presque tous les pays, *le capitalisme doit être démocratique*, parce qu'il ne peut rien être d'autre. Le premier regard porté sur l'histoire, aussi bien que son étude la plus attentive et la plus acérée, nous ramènerons toujours à cet indéniable résultat que le capitalisme n'a jamais pu croître, en quelque lieu que ce soit, sinon avec une société démocratique : dans la couche précise de la société qui vivait la vie démocratique, et la voulait, et en avait besoin. Et pour se déployer pleinement et complètement, pour transformer tout en marchandise et renouveler incessamment la totalité des marchandises, il lui faut donner en permanence à l'ensemble de la population un choix dont il a fixé lui-même les termes. On doit pouvoir choisir entre deux députés, puisque l'on doit pouvoir choisir entre deux marchandises équivalentes. Qui se souvient du fascisme, qui sait combien le capitalisme d'État est mal géré par la bureaucratie totalitaire de l'Est, ou qui considère l'atrophie permanente du développement de la classe marchande dans l'ancien despotisme oriental, y trouvera *a contrario* la preuve de cet axiome.

Ceux qui ne comprennent pas la nécessité de demeurer libres, tout simplement n'ont pas le goût de l'être ; et il

faut renoncer à la faire sentir aux esprits médiocres qui jamais n'ont connu ce goût sublime. Les infranchissables limites que comporte la liberté démocratique sont sa propre sauvegarde, et c'est la réalité qui les lui impose. On peut pourtant conclure que les peuples ont été plus intéressés par les réformes concrètes, mises en actes par le capitalisme démocratique, que par la multitude des sermons en faveur d'une « liberté » abstraite et totale ; « liberté » que personne n'a jamais vue où que ce puisse être, parce qu'elle ne s'est jamais réalisée. Il n'est donc que de s'entendre sur la réalité effective de la démocratie, sans s'effrayer ni s'enthousiasmer des monotones illusions toujours renaissantes à ce propos. Personne de sensé ne penserait à nier que la participation à la conduite politique de la démocratie, dès son admirable apparition dans l'histoire, a été le domaine réservé d'une classe de riches marchands ou propriétaires, dans l'Athènes du V^e siècle comme dans la Florence du *Trecento*. Nous ne voyons rien de différent dans la fameuse année 1793, ni depuis — hormis le fait que la classe dominante est actuellement beaucoup moins bien servie par le personnel, toujours plus nombreux, auquel elle délègue les tâches d'administration politique ; et nulle part aussi scandaleusement qu'en Italie où cette domesticité friponne et incompétente laisse brûler le rôti en même temps qu'elle grapille la menue monnaie dans les poches et les tiroirs de ses maîtres. Quant à l'autre côté bien notoire des républiques démocratiques, nous voulons dire les excès toujours resurgissant des prétentions infinies du populaire, ils constituent bien nettement le contraire de cette démocratie. La preuve, c'est qu'ils en ont toujours entraîné sans délai la perte. Mais nous ne sommes plus à ce moment de l'histoire du monde où la démocratie achevée, réalisée dans quelques cités, pouvait succomber sous le coup de ces prétentions sans entraver la croissance générale d'un capitalisme encore généralement abrité dans ses rapports sociaux antérieurs. Le capitalisme s'est emparé du monde pour son propre compte. L'ordre démocratique doit être défendu sans esprit de recul, « non seulement avec la pique, mais avec la hache », parce qu'à la même heure que lui c'est désormais le capitalisme qui succomberait définitivement.

Des esprits et des cœurs découragés, parce que depuis quelques dizaines d'années ils avaient pris la fin des troubles d'un temps pour la fin du temps des troubles, nous demanderont peut-être s'il faut se résigner à voir toute assurance victorieusement conquise être sans cesse remise en question, et si la crise dans la société est donc destinée à durer toujours ? Nous répondrons froidement que oui. Il faut regarder en face la plus dure des vérités, « la cause la plus vraie », comme dirait Thucydide, de cette guerre sociale, fâcheusement mais inévitablement permanente. Notre monde *n'est pas fait pour les ouvriers*, ni pour les autres couches de salariés pauvres que le raisonnement doit en fait ramener à cette simple catégorie « prolétarienne ». Mais notre monde doit aussi, chaque jour, être fait *par eux*, sous notre commandement. Voilà la contradiction fondamentale avec laquelle nous devons vivre. Elle entretient toujours sous la cendre, même aux jours les plus calmes, l'étincelle qui peut rallumer toutes les insatiables passions des masses, et leurs espérances sans mesure et sans frein. Voilà pourquoi nous n'avons jamais le droit de nous abstenir trop longtemps d'être intelligents.

ù

II.

Commençons par le capitalisme a été mal géré en Italie,
et pourquoi (1943-1967)

*« Mon Italie, quoique les paroles soient vaines devant les plaies mortelles
que je vois en tel nombre sur ton beau corps ;
(...) »*

*Que ta vérité s'entende ici
par ma bouche — qui que je puisse être. »*

PÉTRARQUE, *Il Canzoniere*.

NOUS AVONS rapidement énuméré les succès objectifs que le capitalisme moderne avait obtenus jusqu'à ces quelques récentes années. Mais puisque nous n'avons pas l'intention de faire ici une apologie de ce monde — apologie dont nous n'entendons pas nier l'utilité dans le domaine propre de la propagande —, il est à présent nécessaire d'envisager, en quelques thèmes résumés, les origines de la crise interne de notre pays, crise que nous sommes appelés à comprendre et à affronter sans délai.

On sait que, dans les États, une maladie est d'abord difficile à connaître, mais facile à guérir ; et que, par son progrès, le mal devient toujours plus facile à connaître, mais plus difficile à soigner. Pour ce qui concerne l'Italie, nous sommes convaincus que si un pur et simple désastre politico-économique sans retour nous a été épargné jusqu'à ce jour, c'est grâce à la relative faiblesse contingente des forces adverses, plus que par le mérite et la prudence de nos hommes politiques.

Si nous voulons éviter qu'à force de nous fier à la chance et à l'espérance le mal ne devienne trop facile à connaître, il faut en faire *tout de suite* le diagnostic, et commencer simultanément un traitement de choc, avant que les travailleurs n'en comprennent les proportions et la gravité, ce qui leur ouvrirait immanquablement de nouvelles possibilités et de nouveaux prétextes de lutte, en même temps que de radieuses perspectives de victoire. L'actuel attentisme de la classe dirigeante, qui craint toujours d'agir ou n'agit que dans la crainte, la ridiculise jusque devant les masses populaires incultes : les peuples sont fatigués *quelque temps* avant de s'apercevoir qu'ils le sont, et rien n'anime et ne soutient davantage un mouvement que le ridicule de ceux contre qui il est dirigé. De telles situations sont toujours très périlleuses pour les uns et les autres parce qu'elles entraînent ici le désespoir impuissant, et là une ardeur fatale. Pour ne pas tomber dans les risques opposés de dramatiser ou de dédramatiser la crise actuelle, il n'est qu'une seule voie : en comprendre exactement la nature et la profondeur réelles.

Notre histoire, de 1943 à 1968, regardée à distance et dans son ensemble, nous apparaît comme la représentation d'une lutte acharnée qui, dans son premier lustre, jusqu'aux élections du 18 avril 1948, a vu la majorité du pays s'opposer à l'*Ancien Régime* du Royaume d'Italie, né vieux, et dont le fascisme était l'épisode suprême et le plus récent archaïsme. C'était justement à ses routines traditionnelles, à ses souvenirs peu glorieux, à ses illusions de grandeur toujours déçues et à ses médiocres représentants, que l'ensemble de la nouvelle société italienne s'opposait comme un seul homme.

Les élections de 1948 ont définitivement conclu cette première période de collaboration en chœur entre la bourgeoisie et les basses classes de notre pays, du moment que l'*Ancien Régime* avait été détruit pour toujours. En mettant fin aux illusions des ouvriers, qui espéraient encore en une possibilité de collaboration entre leurs représentants au parlement et ceux des classes aisées, la bourgeoisie s'était montrée plus réaliste qu'eux. Le triomphe de la classe moyenne était double : contre tout ce qui avait été *au-dessus* d'elle dans le défunt Royaume, et contre tout ce qui devait demeurer *au-dessous* d'elle. C'était là un triomphe complet, mais il n'a été définitif que relativement à ce qui était au-dessus des bourgeois, cette vieille aristocratie décadente de la grande propriété foncière. Dans ce sens, la victoire fut effectivement *complète*, car tous les pouvoirs économiques et productifs, toutes les prérogatives, et le gouvernement de la jeune République dans sa totalité, se trouvèrent réunis comme en un monopole à l'intérieur des frontières qui définissaient cette bourgeoisie, qui dès lors devint la dirigeante unique de l'ex-Royaume : elle prit position dans tous les postes utiles du pouvoir, en multiplia prodigieusement le nombre, et s'habitua bien vite à vivre là, tant du Trésor public que de sa

propre industrie.

Mais ce fut, par ailleurs, un succès *provisoire*, parce que toutes ces classes qui avaient aussi contribué, d'abord sous le fascisme, puis dans la Résistance et enfin pendant la Constituante, à la lutte contre le Royaume, se virent pour ainsi dire « expropriées » de la majeure partie des fruits de la victoire dans le moment même où celle-ci devint définitive. Dans une telle situation, il n'était pas permis de se faire trop d'illusions sur la possibilité d'éviter un nouvel affrontement à l'intérieur même de la coalition hétérogène des forces qui sortaient victorieuses du précédent conflit, désormais achevé. Ce conflit, qui lui-même s'inscrivait dans le plus vaste conflit des hostilités mondiales, avait pourtant assez affaibli la population travailleuse pour permettre à la bourgeoisie de se consacrer à ses propres intérêts sans craindre de se retrouver bientôt obligée de se mesurer à un adversaire fort et uni.

D'autre part deux faits décisifs contribuèrent, après 1948, à renforcer encore la position de la nouvelle classe dominante : avant tout la stratégie politique choisie par Togliatti, pour les communistes, et par la gauche en général, n'était en rien en contradiction avec les nouveaux besoins du centre démocratique et libéral puisque, sous le mot d'ordre suffisamment vague de la « reconstruction » économique du pays, les tensions sociales réapparues se trouvaient momentanément gelées ; et réciproquement, à mesure que cette reconstruction s'opérait effectivement, les passions politiques se calmèrent, tandis qu'il se développait à vive allure une richesse publique et privée comme l'Italie n'en avait jamais connue. Nul ne peut oublier enfin combien la guerre froide, augmentant à l'excès la tension internationale, a servi opportunément à dépassionner et désamorcer les vraies raisons du conflit interne, qui se voyaient constamment projetées au-delà des frontières. L'épisode insurrectionnel de juillet 1948, auquel l'attentat contre Togliatti avait servi de prétexte, fut la seule conséquence bruyante de la déception des travailleurs après les élections du 18 avril, et ce fut l'occasion dans laquelle les communistes italiens, qui la réprimèrent loyalement à l'intérieur de leurs propres troupes, prouvèrent leur cohérence et leur responsabilité par rapport à leurs choix politiques démocratiques.

Dès lors, les besoins particuliers de la bourgeoisie devinrent les besoins généraux du gouvernement républicain ; ils dominèrent aussi bien la politique étrangère que les affaires intérieures du pays. L'esprit d'alors était actif, industriel, posé, ce que l'on appelle la malhonnêteté politique avait toujours des justifications précises ; c'était un esprit timide par tempérament, mais qui savait être téméraire par égoïsme, modéré en tout, hormis dans le médiocre goût du « bien-être ». Cet esprit aurait pu accomplir des miracles si seulement il avait possédé un tant soit peu de cette noblesse d'intention qui nous a toujours paru indispensable, mais, par lui-même, il ne pouvait donner rien d'autre qu'une série de gouvernements faibles, sans vertu et sans grandeur. Maîtresse de tout comme ne l'avait jamais été aucune aristocratie dans la péninsule, la classe moyenne, ou pour mieux dire la partie de cette classe que l'on devrait appeler la classe de gouvernement, avait pris ses quartiers dans son pouvoir et, bientôt après, dans son particularisme : elle prit elle-même un air d'industrie privée, et ne fut presque plus l'expression politique de l'industrie privée proprement dite. Aucun de ses membres ne paraissait plus penser aux affaires publiques, sinon pour les faire tourner au profit de ses propres intérêts privés, ou de son courant politique, tandis que les détenteurs du pouvoir économique et les gens du peuple, dans une inconscience allègre qui pour une fois les unissait, s'occupaient chacun de leurs intérêts individuels, grands pour les uns et petits pour les autres, tous contribuant au succès trompeur de l'idéologie du bien-être.

La postérité, qui ne voit que les crimes éclatants, et à qui échappent ordinairement les vices qui sont à l'origine de toutes les plus graves crises, ne saura peut-être jamais à quel point tous les successifs gouvernements italiens avaient pris, insensiblement mais toujours davantage, l'allure d'une compagnie commerciale, dans laquelle toutes les opérations se font en vue des bénéfices que peuvent en retirer ses seuls associés, naturellement sous l'enseigne de l'intérêt public. Lorsque quelques-uns des représentants les plus autorisés du pouvoir économique commencèrent à s'inquiéter des risques et du *coût* d'un pareil système de

gouvernement, la direction même de la démocratie chrétienne, désormais accoutumée à considérer tout ministère comme la sinécure à garantir à chacun de ses notables, ne recula même pas devant le recours au plus triste chantage, menaçant de rendre publics quelques scandales virtuels dans lesquels le pouvoir économique n'était pas moins impliqué que le pouvoir politique, afin de garder les rênes du gouvernement dans ce même style d'*imbroglio* et de faillite. Ce fut certainement une erreur de céder à ce chantage. Presque toutes les bassesses politiques dont nous avons été le témoin involontaire, et pour une grande part impuissant, ont découlé, dans notre pays, ou bien du fait que les hommes qui se sont introduits dans la vie politique, dépourvus d'un patrimoine personnel, redoutent leur ruine s'ils abandonnent leur place, ou bien du fait que leur ambition, leurs passions personnelles et leurs craintes les rendent si obstinés dans la continuation de leur carrière au pouvoir qu'ils considèrent avec une sorte d'horreur la simple idée de l'abandonner ; ce qui fausse leur jugement et leur fait sacrifier l'avenir au présent, leur honneur à leur rôle.

D'autre part, personne ne saurait oublier les responsabilités de l'Amérique, qui semblait accorder une plus grande confiance à la stabilité forcée et artificielle de la classe politique italienne — qui présentait évidemment comme son œuvre propre le récent bien-être auquel venait d'accéder le pays — qu'aux réels artisans du miracle économique, qui étaient les industriels et les entrepreneurs en général.

La paralysie politico-économique actuelle, qui devait être, directement, le principal résultat d'une telle conduite irresponsable, était la chose du monde la moins imprévisible, et pourtant elle était regardée à ce moment comme une prophétie de Cassandre ; et qui mettait en garde contre une telle éventualité, comme nous nous sommes épuisés à le faire, s'il n'était pas moqué publiquement, c'était, dans le meilleur des cas, par un reste de respect, et la plupart du temps par crainte pure et simple. Aux éloges de notre prétendue prévoyance, qui à présent nous viennent un peu de tous les côtés, nous eussions plus modestement préféré une audience plus attentive à l'époque où l'on avait encore le temps d'éviter cette douloureuse situation.

Dans un monde politique ainsi composé et ainsi conduit, ce qui manquait le plus, c'était la vie politique elle-même. De leur côté, la majorité des industriels et plus généralement des détenteurs du pouvoir économique, encore une fois trop dévots de leur religion du *laissez faire*, n'entrevirent pas avec une clarté suffisante les conséquences, évidemment plus dommageables pour eux que pour les hommes politiques, d'une telle doctrine érigée en règle unique de la politique italienne, et se fièrent trop à une force d'inertie qui aurait dû faire marcher « automatiquement » la machine politico-économique, suivant ses propres règles internes, d'autant mieux que l'on mettrait moins la main sur son délicat mécanisme. Ce que l'on oubliait gaiement, c'était la société même dans laquelle était placé cet « automatisme », et les profondes transformations qu'il y avait opérées dans les vingt dernières années. Les industriels, qui étaient ennuyés à juste titre par les discours vides et verbeux du gouvernement, plaçaient en revanche une extravagante confiance dans les simplistes études techniques de médiocres économistes, dont la mode était venue de s'entourer, et auxquels ils demandaient des prévisions qui les rassuraient quant aux développements et accroissements de leurs profits. Quand survint l'époque critique où ces prévisions se voyaient point par point démenties par les faits, *ils en demandaient encore*, comme pour compenser les pertes réelles avec des certitudes illusoire, dont ils avaient hâte de se rendre esclaves. Une névrose collective semblait s'être emparée de ces hommes, à la majorité desquels manquaient tant la formation mentale de leurs pères que le caractère de leurs aïeux. Ils en avaient hérité le patrimoine mais pas le courage, la fierté mais non la digne prudence. Les premiers succès suffirent à les déprimer psychologiquement, et à leur enlever l'esprit de libre initiative. Ils perdirent ainsi, progressivement, jusqu'à l'indispensable solidarité de classe qui devait être leur première défense en face de l'excessive puissance politique et des prétentions croissantes de leurs ouvriers ; et tout cela se dégrada en une sorte de loi du silence, complice, dans une commune impuissance, de la classe politique par qui ils se laissaient en vérité rançonner.

La nation dans son ensemble concevait désormais ouvertement, aussi bien pour le pouvoir économique que

pour l'administration politique, un tranquille mépris, que les intéressés prenaient très à tort pour une soumission confiante et satisfaite dont ils n'apercevaient pas la fin prochaine. Lentement, le pays se divisa en deux partis inégaux, mais pas encore opposés : en haut régnaient la langueur, l'ennui, l'impuissance et l'immobilité ; en bas, au contraire, la vie politique commençait à se manifester par des symptômes fébriles, irréguliers et *apparemment* extra-politiques ou extra-syndicaux, que l'observateur attentif pouvait recueillir sans difficultés. Nous avons eu l'infortune d'être un de ces observateurs, et nous étions conséquemment d'autant plus sensibles à l'inquiétude qui grandissait et s'enracinait au cœur de notre société, à mesure que les mœurs publiques se dégradaient dans l'indifférence générale ; favorisés sans doute par notre intégrité personnelle, qui toujours s'est voulue au-dessus des intérêts de parti, et par le fait que nos propres intérêts n'ont jamais été dépendants des occasions, favorisés en outre par notre position, qui exige un caractère peu enclin aux fausses craintes et aux fausses consolations, il nous a été facile de pénétrer dans le jeu des institutions en même temps que dans la masse des petits faits quotidiens, pour examiner en toute froideur l'évolution des mœurs et des opinions du pays, dans la classe dirigeante comme parmi les travailleurs. C'est ainsi, et point du tout grâce à la chimérique sagesse que l'on veut aujourd'hui nous attribuer, que nous avons pu discerner clairement de nombreux indices qui ordinairement sont apparus dans l'histoire avant chacune de ses catastrophes, et qui annoncent toujours les révolutions.

Vers la fin de 1967, ces symptômes s'étaient tellement multipliés que nous avons cru de notre devoir de communiquer à titre privé notre préoccupation à celui qui, par la position même qu'il occupait, devait être plus que personne porté à en comprendre la gravité et avait le plus grand intérêt à en prévenir les funestes conséquences.

La Constitution de la République italienne — disions-nous alors — avait aboli tous les privilèges séculiers et détruit tous les droits réservés, en laissant toutefois subsister un fondamental, celui de la propriété privée, dans la perspective utopiste de l'étendre à tout un chacun. Mais, ajoutions-nous, il ne fallait pas que les propriétaires, dans une période où les États de la moitié de l'Europe devaient affronter un mécontentement grandissant des travailleurs et de l'ensemble de la jeune génération, se fissent trop d'illusions sur la solidité de leur situation, et il ne fallait pas qu'ils s'imaginassent que le droit de propriété resterait une infranchissable muraille pour ce simple fait que jusqu'à présent, en Europe occidentale, elle n'a jamais été franchie, *parce que notre temps ne ressemble à aucun autre*. Nous montrions là-dessus comment à l'origine, quand le droit de propriété n'était que le fondement de beaucoup d'autres droits, on le défendait sans trop de difficultés, ou plutôt on n'osait pas l'attaquer directement ; il constituait alors en quelque sorte le mur d'enceinte de la société, dont tous les autres droits et privilèges étaient les défenses avancées ; les coups ne pouvaient pas l'atteindre, et d'autre part on ne cherchait même pas sérieusement à l'aborder. Mais aujourd'hui que le droit de propriété, pour beaucoup de gens, semble être le dernier reste d'un monde aristocratique détruit *de jure et de facto*, quand seul resté debout il apparaît avec une plus grande évidence comme l'unique privilège isolé dans une société nivelée, alors que tous les autres droits réservés, bien plus contestables et justement haïs, ne lui servent plus de paravent, voilà que le droit de propriété lui-même se trouve être mis en discussion de la plus périlleuse manière et avec une contagieuse violence : ce n'est plus qui l'attaque, mais qui le défend qui semble obligé de se justifier.

Ce qui advint en France durant le mois de mai de 1968, confirmant nos préoccupations et les aggravant du sceau de l'événement, montra au monde qu'un temps était venu où notre forme de société se trouvait, de la façon la plus malsaine, divisée entre deux grands partis : la lutte politique *réelle*, celle que l'on ne peut ni empêcher ni gagner avec les discours, celle qui avait inévitablement pour théâtre les usines et les rues, s'engageait désormais entre ceux qui possèdent et ceux qui sont privés de ce droit, et, sous mille prétextes divers, on ne perdait pas une occasion pour choisir la propriété comme champ de bataille, et le travail salarié devenait chaque jour et partout le *casus belli*. Notre calendrier politique pouvait être illustré par une ancienne maxime : « *Le mal n'est jamais à son période, que quand ceux qui commandent ont perdu la honte, parce que c'est*

justement le moment dans lequel ceux qui obéissent perdent le respect ; et c'est dans ce même moment où l'on revient de la léthargie, mais par des convulsions. »

C'est ainsi que nous avons vu, en France en 1968 et en Italie en 1969, notre classe trembler sans courage ni dignité, comme bouleversée devant le fantôme de sa mort imminente. Par la suite, cette même bourgeoisie, comme réveillée d'un cauchemar, s'est crue définitivement sauvée, sans rechercher un supplément d'explications. Nous-mêmes, nous n'avons jamais consenti à partager l'une ou l'autre de ces erreurs, parce que nous nous défions toujours de ces effets que les caprices passagers, déterminés par telle ou telle circonstance, ont sur l'esprit humain ; et parce que nous sommes trop informés de ces doctrines singulières qui, de temps en temps, apparaissent ou sont redécouvertes partout, et qui, sous des noms et des étiquettes différents, ont toutes le commun dénominateur de nier le droit de propriété et de contester le devoir du travail salarié. La gravité de l'état où en étaient venues les choses se mesurait à l'extrême facilité avec laquelle ces idées se diffusaient dans les usines, dans les quartiers, dans les écoles, dans les bureaux, et aux enthousiasmes qu'elles suscitaient.

« *La beauté — disait Stendhal — est une promesse de bonheur* », et nous convenons de ce que toutes ces nouvelles théories, ou idées seulement ébauchées, dénoncent avant tout la pâleur, l'ennui et la *routine* de la survivance quotidienne dans les sociétés industrielles, la laideur réelle qui a gagné la face de nos villes abandonnées aux urbanistes et spéculateurs de tout acabit, la pollution de l'air, de la nourriture et des esprits imposée démocratiquement à tous les habitants des centres urbains. Nous comprenons facilement par conséquent que cette critique « globale », même si elle est généralement imprécise, ait beau jeu et fasse mouche sur des esprits lassés et impatientés par les soi-disant divertissements et *loisirs* que cette société peut leur offrir, et nous nous expliquons de même combien à présent il est devenu objectivement facile de faire croire aux travailleurs n'importe quoi qui provienne de canaux d'information autres que les habituels, accusés, souvent avec raison, de cacher la vérité et d'être spécialisés dans la manipulation des mensonges auxquels, pendant des années, la majorité du pays avait cru. La déception, dont les effets sont toujours dangereux, s'est emparée de la petite-bourgeoisie, qui ces dernières années a vu partir en fumée cette promotion sociale que lui avaient promise les partis à qui elle donnait ses votes : cette déception des petits-bourgeois, moins à craindre que la rage ouvrière, s'est manifestée d'abord à travers la contestation que les enfants de cette classe ont portée dans l'école et l'université, et par la suite elle a gagné les familles mêmes, qui se sont politiquement orientées soit vers l'opposition de droite soit, dans la plupart des cas, vers celle de gauche. Le parti communiste a ainsi pu compenser les pertes électorales que lui coûte la défection d'une partie de sa base ouvrière, devenue radicale et échappant à son contrôle. Ce qui toutefois nous paraît le plus immédiatement inquiétant, c'est cette vulnérabilité aux illusions de bonheur et de beauté que notre classe politique a créé dans toutes les classes qui, par vocation ou par déception, s'opposent désormais ouvertement à la bourgeoisie ; celle-ci a disposé le champ de bataille, sans se disposer pour la bataille contre l'autre classe, oubliant l'infamante prophétie, selon laquelle :

*« In eterno verranno alli due cozzi :
questi resurgeranno dal sepolcro
col pugno chiuso, e questi coi crin mozzi. »*

ù

III.

En quoi la guerre sociale recommence,

et pourquoi rien n'était plus funeste que de la croire gagnée
(1968-1969)

« Ce qui cause l'assoupissement dans les États qui souffrent est la durée du mal, qui saisit l'imagination des hommes, et qui leur fait croire qu'il ne finira jamais. Aussitôt qu'ils trouvent jour à en sortir, ce qui ne manque jamais lorsqu'il est venu jusques à un certain point, ils sont si surpris, si aises et si emportés, qu'ils passent tout d'un coup à l'autre extrémité, et que bien loin de considérer les révolutions comme impossibles, ils les croient faciles ; et cette disposition toute seule est quelquefois capable de les faire. »

CARDINAL DE RETZ, *Mémoires*.

NOS PRÉOCCUPATIONS SOCIALES ne sont évidemment pas nées d'un élan romantique du cœur, mais d'une réflexion de l'intelligence, parce que dans la misère, relative mais incontestable, de certaines couches sociales, nous voyons moins une souffrance à guérir — utopie démagogique sur laquelle nous laissons volontiers d'autres spéculer — qu'un désordre à prévenir.

En aucun autre temps comme dans le nôtre n'ont été pourtant énoncés tant de principes et concepts à ce propos, avec tant de prétention et d'universalisme. Si l'histoire semble le plus souvent se présenter comme un conflit des intérêts et des passions, notre histoire récente, jusqu'à ces dernières années, quoique les passions n'y aient pas manqué, se présentait plutôt comme une lutte entre des *principes de justification*, et partiellement tout de même en tant que lutte de passions subjectives et d'intérêts objectifs presque toujours masqués sous le drapeau de certains arguments justificatifs « supérieurs ».

Pendant des années nous avons assisté, impassibles, au lamentable spectacle que nous offrait une partie de notre bourgeoisie, qui se justifiait devant l'autre de ce qu'elle entendait prendre la défense du peuple « exploité » ; et réciproquement, l'autre partie, qui s'escrimait chaque fois là-dessus, était accusée de poursuivre ses intérêts égoïstes. C'était une façon comme une autre — mais moins utile qu'une autre — de passer le temps, à l'époque où l'on pouvait encore se permettre de le perdre. Pour notre part, nous notions que tout l'intérêt fictif de ces messieurs, par ailleurs respectables, pour les questions sociales, avait principalement une origine psychologique ; il était lui-même justificatif, et répondait plus ou moins au besoin « moral » de se mettre, d'une manière ou d'une autre, la conscience en repos dans cette période, pour eux euphorique, du « miracle économique ». On discourait, avec une désinvolture académique et une ignorance estudiantine, des questions sociales, parce que la nouvelle classe moyenne les croyait à peu près résolues, et n'avait ni connu ni compris l'ampleur des soubresauts révolutionnaires de 1919-1920, et même pas comment la bourgeoisie d'alors avait défait ce mouvement. Dans la réalité, pourtant, derrière cette façade « sensible », se dissimulaient, solidement unis entre eux, une inquiétude vague et un désintérêt authentique pour la société civile. À la perte, parmi la bourgeoisie, de ce qui avait été son esprit de classe, correspondaient la perte de son assurance et une grande timidité : à notre avis, ces bourgeois de fraîche date avaient peur d'avoir raison, et peur d'avoir peur ; peu après, en fait, ils devaient s'apercevoir *qu'ils avaient raison d'avoir peur*.

Le manque d'intérêt des classes dirigeantes pour les mutations advenues dans la société civile avait en effet atteint son comble quand un fait imprévu d'une portée mondiale vint brusquement les réveiller, mais d'une manière traumatisante.

Les événements insurrectionnels qui ont ébranlé la France au mois de mai 1968 montraient indiscutablement

qu'une nouvelle révolution sociale, débarrassée de toutes ses illusions et désillusions antérieures, frappait à la porte des sociétés modernes. Tout d'abord on ne l'a pas compris, et par la suite on l'a caché — et non sans raison —, mais cette insurrection a été, par sa simple existence, l'échec le plus scandaleux et le plus terrible que la bourgeoisie européenne ait subi depuis 1848. Comme en 1848, le vent de la révolte soufflait sur toute l'Europe, et on le respirait en France comme en Allemagne, en Italie comme en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie comme en Angleterre : partout, sous différentes formes et de diverses manières, c'était contre ce monde qui est nôtre que se tournaient, avec une violence plus ou moins prononcée, les pensées et les actes des populations en révolte ouverte contre la société, de ces mêmes populations qui depuis un demi-siècle semblaient avoir oublié, non moins que les classes dirigeantes, ce que l'on appelait au XIX^e siècle la « question sociale ».

Il n'est pas nécessaire d'insister ici en rappelant que la France a connu alors la grève générale la plus étendue et la plus prolongée qui ait jamais paralysé l'économie d'un pays industriel avancé, et que c'était en même temps la première grève générale « spontanée » de l'histoire : tout le pouvoir de l'État, des partis politiques et des syndicats eux-mêmes, fut tout simplement *effacé* durant plusieurs semaines, tandis que les usines et les édifices publics se trouvaient occupés dans toutes les villes. Il n'entre pas dans le dessein de ce pamphlet de démontrer pourquoi les événements de mai ont été profondément révolutionnaires, et virtuellement bien plus dangereux pour le monde que la révolution russe, parce que nous ne voulons obliger personne à partager cette opinion ; nous nous bornons donc à considérer que *le fait* demeure, comme un très menaçant précédent, et que les idées du mouvement qui a commencé alors se sont infiltrées partout, car partout en Europe les classes pauvres ont augmenté en nombre, et leur importance a crû plus que leur train de vie, et leurs aspirations plus que leur pouvoir.

Depuis la Révolution française, c'est-à-dire depuis que la bourgeoisie a saisi partout les responsabilités politiques de la direction des États, les peuples en tous lieux ont cherché à sortir de leur condition, changeant à mesure toutes les institutions politiques ; mais après chaque changement, ils ont constaté que leur sort ne s'était pas vraiment amélioré, ou bien qu'il s'améliorait avec une lenteur insupportable en regard de la précipitation de leurs désirs. Il était donc inévitable qu'un jour ou l'autre les travailleurs finissent par découvrir que ce qui les enfermait dans leur situation n'était pas la *constitution* des différents États, royaumes ou républiques, dictatures fascistes ou socialistes, démocraties parlementaires et présidentielles, mais bien les lois et principes mêmes qui constituent toutes les sociétés modernes ; et il est, pour ainsi dire, naturel que les classes pauvres en viennent tôt ou tard à se demander si elles n'ont pas le pouvoir, et peut-être aussi le droit, de changer ces lois-là comme elles ont changé les autres. Et pour parler spécialement de la propriété et de l'État, qui sont comme le fondement de tout ordre social, n'est-ce pas une conséquence inévitable qu'ils fussent encore une fois, mais d'une manière tout à fait neuve, dénoncés comme les principaux obstacles à la revendication de l'égalité parmi les hommes, et que la pensée de les abolir complètement, et non pas à la manière dont un moment on a dit l'avoir fait en Russie, se présentât à l'esprit de tous ceux qui se sentaient en ceci soumis et exclus ?

Cette inquiétude naturelle de l'esprit du peuple, cette inévitable agitation de ses désirs, ce ressentiment des besoins, ces instincts de la foule forment, en quelque sorte, le tissu sur lequel les agitateurs professionnels dessinent des figures monstrueuses ou grotesques, rejetées par tous les politiques et d'abord par les communistes. En mai, à Paris, chacun proposait son plan de construction de la « société nouvelle », l'un exigeait tout de go l'abolition du travail salarié, un autre celle de l'inégalité des biens, un troisième voulait la fin de la société marchande et de la plus ancienne des inégalités, celle de l'homme et de la femme ; tous semblaient d'accord pour exclure toute espèce de commandement, pour expérimenter des formes de démocratie directe, pour rejeter toutes les institutions, tous les partis et les syndicats.

Ce qui frappe le plus l'observateur attentif, c'est que, tout au contraire de ce que l'on disait communément sur

le coup, l'écrasante majorité du mouvement en question n'était pas composée d'étudiants, mais d'ouvriers et d'autres salariés. On peut évidemment trouver ces idées utopiques, ou simplement ridicules, mais le terrain sur lequel elles se sont nourries et propagées est, lui, l'objet le plus sérieux que politiques et hommes d'État puissent aujourd'hui examiner, car ce qui est en question, c'est notre monde même.

En France et en Tchécoslovaquie, où principalement avait pris pied ce mouvement insurrectionnel, qu'il serait plus juste d'appeler révolutionnaire, qui donc l'a réprimé avec le plus d'efficacité ? Qui a favorisé ou imposé le retour à la normale dans les usines et dans les rues ? Eh bien ! dans un cas comme dans l'autre, ce furent les communistes : à Paris grâce aux syndicats, et à Prague grâce à l'Armée Rouge. Voilà une première leçon qu'il convient de tirer de ces événements.

Mais les maladies sociales comme celle dont la France présentait les symptômes les plus voyants se transforment vite en épidémie, et l'Italie devait en subir la contagion d'une manière toute privilégiée : la période d'incubation et de développement de notre mal est trop voisine dans le temps pour qu'il soit ici question d'en écrire l'histoire, et elle est encore suffisamment gravée dans la mémoire de tous pour qu'il soit utile d'en retracer la chronique. Il suffit de rappeler que la soi-disant contestation estudiantine fut naturellement, ici comme ailleurs, éphémère, et devint vite un simple phénomène de dépravation — tolérable parmi tant d'autres —, qui occupait, plutôt qu'un secteur vital de la société productive, les pages des quotidiens et les discours des intellectuels. Chacun sait toutefois comment, parallèlement et contemporanément à celui des étudiants, un mouvement plus sourd et moins apparent, mais beaucoup plus inquiétant, avait commencé dans les usines, d'abord sans liaisons et sans grande publicité. En dépit de l'encadrement syndical traditionnel de la classe ouvrière italienne, chez nous aussi se manifestèrent les premières formes de lutte « spontanée » et les grèves extra-syndicales. Précisément parce que ce phénomène fut sous-évalué à sa naissance, il lui fut facile de se répandre, dans les mois suivants, avec un radicalisme croissant. Une sorte de frénésie semblait s'être emparée de nos travailleurs qui, réunis dans de prétendus « comités de base », commençaient d'une manière autonome à avancer d'extravagantes revendications extra-salariales, tantôt pittoresques et tantôt aberrantes, mais toujours nocives puisqu'elles trouvaient dans tous les cas des partisans prêts à entrer en lutte pour elles : nous citerons, pour laisser de côté tous les autres, le bel exemple fourni par les employés d'une importante entreprise publique de Milan, dont le « comité de base » organisa, et avec « succès », à la fin de 1968, des grèves qui visaient à obtenir que le temps de transport des travailleurs de leur habitation à leur poste de labeur fût considéré à tous égards comme un temps de travail, et rétribué comme tel !

On avait l'impression que, littéralement, les travailleurs étaient entrés en compétition, et que c'était à qui enregistrerait la plus lourde extension des dommages provoqués par leur funeste fantaisie. En réalité, le but déclaré de chaque conflit particulier était sans commune mesure avec les dégâts sociaux que la généralisation des grèves et des manifestations en tous genres provoquait dans le pays ; et du reste les travailleurs, à notre avis, ne voulaient pas ce pourquoi ils combattaient : ce qu'ils voulaient, c'était le combat *tout court*. Les prétextes se trouvaient par milliers, mais ceci était leur seul but inavoué, et aucune augmentation de salaire n'aurait suffi à les apaiser.

Nous savons que ce ne fut toutefois qu'en 1969 que l'Italie connut toute la néfaste « modernité » de sa crise sociale : ce furent en fait les premiers graves désordres dans les prisons et dans les usines du Nord qui illustrèrent, avec la révolte de Battipaglia au printemps de cette année, l'extension de la crise d'un bout à l'autre de la péninsule, et ce qui pourrait s'appeler le « saut qualitatif » de sa gravité, par rapport à l'année précédente. Tandis qu'en vérité les passions estudiantines de 1968 n'allèrent pas au delà de la politique, pour autant que celle-ci entendait se proclamer « de gauche », dans la classe ouvrière désormais les passions devenaient *sociales* — et nos lecteurs n'ignorent pas ce que ceci fatalement implique — : on ne demandait pas telle ou telle réforme, on ne contestait pas une politique, ce gouvernement ou un autre, ou ce parti, mais la

société elle-même et les bases sur lesquelles elle repose.

Et pourtant, en dépit de tout cela, nous pouvons affirmer que dans cette période le gouvernement n'était pas alarmé par ce qui arrivait dans le pays autant que les chefs de l'opposition communiste. Dans toute cette première phase de l'année 1969, les seules personnes réellement et justement inquiètes pour le proche avenir qu'il nous est arrivé de rencontrer parfois, c'étaient quelques *leaders* syndicaux et dirigeants du parti communiste, parce qu'ils étaient les seuls à observer de près la classe ouvrière, en enregistrant chaque jour les humeurs et la volonté subversive : déjà l'état d'agitation permanente du pays avait dépassé, non seulement les espérances, mais encore les désirs des plus ardents syndicalistes, c'est-à-dire de ceux qui croyaient, mais à tort, être à l'origine du phénomène. Ce ne fut là ni la première ni la dernière des occasions dans lesquelles nous avons pu reconnaître la lucidité de l'honorable Giorgio Amendola, mais ce fut peut-être en cette occasion qu'il nous a le plus étonné et que nous l'avons le plus estimé : cet homme politique, au contraire de tant d'autres, possède un esprit agile, froid mais cordial, éminemment subtil, qui va tout de suite au cœur de la question, mais qui n'en néglige pas les détails, sans préjugés et sans rancune, bon connaisseur du registre des faiblesses et des penchants humains, surtout en ce qui concerne son parti, et capable d'en jouer toujours à propos, quand son intérêt ne s'y oppose pas ; en somme, c'est un homme que l'on ne peut s'empêcher ni d'estimer ni d'écouter. Et d'autant plus dans une telle époque, alors que l'honorable Rumor, à ce moment Président du Conseil, n'avait trouvé à dire à une personne qui jouit de notre confiance que quelque chose de ce genre : « Soyez tranquille, tout finira bien, il n'y a pas de gouvernement libre qui ne doive surmonter des épreuves de cette sorte. » Nous, qui étions moins inquiets du sort du gouvernement qu'à propos de tous autres problèmes, nous avons trouvé que cette réponse peignait parfaitement cet homme résolu mais limité, limité avec beaucoup d'esprit cependant, mais un esprit d'une telle sorte que, voyant clairement et jusque dans le détail tout ce qui se trouve dans son horizon, il n'imagine pas que cet horizon puisse changer à l'improviste. D'autre part, nous devons tenir compte des industriels, dont certains, en proie à une angoisse qui confinait en bien des cas à la stupidité pure et simple, n'imaginaient rien de mieux que de rappeler à l'ordre les syndicats, comme si les syndicats, du moment qu'ils n'étaient pas responsables de cette situation, avaient été quand même en état de s'y opposer officiellement sans courir le risque de se faire éliminer, et cette fois même formellement, par le mouvement.

Ce fut vers le milieu de l'année 1969 que l'on en vint à demander explicitement au parti communiste italien quelles garanties il offrait au gouvernement pour s'employer, avec lui, à arrêter le mouvement avant l'automne, et ce qu'il exigerait en contrepartie. Les communistes, qui savaient mieux que tout le monde l'ampleur de l'enjeu et le danger du moment, émirent leurs souhaits : mais tant le pouvoir politique qu'une grande partie des industriels, soit parce qu'ils sous-estimaient les risques des mois à venir, soit parce qu'ils surestimaient le « risque » de n'importe quel accord avec le P.C.I., trouvèrent les contreparties que les communistes demandaient hors de proportion avec les garanties qu'ils offraient. On peut dire, avec la connaissance *a posteriori*, que la démocratie chrétienne ignorait encore la force et l'utilité d'un parti communiste en ces circonstances, et que ce dernier, de son côté, ignorait en partie la force à laquelle serait parvenue la vague des grèves « spontanées » dans les mois suivants : parce que les communistes jouaient sur le temps et sur la précipitation « naturelle » des événements avec un peu trop de désinvolture, attendant le moment où ils devraient être appelés, et la démocratie chrétienne comptait trop sur le fait que les communistes, pour ne pas en arriver à une rupture ouverte, devraient de toute façon commencer à faire ce qu'ils promettaient, même sans en tirer une immédiate contrepartie. Les calculs des uns et des autres eussent été justifiés, ou justifiables, s'il s'était agi d'affronter une *crise politique* ; ils s'avérèrent tous les deux insuffisants, pour ne pas dire inconscients, parce que tous paraissaient oublier la situation de *crise sociale* pré-insurrectionnelle dans laquelle se trouvait l'Italie. Du moment que les dirigeants communistes demeuraient, dans l'attente de développements ultérieurs, retranchés sur une position non moins rigide que celle de la démocratie chrétienne, qui toutefois portait la responsabilité initiale de ce raidissement, et du moment que par cette voie on ne serait en l'occurrence venu à bout de rien, il fallait agir tout de suite, mais dans une autre

direction.

Quelle était, conséquemment, la direction à suivre ? Nous le dirons avec les mots d'un journaliste, puisqu'un grand philosophe enseigna, voilà plus d'un siècle et demi, que « dans l'opinion publique, il y a tout le vrai et tout le faux », et puisque les journalistes sont spécialistes en opinions publiques et privées : « ... Nombre de symptômes politiques, syndicaux et culturels — a écrit alors Nicola Adelfi dans *Epoca* — donnent à penser que cette situation va durer (...), on ne voit pas comment la vague de violence pourrait se briser ou même seulement s'atténuer. À moins qu'il ne survienne quelque fait imprévisible et de nature traumatique : je veux dire quelque chose qui, à l'improviste, secoue profondément l'opinion publique et lui donne la sensation de se trouver désormais à un pas de l'anarchie, et de son inséparable compagne, la dictature. » On ne pouvait mieux dire ; mais il convenait, pour que « quelque fait imprévisible et de nature traumatique » se produisît, d'avoir avant toutes choses un gouvernement homogène, et moins fragile que le centre-gauche de Rumor-Nenni. On sait que, après la formation du premier centre-gauche, différents représentants du pouvoir économique s'étaient gagné, ou avaient placé, certains hommes dans des positions éminentes des infortunés partis socialistes, appelés à ce moment-là unifiés. Eh bien ! pour faire tomber le centre-gauche Rumor-Nenni, il a suffi, au début de juillet, de demander aux sociaux-démocrates, qui ne se sont jamais fait trop prier pour des opérations de ce genre, de provoquer une nouvelle scission : l'unification conclue pour dix ans s'effondrait ainsi après dix mois. Le lendemain, le gouvernement tombait, et un mois après, au début d'août, Rumor pouvait constituer son deuxième gouvernement « monocolore » dans lequel se trouvaient représentés, si nous avons bonne mémoire, tous les courants démo-chrétiens. En dépit de toutes ses carences, ce cabinet nous a paru un des plus *efficients* dont on puisse se souvenir dans l'histoire de la République, ne serait-ce que pour l'action accomplie par le ministre du Travail, l'honorable Donat-Cattin, et celui de l'Intérieur, l'honorable Restivo, pendant l'automne suivant, qui depuis, par un admirable *understatement*, a été baptisé « chaud ».

Car s'il est exact, comme la presse étrangère l'a affirmé à cette époque, que les deux seules institutions fonctionnant encore dans l'Italie d'alors étaient les syndicats et la police, cela nous le devons à ces ministres du Travail et de l'Intérieur : Carlo Donat-Cattin avait en effet derrière lui une carrière de syndicaliste, et Franco Restivo, intime de Vicari, le préfet de police du moment, avait déjà eu, avec ce dernier, l'expérience du terrorisme politique au temps où, dans la Région sicilienne, dont il a été le Président dans l'après-guerre, sévissait le bandit Giuliano. Justement, en 1968, une quantité de petits attentats par explosifs, qui restaient sans graves conséquences, contribuaient à augmenter ce désordre que la contestation estudiantine et ouvrière continuait à créer dans les grandes villes, et même dans les petites. Il s'agissait d'actes d'une portée étroitement limitée, en regard, par exemple, des sabotages de la production dans les usines ; ce n'étaient que des signatures de groupuscules fascistes ou maoïstes apposées sur les locaux adverses, mais ces petits faits justement se trouvèrent à l'origine des grands, et, comme le dit Tacite, « *non sive usu fuerit introspicere illa, primo aspectu levia, ex quibus magnarum saepe rerum motus oriuntur* ». Car en Italie, à cette époque et ultérieurement, les syndicats et la police n'étaient pas seuls à fonctionner : depuis quelques mois s'étaient mis en mouvement, sourdement, les services secrets. Et puisque dans la sphère politique l'on continuait à tergiverser en face de la crise qui s'aggravait, il fut nécessaire de mettre au point, dès avant l'été, une tactique de diversion, une tension artificielle dont le but principal était de distraire *momentanément* l'opinion publique des tensions réelles qui déchiraient le pays. Nous verrons plus loin quels ont été les indéniables avantages d'une pareille tactique, et quels aussi les dommages qu'elle entraîna en se transformant en stratégie ; de même que, dans le prochain chapitre, nous livrerons à la publicité les critiques que, dans une autre place et en d'autres temps, nous avons adressées à notre service secret, lequel, par une maladresse qui n'a pas de précédents dans l'histoire, se voit aujourd'hui publiquement exposé aux accusations du premier magistrat venu, et de tout le pays.

Ainsi donc, quoiqu'il y ait eu tout le *background* des petits attentats que nous avons évoqué ci-dessus, on peut faire coïncider le début de cette tactique de diversion avec ce qui advint à Milan le 25 avril 1969, et ailleurs

dans le mois d'août suivant : les opérations auxquelles nous faisons allusion furent, dans un certain sens, comme une répétition générale en prévision des événements de l'automne. Ces événements ne se firent pas attendre, et dès septembre se produisirent les premières actions de sabotage d'une ampleur considérable, aux usines F.I.A.T. de Turin et Pirelli de Milan, et puis dans cent autres. La négociation au sommet pour le renouvellement des contrats entre employeurs et syndicats n'était plus qu'un prétexte parmi tant d'autres : quantité de faits, et d'événements, d'une période qui n'en a vraiment pas manqué, ont été éclipsés par ceux qui leur ont succédé en un *crescendo* toujours plus soutenu, et nous pouvons nous en désintéresser ici, parce que la signification profonde que cette guerre de classes se donnait inconsciemment à elle-même, à travers son développement intensif et extensif, était devenue plus importante que l'ensemble des épisodes particuliers, qui n'étaient que les pierres milliaires d'une route qui conduisait toujours plus manifestement à une révolution sociale.

Nous avons fréquenté, dans le cours de notre vie, des lettrés qui ont écrit l'histoire sans se mêler aux affaires ; et nous avons eu à agir avec des hommes politiques qui se sont constamment et uniquement employés à produire et à empêcher des événements, sans trop penser à les décrire. Nous avons toujours observé que les premiers voyaient partout des causes générales, tandis que les seconds, vivant au milieu des faits de chaque jour, nés apparemment les uns des autres, se figuraient volontiers que tous les événements qui les servaient devaient être attribués à leur mérite, comme s'il eût incombé à eux exclusivement de déterminer la marche du monde, et que tout contretemps n'était que la conséquence de tel ou tel autre événement particulier, absolument imprévisible. Il y a lieu de croire qu'aussi bien les uns que les autres sont dans l'erreur ; et si dans cette époque on doit s'attendre à tout, parce que tout est possible, il n'est pas permis alors de se laisser prendre par surprise. Et par exemple, dans cet automne de 1969, que Raffaele Mattioli définissait, avec ce détachement philosophique qui n'était qu'à lui, comme « l'expression lyrique de l'histoire en action, où personne n'a eu le courage d'être ce qu'il était », on assistait au pitoyable spectacle d'industriels qui plaçaient plus de confiance dans les syndicats qu'en eux-mêmes ; et les syndicats plaçaient leur confiance dans les concessions qu'ils pouvaient obtenir du gouvernement ; et le gouvernement dans l'efficacité de ses services spéciaux. Nous étions un petit nombre à savoir que ce que l'on prévoyait de pire était tout au contraire *trop optimiste*, de même qu'aujourd'hui encore peu savent que l'Italie s'est trouvée alors plus d'une fois à *une heure seulement* d'une insurrection générale, et que si par bonheur ceci n'est pas advenu, ce fut moins grâce aux précautions de ceux-ci ou de ceux-là, que par le jeu d'autres facteurs.

Les luttes à propos des contrats obtenaient de notables succès sur le terrain des salaires, mais c'était une pieuse illusion que de croire que les esprits s'apaiseraient une fois que les contrats auraient été reconduits : du moment que les ouvriers, comme nous l'avons déjà dit, en réalité ne combattaient pas pour obtenir simplement des augmentations de salaire, il était désormais clair que, pour consistantes que fussent ces augmentations, on ne pouvait plus espérer acheter avec elles la paix sociale, qui risquait chaque jour davantage de n'être plus qu'un heureux souvenir des temps passés. De fait, lorsque certaines catégories, comme les travailleurs municipaux et d'autres, obtinrent un nouveau contrat de travail, ils persévèrent dans leurs grèves illégales, sous prétexte de soutenir la lutte des travailleurs de l'industrie mécanique privée, pour qui la négociation restait en suspens. Les syndicats, de leur côté, ne pouvaient s'exposer au péril de se couper des masses travailleuses, en désavouant toutes les grèves qu'ils n'avaient pas voulu entreprendre et qu'ils n'avaient pas pu empêcher : ils devaient, au contraire, accepter la donnée de fait de ces grèves ouvrières, pour ne pas s'exclure par avance de la possibilité d'être à leur tour acceptés par elles, dans un second temps, comme porte-parole autorisés des revendications. Pour prévenir l'émeute ouverte, les confédérations syndicales ont donc dû trouver des objectifs autres que les revendications de salaire, afin de tenter de canaliser vers eux la contestation ouvrière.

Ce fut un de ces objectifs, lesquels paraissaient artificiels aux ouvriers eux-mêmes, qui fournit l'occasion d'ébaucher une insurrection caractérisée et patente. Le 19 novembre 1969, les syndicats avaient annoncé une

journée de grève générale nationale sur la question des loyers ; cette grève, qui vit la plus vaste abstention au travail que l'on ait enregistrée dans l'histoire de la République, dégénéra très vite en émeute à Milan : les *leaders* syndicaux, qui devaient prendre la parole au Théâtre Lyrique, furent boycottés et insultés par les travailleurs qui, abandonnant le meeting, attaquèrent durement les forces de Sûreté Publique, contraintes alors de se retirer de tout le quartier, et ils élevèrent des barricades dans le centre de la ville.

Nous avons un souvenir précis de ce spectacle, parce que justement ce 19 novembre, vers midi, nous devions traverser la via Larga pour nous rendre au domicile, sis non loin des lieux des affrontements, d'un industriel chez qui nous étions conviés à déjeuner, avec quelques hommes politiques et d'autres personnalités du monde économique. Puisqu'il était impossible de trouver un taxi, nous traversâmes à pied tout un secteur de la ville : nous trouvâmes la majeure partie des rues tranquilles et presque désertes, comme il arrive de les voir à Milan le dimanche matin de bonne heure, quand les riches dorment encore et les pauvres ne besognent pas ; çà et là, de temps à autre, un jeune homme, ayant plutôt la mine d'un salarié suburbain que d'un étudiant, apposait tranquillement quelque placard sur une façade ; il nous en fut offert plusieurs, signés par tel ou tel groupe d'« ouvriers autonomes » ou de « comités de base », et l'un de ces manifestes nous avait surpris par son titre lugubre, qui sentait son XIX^e siècle, et qui était quelque chose comme : « Avis au prolétariat sur les occasions présentes de la révolution sociale ». Ayant franchi, non sans quelque difficulté, les barrages de la force publique et des manifestants, nous atteignîmes enfin l'appartement de notre hôte, qui était plus inquiet qu'à l'accoutumée. La chère était magnifique, comme à l'accoutumée, mais la table était déserte : de la demi-douzaine des invités, seul un autre se présenta, en retard, et qui n'était même pas le plus attendu. Nous nous assîmes d'un air passif parmi cette abondance inutile, et un profond silence fut provoqué, involontairement, par une simple réflexion de notre part, que nous vivions un étrange temps, dans lequel, comme disait Tocqueville en 1848, on ne pouvait jamais être sûr qu'il ne surviendrait pas une révolution entre le moment où l'on passe à table et celui où le repas est servi.

Les appels téléphoniques, qui scandaient le temps, rendaient plus énervante encore l'attente de quelque événement funeste ; les nouvelles s'accumulaient : un agent de la Sûreté Publique venait d'être tué devant le Théâtre Lyrique, et ni la police ni les syndicats n'étaient plus en état de dominer le champ de bataille, qu'ils avaient abandonné. Le téléphone fut, tout au long de cet après-midi, l'unique cordon ombilical nous reliant au monde ; les pires craintes concernaient dès lors la situation à Turin, car si l'on avait su à Milan qu'ailleurs aussi la situation nous échappait, les *chances* que l'émeute et la grève restent limitées à cette journée se seraient complètement évanouies. De Rome, on apprit que les syndicats « tenaient » à Turin, et que l'on n'y signalait pas d'incidents graves, non plus qu'à Gênes. Quelques heures plus tard, l'information nous était confirmée directement par les leaders syndicaux qui étaient sur place ; heureusement, il n'y avait pas eu de morts parmi les manifestants, parce que c'était au fond l'aubaine que les agitateurs escomptaient. Milan, le Milan ouvrier, fut découragé d'apprendre, au soir, que partout la grève s'était déroulée sans incidents ; mais à Rome, et non certes dans la Rome populaire, les événements de Milan furent ressentis dans toute leur gravité, et ils créèrent même plus d'émotion que l'on n'en pouvait espérer d'une capitale habituellement si sournoisement insensible aux impulsions du reste du pays. On s'y avisa enfin qu'il n'y avait plus de temps à perdre, puisqu'à Milan ni les syndicats ni la police n'avaient plus été capables d'empêcher l'émeute ; et même si cette émeute, par bonheur, avait été brève, on ne savait que trop bien qu'aucune des conditions dont elle découlait n'avait été surmontée, pas plus à Milan que partout ailleurs en Italie. Il y avait donc plus d'une bonne raison de craindre qu'à quelques semaines de là, sinon même plus tôt, une nouvelle émeute ne se transformât en insurrection générale.

Au lieu de quoi, trois semaines après, le 12 décembre, éclataient les bombes de la Piazza Fontana à Milan, et de Rome ; et l'on voyait en vérité ce « fait imprévisible et de nature traumatique » dont parlait le journaliste cité plus haut, et qui allait remuer si profondément l'opinion publique en Italie et à l'étranger.

Les ouvriers, désorientés et frappés de stupeur devant tant de victimes innocentes, restèrent comme hypnotisés par l'événement inattendu, et égarés par la rumeur qui s'ensuivit, car en présence de faits de ce genre leur esprit est changeant, et, comme le dit Tacite, « *vulgus mutabile subitis, et tam primum in misericordiam, quam immodicum saevitia fuerat* ».

Comme par magie, un mouvement de luttes si étendues et si prolongées s'oublia lui-même et s'arrêta.

ù

IV.

Qu'il n'est jamais bon de seulement se défendre,
parce que la victoire n'appartient qu'à l'offensive

« ... Cette façon de voir, avant les guerres de la Révolution française, était plutôt dominante dans la sphère de la théorie. Mais lorsque ces guerres, d'un seul coup, ouvrirent un monde entièrement nouveau de phénomènes guerriers... on laissa de côté les vieux modèles, et l'on conclut que tout était la conséquence de nouvelles découvertes, d'idées grandioses, etc., mais aussi des conditions sociales transformées. On estima ainsi que l'on n'avait plus du tout besoin de ce qui appartenait aux méthodes d'un temps...

Mais parce que, dans de tels retournements des opinions, il surgit toujours deux partis en opposition, jusque dans cette circonstance les conceptions anciennes ont trouvé leurs chevaliers et défenseurs, qui considéraient les récents phénomènes comme des chocs de la force brutale, entraînant une décadence générale de l'art, et qui soutenaient que précisément le jeu de la guerre d'équilibre — dépouvé de résultats, vide — devait être le but... Cette dernière façon de voir manque tellement de bases logique et philosophique, que l'on ne peut la définir autrement que comme une désolante confusion conceptuelle. Mais également l'opinion opposée, selon laquelle tout ce qui advenait autrefois ne se reproduira plus, n'est aucunement pondérée. Des nouveaux phénomènes dans le champ de l'art de la guerre, une proportion minime doit être attribuée à de nouvelles découvertes ou à de nouveaux concepts ; la plus grande part au contraire aux nouvelles circonstances et conditions sociales... Commencer par la défensive et finir par l'offensive correspond pleinement à la démarche naturelle de la guerre. »

KARL VON CLAUSEWITZ. *De la guerre.*

ON SAIT QUE la vérité est d'autant plus dure à entendre qu'elle a été plus longuement tue. D'autre part, nous avons trop l'expérience du jeu des forces réelles dans le sein des sociétés humaines, présentes et passées, pour être comptés parmi ceux qui prétendent, soit par ingénuité soit par hypocrisie, que l'on pourrait gouverner un État sans secrets et sans tromperie. Si donc nous rejetons cette utopie, nous n'en rejetons pas moins, et tout aussi résolument, la prétention de gouverner un pays démocratique moderne en se fondant uniquement sur le mensonge et le bluff systématique, comme a cru pouvoir le faire impunément l'ex-président Nixon, qui à la fin s'en est repenti. Bien au contraire, nous avons toujours fermement cru que les peuples, quand ils disent vouloir la vérité, à laquelle les constitutions démocratiques leur donnent droit, ne veulent réellement rien de

plus que *des explications* : et alors, pourquoi ne pas leur en donner ? Pourquoi s'égarer dans l'impasse des plus maladroits mensonges, comme on a fait, par exemple, à propos de la bombe de la Piazza Fontana ? Nos gouvernants, notre magistrature, les responsables des forces de l'ordre, oublient trop aisément qu'il n'existe rien au monde de plus nocif pour le pouvoir qu'ils détiennent que faire naître dans l'esprit du citoyen démocratique le sentiment qu'il est continuellement pris pour un imbécile : parce que cela, au fond, est le ressort qui met inévitablement en action ce subtil engrenage des passions et des ressentiments humains, en vertu duquel même le plus timoré des petits-bourgeois peut en venir à se rebeller, à admettre et nourrir des idées radicales. C'est alors que le citoyen se sent en droit de réclamer la « justice », moins par amour de la justice que par crainte de devoir subir à son tour une injustice.

Notre classe politique aujourd'hui est en train de s'apercevoir combien commencent à lui coûter toutes les sottises justifications embarrassées qui ont été accumulées, et toujours à contretemps, sur la question cruciale des bombes de 1969. S'il n'a jamais existé une bonne politique qui fût fondée principalement sur la vérité, ce sera toujours la pire des politiques, celle qui se fonde exclusivement sur l'*invraisemblable* : et cela parce qu'une telle politique incite le citoyen à douter de tout, à bâtir des conjectures, à vouloir pénétrer dans tous les secrets de l'État avec une grande prodigalité de suppositions désinvoltes et de fantaisies chimériques. N'importe quel imposteur a dès lors droit de cité et peut opérer avec une entière liberté ; et du moment que tout a pris la figure de l'artifice effronté, l'électeur, qui habituellement se contente du vraisemblable, émet à grands cris la prétention de connaître toute la vérité sur toutes choses, intimant ainsi au pouvoir politique un menaçant *hic Rhodus, hic salta*. Tous à ce point se trouvent hardis et pleins de courage en face de la lâcheté qu'ils reprochent à l'État, et celui-ci est bloqué dans un cercle vicieux, où il doit démentir successivement toutes les précédentes versions officielles des faits. Et c'est ainsi qu'un État s'use fatalement jusqu'à perdre la force, nous ne voulons pas dire de corriger ses erreurs, mais seulement même de les admettre. Il faut donc, pour retrouver cette force, s'exposer au risque de *dire enfin la vérité*, parce que le pouvoir en Italie s'est placé dans une de ces situations, toujours périlleuses pour tout État, où *il n'est plus possible de rien dire d'autre*.

Et la vérité, quand elle arrive enfin, après que tous les mensonges se soient démentis au contact l'un de l'autre, cette même vérité disons-nous, quoiqu'elle puisse aussi paraître invraisemblable, est assez forte pour affronter toutes sortes de soupçons, et pour prévaloir contre la méfiance générale :

*« Sempre a quel ver c'ha faccia di menzogna
de' l'uom chiuder le labbra fin ch'el pote,
però che senza colpa fa vergogna ;*

*ma qui tacer nol posso ; e per le note
di questa comedia, lettor, ti giuro... »* Etc.

Goethe était convaincu qu'« écrire l'histoire est une façon de nous débarrasser du passé », et nous, nous ajoutons qu'il faut à présent d'abord se débarrasser définitivement du fantasme de la Piazza Fontana, coûte que coûte, parce que le moment est venu où il est infiniment plus coûteux de le maintenir artificiellement en vie. Du reste, nous avons voulu *véridique*, dès son titre, le présent *Rapport*, et nous souhaitons que les forces saines de l'Italie sachent tirer profit de cette amère leçon que nous devons nous infliger à nous-mêmes.

On a vu, précédemment, ce qu'était la situation sociale vers la fin de 1969 : les ouvriers, sans chefs à qui obéir, agissaient désormais librement en dehors de la légalité démocratique, et *contre* cette légalité ; ils refusaient le travail et leurs propres représentants syndicaux, ils ne voulaient pas, en un mot, renouveler ce tacite contrat social sur lequel se fonde tout État de droit, et notamment notre République qui se déclare « fondée sur le travail » dès le premier article de sa Constitution. Tous les jours, en tous lieux, les ouvriers violaient *de fait* et de cent manières cette Constitution. Quelle était, alors, la dramatique alternative devant laquelle se trouvait

notre République ? L'alternative n'était rien de plus et rien de moins que ceci : *remettre en vigueur la légalité constitutionnelle et l'ordre civil ; ou bien disparaître.*

Sur qui l'État pouvait-il compter, pour imposer le retour à l'ordre, du moment que les forces de Sûreté Publique et les syndicats étaient comme impuissants, et que former un gouvernement à participation communiste était une hypothèse rejetée comme un blasphème par tous les autres partis ? L'État, après l'émeute du 19 novembre, ne pouvait plus compter sur rien d'autre que ses services secrets de sécurité, et sur l'effet que pouvaient susciter dans l'opinion publique ses moyens d'information et de propagande, une fois que celle-ci aurait été suffisamment secouée par ce « fait imprévisible et de nature traumatique » que furent justement les bombes du 12 décembre.

Le recours à ces bombes fut-il une erreur, ou bien le salut ? Ce fut à la fois l'un et l'autre, ou pour le mieux dire, le salut provisoire des institutions en même temps qu'une source perpétuelle d'erreurs successives. C'est pour cela que nous sommes persuadés que l'on ne critiquera jamais assez l'opération du 12 décembre 1969, parce que la bombe de la Piazza Fontana, en même temps qu'elle se voulait le dernier coup de semonce devant la menace de subversion prolétarienne, était déjà en fait le premier coup de canon de la guerre civile : et à la manière dont a été tiré ce coup l'on peut mesurer l'incapacité de nos forces dans une telle guerre civile. Tout le burlesque des successifs *putschs* manqués de notre extrême-droite était déjà contenu dans cette manifestation d'incompétence grandiose.

Nous ne songeons pas à nier l'utilité, dans n'importe lequel des pays modernes, de semblables initiatives d'urgence, que la nécessité d'un moment critique particulier peut imposer, comme aussi bien nous ne nions pas que la bombe de la Piazza Fontana ait eu, à sa façon, un effet salutaire évident, en désorientant complètement les travailleurs et le pays, et en permettant au parti communiste de ramener les ouvriers derrière lui dans la « vigilance » démocratique contre un fantomatique péril fasciste, tandis que les syndicats pouvaient finalement conclure vite et bien les dernières et les plus laborieuses des négociations contractuelles. Ce que par contre nous nions résolument, c'est que cet effet positif ait été assuré, ou seulement prévisible, avec une marge de sécurité convenable ; c'est-à-dire, que l'on n'ait pas recouru à un remède pire et plus dangereux que le mal, en usant d'une pareille action parallèle d'une manière aussi approximative. Et ceci à un double point de vue. Avant tout, trop de gens étaient au courant d'une opération de ce genre avant même le 12 décembre. À ce propos nous nous bornons à avancer une seule considération : si un seul des représentants de la gauche, parmi ceux qui savaient, avait dit publiquement, ne serait-ce qu'à titre personnel, la vérité qui aujourd'hui est sur les lèvres de tous, immédiatement après l'explosion des bombes, eh bien alors, la télévision aurait pu dire ce qu'elle voulait, mais *la guerre civile aurait éclaté à l'instant même*, et rien n'aurait pu l'empêcher. Cela fut, on peut bien le dire, un vrai coup de chance, qu'à ce moment la classe politique se soit enfermée dans une réserve parcourue de murmures, mais rigoureusement observée. De plus, nous relevons que, tant le plus mauvais choix possible des coupables — en aucun cas un Valpreda n'était vraisemblable en tant qu'auteur de l'attentat, même si cent chauffeurs de taxi avaient dû laisser, avant de mourir, autant de témoignages pour valoir ultérieurement —, tant la façon dont police et magistrature se sont comportées dans cette affaire, en ont fait cette grotesque farce de quiproquos mêlée de lugubre, plus digne d'être montée dans une dictature sud-américaine que dans une démocratie européenne.

En quoi l'opération du 12 décembre peut-elle être, en dépit de tout cela, considérée comme réussie ? Ces bombes réussirent à imposer l'effet voulu, dans la mesure où tous les moyens d'information mirent en avant, à la place de leur seule vraie signification, leurs multiples étiquettes — les tenants et les aboutissants anarchistes ou fascistes — ; et ces moyens d'information furent crus dans un premier temps, en dépit des versions contradictoires, ou même peut-être précisément grâce à elles. D'autre part le coup réussit également parce que l'on n'avait jamais vu, comme dans cette circonstance, un tel soutien réciproque de toutes les forces institutionnelles, une si grande solidarité entre les partis politiques et le gouvernement, entre le gouvernement

et les forces de l'ordre, entre les forces de l'ordre et les syndicats. Ainsi, ce qui apparaissait alors à l'opinion publique comme le parlement « contre » le gouvernement, le gouvernement « contre » les bombes, et les bombes « contre » la République, n'était évidemment pas un conflit entre un pouvoir constitutionnel et un autre, tel celui des pouvoirs législatif et exécutif, mais c'était bel et bien l'État même qui, en un si extrême péril, s'était trouvé amené à manœuvrer, du mieux qu'il pouvait, contre lui-même, certains instruments extrêmes de son propre maintien : pour faire voir à tous que tous, avec l'État, étaient en péril.

Quelques années nous séparent à présent de ces événements dangereux pour tous, et tristes pour quelques-uns, que maintenant nous critiquons même publiquement. On ne doit pas sous-estimer, cependant, ce qu'il y a d'admirable dans cette « expression lyrique de l'histoire en action », comme l'appelait Don Raffaele, où l'État, réduit au rôle de *deus ex machina* a su mettre en scène sa propre négation terroriste pour réaffirmer son pouvoir ; car la ruse de la raison qui gouverne et fait progresser l'histoire universelle est présente en chacun de ses épisodes contingents et décisifs, même si les hommes ne s'en aperçoivent pas tout de suite, parce qu'ils sont trop dominés par les passions particulières qui servent de prétexte au conflit permanent qui les oppose les uns aux autres. Quelqu'un d'assez courageux pour ne pas craindre d'être taxé d'ingénuité s'étonnera aujourd'hui encore en considérant combien l'expédient des bombes a obtenu alors un bon effet sur la masse, mais cet hypothétique *naïf* se trompera, parce que, dit Machiavel, « la plupart des hommes se repaissent aussi bien de ce qui paraît que de ce qui est : souvent même ils sont mis en mouvement plus par les choses qui paraissent que par celles qui sont ». Mais, et voici la limite en négatif de semblables expédients, formulée par le même Machiavel : « ... de telles façons, et recours extraordinaires, rendent malheureux et mal assuré le prince lui-même, parce que d'autant plus il use de la cruauté, d'autant plus son gouvernement devient faible. »

Pour incompréhensible ou terrifiant que cela puisse paraître à certains, il n'est plus possible de nier une réalité nouvelle : à partir de 1969, l'Italie a son « parti » révolutionnaire, informel mais précisément par là d'autant plus difficile à frapper. Nous ne faisons pas ici allusion, bien sûr, aux groupuscules estudiantins extra-parlementaires, qui réellement n'effraient même pas le plus craintif des employés de province, mais à tous ceux qui, dans les usines et dans les rues, manifestent individuellement ou collectivement un total refus de l'organisation actuelle du travail, et du travail même, ce qui en vérité est déjà le refus de la société qui se fonde sur cette organisation. Depuis 1969, tous les actes, tous les échecs ou toutes les réussites de notre politique intérieure et de notre économie, ne sont même pas compréhensibles si l'on ne les met pas en relation avec le conflit, parfois ouvert et parfois sourd, qui oppose cette réalité nouvelle à toutes nos institutions traditionnelles, qui sont entrées en crise.

Dépourvus de chefs autant que d'une politique cohérente, les travailleurs, les jeunes, les femmes, les homosexuels, les prisonniers, les écoliers, les malades mentaux se sont à l'improviste décidés à vouloir tout ce qui leur était interdit, en même temps qu'à rejeter en bloc toutes les fins que notre société leur permettait de poursuivre. Ils refusent le travail, la famille, l'école, la morale, l'armée, l'État, l'idée même d'une hiérarchie quelle qu'elle soit. Ce « parti » hétérogène et violent, inculte et malhabile, veut s'imposer partout avec brutalité, et il est devenu, pour ainsi dire, *la mesure de toutes choses* : de ce qui arrive, puisque personne ne parvient plus à rien empêcher ; et de ce qui n'arrive pas, puisque nos institutions ne sont plus en état de se faire obéir de personne.

Dire que cette situation est produite par les erreurs dans la gestion de la société italienne, ce serait faux plus encore qu'injuste — et les communistes le savent bien —, du moment que de telles situations se rencontrent aujourd'hui dans la totalité des pays industriels, qu'ils soient bourgeois ou socialistes, comme la Pologne — et cela aussi les communistes le savent bien. Mais une telle constatation ne peut assurément pas nous consoler. Il est par contre juste de dire que chez nous ce *virus* de la rébellion a trouvé, plus qu'ailleurs, un bouillon de culture particulièrement propice à son développement, dans ce syndrome d'infirmités pathologiques dont nos

institutions étaient déjà chroniquement affectées, comme on l'a vu dans le de ce *Rapport*.

Comment a-t-on réagi, en Italie, devant la nouvelle menace révolutionnaire ? Tout d'abord, nos politiciens en ont simplement nié l'existence, trouvant plus commode de regarder les actes des ouvriers en 1969 de la même manière que ceux des étudiants en 1968 : un peu plus qu'un phénomène de mœurs, une sorte de « mode » contestataire, passagère comme toutes les modes. On négligeait de considérer qu'un État, alors qu'il peut momentanément se passer des universités, dont en effet l'on peut dire que depuis lors elles ont cessé d'exister en tant qu'université, ne peut se passer des usines. Par la suite, quand la réalité quotidienne et mesurable des dommages provoqués par le conflit social était devenue éclatante, notre classe dirigeante, tirée de son confortable sommeil, s'est crue et s'est jugée assiégée par un ennemi qui était partout, et que pour cette raison même il était difficile de circonscrire et définir ; et dès cet instant elle s'est retranchée dans une politique de *défensive absolue*.

Lorsque, dans notre jeunesse, il nous est arrivé de suivre un cours de stratégie militaire, le lieutenant-colonel qui en était chargé — son seul défaut sans doute était d'être trop expert dans les questions militaires et trop éloigné de la politique du régime de ce temps-là pour faire carrière dans l'armée italienne, et le fait est que depuis nous n'avons jamais plus entendu parler de lui — nous fit don d'un beau livre que nous avons toujours conservé, et qui est trop méconnu par les hommes actuellement au pouvoir : c'était le *De la Guerre* de Karl von Clausewitz. Dès les années trente, notre Benedetto Croce déplorait la négligence bien italienne envers cette œuvre, disant que « c'est seulement la culture pauvre et unilatérale de ceux qui étudient ordinairement la philosophie, leur inintelligent spécialitarisme, le provincialisme, pour ainsi dire, de leurs usages, qui les tiennent à distance de livres comme celui de Clausewitz, qu'ils estiment étranger ou inférieur à leur sujet ». Quant à nous, qui avons jugé, dès que ce livre nous fut offert, que pour un homme du pouvoir il n'était pas moins important que *Le Prince*, nous voulons en citer ici un passage, pour critiquer la stratégie politique de défensive absolue que nos gouvernements ont appliquée dans ces années.

« Quelle est, demande Clausewitz, l'idée fondamentale de la défense ? Parer un coup. Quelle est sa caractéristique ? *Attendre* le coup que l'on doit parer... Mais une défensive absolue serait en complète contradiction avec l'idée de la guerre, parce que ceci reviendrait à supposer qu'un seul des adversaires accomplisse des actes de guerre ; par conséquent la défense *ne peut être que relative*... La forme défensive de la conduite de la guerre ne se limite donc pas à parer les coups, mais comprend aussi l'habile emploi des ripostes. Quel est le but de la défensive ? *Conserver*. » Et il poursuit, un peu plus loin, en disant que par là « le but de la défense est négatif, c'est la conservation ; tandis que celui de l'attaque, *la conquête*, est positif ; et donc la conquête tend à augmenter les moyens de guerre, la conservation non (...) ; il en résulte que (la défensive) ne doit être employée qu'autant que l'on en a besoin, parce que l'on est trop faible, et qu'il convient au contraire de l'abandonner dès que l'on devient assez fort pour pouvoir se proposer le but positif. »

Bien au contraire, à qui l'observe avec un minimum d'attention, toute la politique intérieure italienne, de 1969 à ce jour, apparaît comme une *défensive absolue*, à la seule exception de l'emploi, et l'on a vu avec quelle habileté, de la riposte du 12 décembre. Nous voulons préciser ici notre pensée à ce propos, pour atteindre le fond de notre critique. Pendant toute cette année, jusqu'au dernier mois, on a attendu, et l'on ne faisait qu'attendre devant l'aggravation de la crise ; seuls les dirigeants de la F.I.A.T. avaient recherché, faisant preuve de prévoyance, dès la fin de juin, une « solution globale » dans la négociation, qui cependant restait insuffisante parce que l'on ne pouvait espérer résoudre une crise aussi générale par un accord sectoriel. Qu'est-ce que cela signifiait donc, attendre ? Cela signifiait, on l'a vu vite, laisser aux ouvriers, qui avaient lancé l'offensive, le temps de se concerter, de s'unir, de renforcer et de serrer leurs rangs ; cela signifiait laisser un allié aussi précieux que le syndicat s'user dans les mille conflits au long desquels il était quotidiennement mis à l'épreuve par la classe ouvrière. Nous ne savons pas bien, et savoir ceci est désormais de peu d'importance, si à la racine de cet attentisme à outrance du gouvernement il y a eu un choix conscient et

erroné, ou bien, comme il est plus probable, un pur et simple refus de choisir. Nous savons pourtant que ce refus produisit presque toutes les erreurs ultérieures de la conduite politique, et qu'à sa base il y avait une grossière erreur d'évaluation ou, qui pis est, une ignorance crasse en matière de révolutions. Personne, en réalité, parmi les hommes qui étaient alors au gouvernement, et ils y sont encore à cette heure, ne croyait possible que les travailleurs, sans chefs, sans moyens, et sans coordination apparente, fussent capables de constituer un réel péril pour la sûreté de l'État et pour la survie même de notre ordre social. On s'inquiétait simplement des dommages économiques dus aux grèves, considérés comme énormes, alors qu'ils ne constituaient tous ensemble que *le moindre dommage*, car à ce moment notre situation économique, par rapport à celle d'aujourd'hui, était rose.

Nous étions, au contraire, dans une de ces circonstances où la plus grave erreur consistait précisément à ne pas craindre un tel « parti » adverse, pour ce fait qu'ils n'avaient pas de chefs ; on ne tenait guère compte de ce parti parce qu'il était informel et que l'État était armé ; et pourtant nous avons toujours été persuadés, et l'histoire ne nous en a offert que trop d'exemples, qu'il convient de compter pour beaucoup les populations chaque fois qu'elles-mêmes se tiennent pour tout, parce que « *le malheur est que leur force consiste dans leur imagination ; et l'on peut dire avec vérité qu'à la différence de toutes les autres sortes de puissance, ils peuvent, quand ils sont arrivés à un certain point, tout ce qu'ils croient pouvoir* », comme le dit le Cardinal de Retz, parlant de la Fronde. Du reste, toutes les révolutions de l'histoire ont commencé sans chefs, et, quand elles en ont eus, elles ont fini.

Cette défensive absolue présupposait donc que seuls les travailleurs accompliraient des « actes de guerre », pour rester dans le schéma de Clausewitz ; et cette attitude du pouvoir leur donnait le principal encouragement. On attendait, presque avec résignation, et l'on ne faisait rien d'autre. Ou, plus précisément, ce que l'on faisait pour justifier cette attitude se ramenait à ces quelques épisodes dérisoires d'une pseudo-offensive artificielle et inutile qu'avaient été les attentats mis au point en avril et en août. On admirera ce monument d'irrationalité politique : ces attentats, d'après les calculs, ou d'après les espérances, auraient dû gagner au parti de l'ordre au moins une partie de l'opinion publique, qui à ce moment était généralement favorable aux grévistes ; on espérait de la sorte livrer cette guerre *par l'arme de l'opinion publique*, en oubliant joyeusement cette simple vérité que l'opinion publique, quand elle est hostile au pouvoir, lui nuit, et quand elle lui est favorable, en tant qu'alliée ne compte pour rien.

Ce fut justement parce que d'abord on ne voulut pas comprendre la nature du conflit, et parce qu'ensuite on en sous-évalua le danger, que l'on en arriva aux épisodes insurrectionnels du 19 novembre, dont nous avons parlé dans le chapitre précédent. La grande peur du 19 novembre fut donc nécessaire, et suffit, pour que d'un coup se produisît ce changement de cap qui devait mener à l'opération du 12 décembre, laquelle, pour avoir été si frénétiquement menée, fut précipitée et approximative. On peut dire qu'en fait tout le temps qui s'écoula entre le 19 novembre et le 12 décembre fut dominé par l'anxiété que causait au pays l'approche d'un événement imminent, que la plupart imaginaient comme devant être une émeute aux conséquences beaucoup plus graves que celle de Milan. Chaque jour de nouvelles alarmes, authentiques ou artificielles, servirent à faire pression sur tel ou tel secteur du pouvoir ou de l'opinion. Un ami, qui siège à Montecitorio, nous a rapporté que le Parlement dans son ensemble était si obsédé par l'idée d'un conflit social déclaré, qui paraissait inévitable et auquel l'État, selon toute apparence, n'était pas préparé, qu'on eût dit qu'il lisait les mots : *guerre civile*, écrits sur les murs de la salle. Selon les habitudes des assemblées parlementaires, ce qui troublait le plus le fond des esprits était aussi ce dont on parlait le moins ; mais on prouvait implicitement à tout instant que l'on ne l'oubliait pas. À ceci s'ajoutait le fait que l'inébranlable tranquillité du chef du gouvernement était un sujet de préoccupation pour ceux qui n'en connaissaient pas les motifs, et qui la regardaient comme une sorte d'inconscience ; et un sujet de préoccupation plus grand encore pour ceux qui en connaissaient la raison. Car on sait que le Haut-Commandement de notre Armée, s'il est incapable d'affronter une guerre classique, l'est encore plus devant une guerre civile ; et quant à l'Armée elle-même,

pour nous servir d'une expression récente et bienvenue d'un livre de « politique-fiction » écrit par un anonyme, « quoique personne n'en parle jamais, nos divisions ne sont pas moins désorganisées que nos services postaux ».

Comme nous avons toujours trouvé pour le moins déconcertante la personnalité de l'amiral Henke, nous nous sommes même, à l'époque, cru autorisés à lui conseiller discrètement d'être prudent, et de se tenir le plus qu'il pourrait au-dessus de la mêlée que certains politiciens créaient depuis quelque temps autour de lui, afin de ne pas compromettre sans utilité sa personne et sa réputation dans le chaos que nous voyions venir ; conseil toujours bon à donner à un homme si passionné par l'action, mais si peu accoutumé d'agir, qu'avant d'avoir pourvu aux choses utiles et même aux plus nécessaires, il nous a toujours semblé prêt à entreprendre les nocives et les dangereuses, plutôt que de ne rien faire du tout ; mais conseils combien peu efficaces, comme tous ceux qui prennent à contre-pied la nature humaine ! La suite en a été la confirmation.

C'est précisément parce que l'on n'a pas su prévenir la situation dans laquelle l'opération du 12 décembre était devenue nécessaire, et parce qu'ensuite on l'a laissé mener dans un style si maladroit, que l'on a pris par la suite en Italie, comme insensiblement, l'habitude d'affronter toutes les situations critiques des années suivantes en exhibant à tout bout de champ la fausse carte du terrorisme artificiel, dépourvu de vraisemblance, mais surtout d'utilité : puisque l'expédient des bombes avait obtenu un bon résultat la première fois, sans se poser d'autres questions, on a fait de cette tactique la stratégie unique, qui a été depuis connue sous les noms de « stratégie de la tension », ou de « stratégie des extrémismes opposés ». Notre État, continuant perpétuellement à se défendre de ces ennemis fantômes, tantôt rouges, tantôt noirs, selon l'humeur du moment, ennemis du reste mal fabriqués, n'a jamais voulu affronter les problèmes qui avaient été posés par l'*ennemi réel* de la société qui se fonde sur la propriété et le travail ; et perd son temps à combattre les fantasmes qu'il se crée, en voulant se créer un alibi qui l'innocenterait de sa désertion réelle. Et de la sorte cet État que nous avons n'a même pas obtenu un soutien de la population à sa peu croyable lutte ; il a tout au contraire récolté ce résultat : avoir complètement ridiculisé et, comme on dit, « brûlé » ces pratiques para-étatiques d'urgence, et il a même été obligé, une fois que le jeu est devenu par trop découvert, de mettre en prison le chef des services secrets. Personne ne pouvait croire que le général Miceli serait resté en prison plus que le temps indispensable pour l'en faire sortir : l'hypocrisie effrontée avec laquelle on l'a accusé ne faisait que préluder à l'hypocrisie avec laquelle on devait se libérer d'un tel détenu. Beau résultat ! Le S.I.D. est devenu la pierre de scandale de notre nation.

Nous le dirons une fois pour toutes, et clairement : il est temps d'en finir avec cet emploi incontrôlable de l'action parallèle, qui est brutal, inutile, et périlleux pour l'ordre même qu'il devrait au contraire se montrer capable de sauvegarder par des procédés plus efficaces. Et, plus particulièrement, nous voudrions demander quels ont été les fruits effectifs et l'utilité pratique de chacun de ces actes de terrorisme qui ont suivi celui du 12 décembre 1969 ? Quelle était l'utilité de l'attentat pré-électoral sur la personne de l'éditeur Feltrinelli, qui était un inoffensif industriel de gauche ? Quelle était l'utilité de l'élimination du commissaire Calabresi, du moment qu'aujourd'hui le dernier des citoyens en sait plus qu'il n'en savait, lui, relativement aux attentats de ces années-là ?

L'alternance d'inefficacité et d'hyper-efficacité dont ont fait preuve nos services secrets tout au long de ces années fait surgir une équivoque inquiétante : ceux qui peuvent la lever ne veulent pas, et ceux qui le veulent ne le peuvent pas. En cette matière, d'autant plus on a connaissance des louches manœuvres en coulisse, d'autant moins on prend le risque de les dénoncer, ou parce que celui qui en a les preuves est personnellement impliqué dans ce cercle vicieux, ou parce qu'il craint de mourir comme bon nombre de ces témoins des procès que l'on n'a pas voulu appeler dans les dernières années. Il est du reste notoire que tout service secret moderne est en état d'abuser largement de son caractère secret, et donc de son pouvoir, jouissant d'un arbitraire qui va très au-delà de ce qui est nécessaire à la défense des intérêts généraux d'une

société donnée, et contraignant au silence, d'une manière ou d'une autre, quiconque avance quelque soupçon bien fondé sur des pratiques qui ne sont certes pas insoupçonnables : mais alors « *y a-t-il quelque espérance de justice lorsque les malfaiteurs ont le pouvoir de condamner leurs censeurs ?* »

Le paradoxe réside dans le fait que ce ne sont même pas les moyens par lesquels s'est maintenu l'ordre public, qui se voient couverts par le secret militaire, *mais le moyen par lequel on n'a pas réussi à le maintenir*, car tout le monde a vu désormais combien ces méthodes ont généralement exacerbé le désordre, quand elles ne l'ont pas créé de propos délibéré.

Dans tous les États de ce monde un service secret reçoit ses ordres du pouvoir exécutif, mais le pouvoir exécutif, par bonheur, n'est pas géré dans tous les autres États du monde comme dans notre pays : n'est-il donc pas permis de conclure que le service secret est devenu chez nous ce *gladium ancipitem in manu stulti* dont parlaient les Latins ? Car à force de coups de main et de coups de théâtre, la majorité de la population a été comme *droguée*, et en est tellement venue à l'accoutumance en apprenant, en même temps que la nouvelle d'une autre tuerie, le rappel à Rome de l'enquête sur la précédente, ou la « récusation d'office » d'un magistrat qui s'approchait dangereusement de la vérité, que l'on ne peut plus désormais espérer que les forces saines du pays soient capables d'obliger l'État à un assainissement radical, en faisant pression d'en bas. Cet assainissement est urgent, mais il doit venir *du sommet*, et notre propre intervention publique en marque le début, en même temps qu'elle en montre bien la nécessité : « Là où tout est mauvais, ce doit être une bonne chose de connaître le pire. »

La Magistrature elle-même, où pourtant siègent des hommes de grande valeur, est gouvernée de telle manière qu'elle ressemble présentement à une pauvre troupe de comédiens ambulants d'autrefois, qui, sifflés sur une place, gardent toujours l'espérance, et toujours vainement, de faire enfin recette dans une autre ville ; et si elle n'ose plus s'exhiber au Nord, dans des représentations que le public trouve obscènes, ou que Rome trouve osées, on charge Catanzaro de constituer une Cour de Justice pour reprendre cette représentation sur le même *libretto*, laquelle est inmanquablement suspendue peu après l'habituel prologue contrasté, parce que la renommée du précédent insuccès avait précédé le spectacle. Un humoriste d'un autre siècle a dit que l'une des principales différences entre un chat et un mensonge, c'est que le chat n'a que neuf vies.

Après une sottise, les hommes en font ordinairement cent autres pour cacher la première ; et notre État, toujours dominé par les mêmes hommes, ne se comporte pas comme un État, mais comme les hommes : il cherche à limiter les dégâts d'une erreur en en faisant une autre plus grave, et il arrive enfin à cette situation dans laquelle il n'est plus possible de faire rien d'autre que des erreurs. La défense d'une mauvaise cause, on le sait, a toujours été pire que la cause elle-même ; mais la défense d'une juste cause — *et nous avons la faiblesse de croire que notre monde mérite d'être défendu* —, quand elle est conduite sans dignité et si maladroitement, est en tout cas un crime qui obtient des effets en tous points opposés à ce qui avait été voulu.

Sur la question de la « stratégie de la tension » et des services parallèles, il est nécessaire et il convient dorénavant d'être bien plus radicaux que nos communistes eux-mêmes ; et il nous plaît ici de résumer notre pensée sur la question par des phrases qui ne sont pas de nous : « ... Il me paraît que nous en sommes venus à l'extrême d'un grand péril et qu'il n'y ait nul autre parti à élire entre la résolution d'éclairer le peuple et celle de se préparer à le combattre... Si les troubles plébéiens sont à redouter, ne redoutons pas moins le dégoût populaire, et gardons-nous de tous les pas et des procédés qui peuvent l'exciter. Ceci pourrait conduire à des maux plus grands et non exclusifs de troubles plus sérieux et plus raisonnés. » (Ainsi écrivait, en 1792, Francesco-Maria Gianni, ancien conseiller d'État du grand-duc Pierre-Léopold, dans un opuscule au titre évocateur : *Les peurs que je ressens et les désordres que je redoute des circonstances que connaît actuellement le pays.*)

Nous dirons, pour conclure, que le coup de théâtre, ce protagoniste scénique de la décadence — et de sa chronique politique en Italie —, a suffisamment démontré aussi bien l'impuissance des gouvernants que le

désir général de changer de scène, d'intrigue et d'acteurs. Tous les très graves problèmes de 1969 sont encore devant nous, et si l'on en parle moins c'est seulement parce que d'autres, non moins graves, s'y sont ajoutés entre-temps, tandis que les hommes qui ne les ont pas résolus sont toujours au pouvoir, et au moment même où nous écrivons ils sont en train de chicaner longuement à propos de l'avortement, alors que c'est notre République même qui est en train d'avorter. *Frailty, thy name is Italy!*

ù

V.

Ce qu'est la crise dans le monde,
et sous quelles différentes espèces elle se manifeste

« Troie, debout encore sur sa base, se serait déjà écroulée, et l'épée du grand Hector n'aurait plus de maître... Le contrat de l'autorité n'a pas été respecté ; et voyez : autant il y a de tentes grecques dressées vainement sur cette plaine, autant de vaines factions... Quand tous les rangs se sont déguisés, les plus indignes font aussi belle figure dans la mascarade... quand les planètes, dans une coupable confusion, dérivent vers le désordre, quels fléaux et quels sinistres ! quelles séditions ! Quels déchaînements de la mer, tremblements de terre, agitations des vents, épouvantes, changements, horreurs qui détournent et cassent, déchirent et déracinent l'unité et le paisible mariage des classes, hors de leur fixe condition ! Oh ! quand la hiérarchie est ébranlée, elle qui est la mesure de tous les hauts desseins, l'entreprise est malade ! ... Alors toute chose se réduit à une affaire de pouvoir, et le pouvoir à la volonté, et la volonté à l'appétit ; et l'appétit, un loup universel, ainsi doublement secondé par la volonté et le pouvoir, fait nécessairement sa proie de l'univers, et à la fin se dévore lui-même... C'est notre faiblesse qui garde Troie, et non sa force. »

SHAKESPEARE, *Troilus et Cressida*.

QUAND LE PRÉSENT ne portait pas à regretter le passé, et quand l'avenir ne paraissait pas compromis par la précarité d'un présent comme le nôtre, les hommes vivaient leur temps dans toute sa richesse : dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, pour donner un exemple évocateur, la société vénitienne pouvait s'offrir le luxe d'oublier, littéralement, les chefs-d'œuvre d'un Vivaldi et d'un Albinoni, puisque arrivaient de Vienne les chefs-d'œuvre nouveaux de Mozart et de Lorenzo Da Ponte.

Mais dans une époque où la pauvreté d'un présent à la fois inquiet et stagnant annonce un avenir trouble et tragique ; dans une époque où la redécouverte des chefs-d'œuvre du passé, vite volés, ne nous console guère ; dans une époque où la misère, et notamment la misère culturelle, domine nos sociétés de l'abondance perdue, et nous agresse, les individus et les classes, les dirigeants et les dirigés, et jusqu'à l'État en fin de compte, toute chose en somme semble s'agiter dans une sorte d'« *inquiétude absolue de ne pas être ce qu'elle est* », pour le dire comme Hegel. On assiste ainsi à une étrange aliénation généralisée et universelle, en vertu de quoi personne ne veut plus jouer ce rôle même qui le définit : les ouvriers ne veulent plus être ouvriers, les dirigeants craignent d'apparaître comme tels, les conservateurs se cachent ou se taisent, la bourgeoisie a peur d'être

bourgeoise ; nous voulons le répéter : « quand tous les rangs se sont déguisés, les plus indignes font aussi belle figure dans la mascarade », et alors s'évanouissent « l'unité et le paisible mariage des classes », car il n'y a plus, pour personne, de « fixe condition ».

Et en ce qui concerne cette bourgeoisie italienne, à qui Giorgio Bocca rappelle en vain qu'« elle n'est pas née d'hier », et qu'elle est même la première bourgeoisie qui soit apparue dans l'histoire et celle qui inventa la banque, nous la voyons aujourd'hui prendre au pied de la lettre toutes les prophéties de ses adversaires, accorder créance au marxisme à la mode et à ses prévisions plus qu'à sa propre histoire et à sa propre culture, oubliées ou ignorées, se remplir la bouche d'arguties sur le prolétariat et sur les moyens les plus adéquats par lesquels les ouvriers devraient conduire leurs propres luttes ; tant et si bien que c'est le cas de dire à cette partie de notre bourgeoisie que, dans le grand coucher de soleil du capitalisme, dont elle parle, *toutes les vaches se teintent de rouge*.

Cette crise générale d'identité, à son tour, n'est qu'un aspect particulier de l'actuelle crise mondiale, mais n'en mérite pas moins notre attention ; et, tant que nous en sommes à ce sujet, nous voulons *a contrario* citer, sans commentaires, à l'intention de cette bourgeoisie, un éloquent passage d'une lettre privée, qui nous a été adressée par un diplomate russe, dont nous tairons le nom, tout de suite après l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 :

« ... C'est la bêtise — écrivait notre correspondant — qui fait qu'il y ait une question ouvrière chez vous : je ne vois absolument pas ce que vous voulez faire de l'ouvrier européen après avoir fait de lui une question. Si vous voulez des esclaves, vous êtes fous de leur accorder ce qui en fait des maîtres ; mais vous, vous avez détruit dans leurs germes les instincts qui rendent les travailleurs possibles comme classe, *qui leur feraient admettre à eux-mêmes cette possibilité* : quoi d'étonnant si à votre ouvrier son existence lui paraît aujourd'hui comme une calamité — pour parler la langue de la morale, comme une *injustice* ? »

Nous avons voulu rapporter ce morceau, dont les italiques sont dans l'original, non par goût de l'anecdote, mais pour montrer que dans le froid et brutal langage qui est propre à la bureaucratie soviétique il peut parfois y avoir plus de vérité, de sincérité et de réalisme que dans les dissertations marxistes de certains bourgeois, plus ou moins intellectuels, de chez nous. Ce serait tout de même le comble de l'ironie de l'histoire si notre politique, oublieuse d'un Machiavel, devait aller chercher des leçons de science près la bureaucratie dominante de Moscou ! Et pourtant, à Moscou, la classe qui détient le pouvoir semble oublier moins que nous sa propre identité, et elle est, en dépit de ses immenses carences, consciente de ses intérêts, elle sait les défendre, et elle sait *contre qui* ils doivent être défendus. Les communistes, en Russie et ailleurs, savent en fait mieux que d'autres qu'aujourd'hui dans le monde aucune véritable révolution n'est plus possible qui ne soit réellement prolétarienne, c'est-à-dire qui ne soit tournée contre toute domination et toute classe dirigeante, et donc aussi bien contre celle qu'ils constituent eux-mêmes dans les pays où ils détiennent le pouvoir : et ce n'est pas par hasard que leurs partis à l'étranger ont partout cessé de parler d'une révolution qu'ils ne peuvent accepter, car en Russie en 1917 ils l'ont connue de près ; et s'ils s'en sont servi pour s'emparer du pouvoir, c'est uniquement en la brisant que les communistes ont pu se maintenir à la tête de l'État et de l'économie.

Mais entrant maintenant dans la matière de la plus vaste question mondiale que nous voulons sommairement traiter dans ce chapitre, nous dirons que c'est seulement depuis l'automne de 1973 — et nous prendrons comme point de référence la dernière guerre israélo-arabe, si lourde de conséquences — que la crise sociale qui avait, dans le lustre antérieur, investi presque tous les pays européens, et pas seulement européens, est pour le coup devenue tout ensemble *mondiale et totale*.

Cette crise est mondiale parce que, *extensivement*, tous les régimes et tous les pays du globe, qui d'une façon qui d'une autre, en sont frappés simultanément, même si les caractères spécifiques de la crise peuvent

initialement présenter divers traits prédominants selon les différents pays.

D'autre part, cette crise est totale parce que, *intensivement*, c'est toute la profondeur de la vie, telle qu'elle se déploie à l'intérieur de chacun de ces pays, qui en a subi la contagion.

Qu'il s'agisse de crise politique ou économique, de la pollution chimique de l'air que l'on respire ou de la falsification des aliments, du cancer des luttes sociales ou de la lèpre urbanistique qui prolifère là où furent les villes et la campagne, de la croissance du suicide ou des maladies mentales, de ce qui est appelé l'explosion démographique ou du seuil franchi par la nocivité du bruit, de l'ordre public perturbé par des factieux ou par des bandits, partout on se heurte à une impossibilité surajoutée *d'aller plus loin* dans la voie de la dégradation de ce que furent les conquêtes de la bourgeoisie proprement dite.

Nous devons l'admettre : nous, non pas nous personnellement mais nous en tant qu'héritiers de ces conquêtes, eh bien ! *nous n'avons pas su penser stratégiquement*, mais — ressemblant plus en ceci au petit peuple qu'à une classe propriétaire — *nous avons pensé et vécu au jour le jour*, hypothéquant systématiquement le présent à force d'accumuler des dettes insolvables devant l'avenir ; c'est-à-dire à force de renoncer quotidiennement à un avenir digne de notre passé, pour ne pas renoncer à quelques négligeables avantages, avantages trompeurs d'un présent si fugace. Et comme le dit le poète de Vaucluse :

« *La vita fugge e non s'arresta un'ora,
e la morte vien dietro a gran giornate,
e le cose presenti e le passate
mi danno guerra, e le future ancora.* »

Nos classes dirigeantes semblent donc aujourd'hui en être réduites partout à ne plus discuter que de l'échéance de leur mandat — mandat à propos duquel nous oublions trop souvent que nous ne le tenons ni de Dieu ni du peuple, mais uniquement de nos propres capacités dans le passé — ; et cette discussion même se réduit plus ou moins à examiner tristement quels seraient les palliatifs les plus propres à *retarder* cette échéance. Et ceci parce que, dans un tel processus de décadence en actes, on en est arrivé à un point d'incompatibilité totale, quand le système social, économique et politique que nous gérons paraît vouloir lier son sort à la continuation incessante d'une croissante et intolérable détérioration de toutes les conditions d'existence pour tous et à propos de tout. On a dit que la crise déterminée par l'embargo sur le pétrole, et ensuite par l'augmentation du prix du brut décidée par les pays arabes producteurs, avait provoqué la très grave crise économique dans laquelle se débat le monde, et il y a là du vrai, mais ce n'est qu'une partie de la vérité, et certainement la partie la plus contingente, même si l'on ne peut pas la dire passagère. À propos de l'actuelle crise mondiale il faut dire, comme Thucydide de la guerre du Péloponnèse, quand il en montrait : « *Thn men gar alhqestathn projasin, ajanestathn de logw* », ce qui en est réellement « la cause la plus vraie et aussi la moins mise en avant », car la véritable crise d'aujourd'hui, et l'on ne le dit pas, *n'est pas une crise économique*, comme l'a été par exemple celle de 1929, que nous avons été capables de surmonter, on sait comment ; notre crise est avant tout une *crise de l'économie*, ce qui revient à dire du phénomène économique dans son ensemble, et c'est à l'intérieur de cette crise générale que s'est par la suite insérée une crise pétrolière et économique particulière.

Ceci est l'effet, des plus inquiétant, d'un double processus convergent : d'un côté les ouvriers, qui échappent à l'encadrement syndical, nous imposent des conditions de travail et d'incessantes revendications de salaire qui perturbent gravement nos décisions et les prévisions de nos économistes. Et d'autre part ces mêmes travailleurs, en tant que consommateurs, paraissant tout à coup dégoûtés de ces biens qu'ils achetaient volontiers naguère, créent des difficultés, sinon un empêchement, à la circulation des marchandises. De sorte que nous nous trouvons dans cette *impasse* : que nous ne réussissons pas à vendre des marchandises que les

travailleurs se refusent aussi bien à produire qu'à consommer. À la racine de cette crise, il n'y a pas, comme certains le pensent, une attitude subjective des individus — qui toutefois s'insère elle aussi dans le processus, et subséquemment en augmente les dommages. L'économie est d'abord entrée en crise *de par elle-même*, et de son propre mouvement s'est fourvoyée sur le chemin de son autodestruction. Ce n'est certes pas quantitativement que l'économie se découvre de tous les côtés incapable d'augmenter la production et de développer les forces productives, mais *c'est qualitativement*.

Le développement de cette économie, dont nous restons les détenteurs de la crise, a été, on peut bien le dire, anarchique et irrationnel : nous avons suivi des modèles archaïques plus convenables dans une économie agraire que dans une économie industrielle évoluée, parce que, tout comme les sociétés anciennes, toujours en lutte contre une pénurie effective, nous avons poursuivi le maximum de productivité purement et progressivement quantitative, « *non discernendo el troppo da quello che basta* ». Cette identification au mode de production agraire s'est alors traduite dans le modèle pseudo-cyclique de la production surabondante des marchandises, dans lesquelles on a sciemment « intégré l'usure » pour maintenir artificiellement le *caractère saisonnier* de la consommation, qui justifie l'incessante reprise de l'effort productif en conservant la proximité de la pénurie. Et voilà pourquoi la réalité cumulative d'une telle production indifférente à l'utilité et à la nocivité, aujourd'hui se retourne contre nous sous la forme de la pollution et des luttes sociales ; parce que d'une part nous avons empoisonné le monde, et d'autre part nous avons ainsi donné au peuple, pour chaque instant de sa vie quotidienne, une raison spéciale de se révolter contre nous, nous empoisonnant la vie. Nous nous réservons de traiter dans le dernier chapitre de quelques remèdes que nous proposons contre cette « maladie économique ».

Notons par contre ici que notre pouvoir qui, à partir des premiers symptômes de guerre sociale, défendait — comme on l'a vu, pas trop brillamment — l'abondance attaquée par la subversion, ce même pouvoir doit aujourd'hui défendre *l'abondance perdue* : en un mot, nous nous trouvons devoir gérer le malheur du monde. Nous voudrions que le lecteur soit attentif à la paradoxale coïncidence qui va suivre, et que l'on constate pour la première fois dans l'histoire universelle : au moment même où toutes les puissances du monde sont disposées à se venir réciproquement en aide — en dépit de divergences *de détail* qui ne les opposent plus vraiment —, chacune de ces puissances a tellement besoin d'aide qu'elle ne se trouve plus en état d'aider efficacement les autres ; le pouvoir de chaque État est très limité en dehors de ses frontières, parce qu'il est gravement compromis à l'intérieur même de ces frontières.

D'autre part, la soi-disant coexistence pacifique entre les grandes puissances n'est nullement le fruit d'un louable choix fait délibérément dans la sphère de la politique mondiale, et n'est pas non plus le résultat des succès enregistrés par la diplomatie moderne, comme le croit le peuple. Nous savons que la coexistence pacifique n'est pas une vertu, *mais une nécessité*, et beaucoup moins joyeuse que l'on voudrait le croire : car si aucun conflit mondial n'a plus de place dans les hypothèses, ce n'est pas tant à cause du danger que représentent les armes thermonucléaires qu'à cause du nouveau et, selon nous, plus grave conflit social que chaque nation doit s'efforcer de surmonter en elle-même. On peut dire en peu de mots qu'une guerre mondiale n'est plus possible parce que la paix a abandonné ce monde ; et qu'au plus haut degré de puissance militaire jamais atteint par les États correspond ainsi le plus haut degré de l'impuissance.

Clausewitz disait que la guerre « est la continuation de la politique par d'autres moyens » ; mais cette définition même, valable jusqu'ici, ne l'est plus à partir de maintenant et pour la suite, car c'est la prétendue « paix » qui aujourd'hui se trouve être *la continuation de la guerre sur un autre mode* ; mais c'est la continuation *d'un autre type de guerre*, que les États ne choisissent ni ne déclarent. Les armées elles-mêmes devront être vite complètement restructurées, suivant l'exemple anglais d'une armée de métier, pour être aptes à combattre à l'intérieur, contre la subversion, tandis que les services secrets auront désormais à s'occuper principalement, et du point de vue militaire, de la politique intérieure, et non plus étrangère (mais, par charité, pas en suivant

l'exemple du S.I.D. italien !). La prochaine « grande guerre » s'annonce comme une guerre civile généralisée, et que soient alors les bienvenus les théoriciens capables d'instruire les unités de professionnels qui devront être engagées dans ce combat *pro aris et focis*.

Naturellement, il y aura encore des guerres entre les États ; mais elles seront, comme celle du Proche-Orient, des *guerres locales*, et les grandes puissances devront y intervenir indirectement pour limiter les dommages et contrecoups à l'échelle mondiale qu'elles sont susceptibles d'entraîner dans les pays industriels avancés, puisque ceux-ci se trouvent dans des conditions si précaires. Et ici il importe de souligner l'échec subi par la politique des grandes puissances, et conséquemment par le monde, à la suite de la dernière guerre israélo-arabe de 1973. La victoire israélienne, sous les applaudissements de l'Europe, fut obtenue, comme on sait, avec l'appui militaire et diplomatique des États-Unis, et elle a coûté, et continuera à coûter, aux États-Unis et à tous leurs alliés, beaucoup plus qu'une défaite sur un théâtre d'opérations mondial. À ce moment-là, même ceux qui ont le plus de réticence à l'admettre se sont convaincus de la vulnérabilité de tout notre système économique et monétaire, dans une conjoncture déjà très délicate de crise sociale.

David Ricardo, en son temps, avait bien défini le blé comme « l'unique marchandise qui est nécessaire, tant pour sa propre production, que pour la production de toute autre marchandise », parce que dans cette économie le blé assurait la survie des forces laborieuses elles-mêmes, d'une manière privilégiée. Les temps ont changé, et aujourd'hui c'est le pétrole qui pourrait être défini comme *le produit nécessaire et indispensable pour en produire et en consommer tout autre*. À l'époque de la « guerre du Kippour », il a suffi à l'Europe d'entrevoir la perspective de passer l'hiver dans le froid pour que l'Alliance Atlantique, créée pour résister aux puissances armées d'au-delà le rideau de fer, fonde comme la neige au soleil : seul Caetano demeura fidèle à l'O.T.A.N., et aujourd'hui l'O.T.A.N. ne peut plus compter sur lui.

Ensuite, fait plus grave, la crise énergétique, les augmentations successives du prix du pétrole brut, et tous les déplacements des équilibres économiques et financiers ont produit, à l'intérieur de la crise de l'économie, l'intensification actuelle de la crise économique ; et l'on a dans le même temps offert aux pays arabes cette épée de Damoclès que, pour notre confort, ils se sont bien volontiers chargés de tenir suspendue sur notre industrie. Relevons en passant la débilité mentale qui se manifeste dans les calculs économique-politiques de ceux qui dirigent nos affaires depuis une génération : si l'on voulait poursuivre *cette* forme précise d'expansion, si largement fondée sur un ravitaillement en pétrole à bas prix, alors nous devons maintenir le vieux colonialisme, et non le sacrifier aux illusions de rentabilité immédiate d'un « néo-colonialisme ». Les troupes des principaux États bourgeois contrôlaient, il n'y a même pas trente ans, la presque totalité des pays producteurs de nos matières premières et de nos actuelles sources d'énergie. On a choisi, par le plus simpliste des calculs, de les abandonner *aux moindres frais apparents*, et cela *pour développer ensuite notre technologie comme si nous contrôlions encore ces pays* ! Une dizaine de guerres coloniales en permanence ne nous auraient même pas coûté le quart de l'embarras actuel.

Cet échec, si peu imprévisible, est en plus advenu à l'époque du déclin de la puissance américaine dans le monde ; il en a intensifié la crise politique interne, qui peu après devait renverser Nixon dans le ridicule ; et il a porté au delà de la cote d'alerte la crise qui depuis des années déchire sourdement l'Amérique dans son tissu social interne. Les premiers effets de toutes ces erreurs ont donc été vus tout de suite, mais on a seulement commencé à les voir, et l'on n'en aperçoit pas la fin. Et que dire, alors, de la désinvolture ingénue avec laquelle le successeur de Nixon, Gérald Ford, dans son discours d'investiture a proclamé : « Désormais nous savons qu'un État assez fort pour vous donner tout ce que vous voulez est aussi un État assez fort pour vous enlever tout ce que vous avez ? » « Désormais nous savons » : que savons-nous ? Aujourd'hui, peu de mois après cette hardie déclaration, nous savons par exemple que le déficit fédéral d'alors a augmenté vertigineusement, et que Ford espère que, dans le bilan pour l'exercice 1975-[19]76, ce déficit ne dépassera pas les 900 % du chiffre du précédent. Les miséreux penseurs d'un pouvoir qui s'appauvrit à vue d'œil, s'ils

prévoient le bien, voient mal, et s'ils prévoient le mal, ils verront bien. Henry Kissinger, par exemple, quoiqu'il ne soit pas un « homme sans qualités », ressemble au personnage de Musil au moins par son défaut : qu'il dissout constamment l'action dans la vanité de l'action, et l'utile dans l'inutile ; en d'autres termes, il lui manque, comme à la majorité de ceux qu'il rencontre tous les jours aux quatre coins de la Terre, une vision stratégique de ce qu'il faut faire ou éviter de faire, au delà des obligations contingentes, pour sauver un monde qui se maîtrise avec une difficulté croissante ; car il est inutile de vouloir dominer ce qui tombe en ruine, quand il s'agirait plutôt de sauver ce que l'on veut dominer. Et en ce qui concerne cette guerre que les Israéliens ont gagnée contre les Arabes, il nous suffira de dire à tous les modernes Metternich qu'ils auraient mieux fait de tenir compte d'une couple d'anciennes maximes : l'une, que « ce ne fut jamais un sage parti, de réduire l'ennemi au désespoir » (Machiavel) ; et l'autre, que « ceux qui savent vaincre sont bien plus nombreux que ceux qui savent faire un bon usage de leur victoire » (Polybe).

Quant à l'Europe, qui semble avoir oublié qu'elle a produit tous les chefs-d'œuvre de la pensée humaine, et qui dans ces trente dernières années a placé plus de confiance en des penseurs d'outre-Atlantique qu'elle ne se permettait d'en garder en elle-même, il est maintenant patent qu'elle s'est désagrégée *même en tant que simple « communauté économique »*. Et en Italie le plus grand effort de certains milieux du pouvoir économique et politique face à la crise se passe de commentaires, si l'on considère qu'il n'a donné comme résultat que la risible tentative de retour à la vieille « solution » fasciste, juste au moment où les dernières ruines de ce fascisme faisaient la fin que l'on pouvait prévoir, au Portugal et en Grèce.

Les politiciens peuvent le nier autant qu'ils voudront, mais leur monnaie d'échange, le mensonge, est en ce moment rongée par l'inflation, plus encore que la Lire : une époque est finie, et une nouvelle époque s'est ouverte. Nous savons que les hommes, si souvent prêts à interpréter le passé en des termes nouveaux, sont aussi fréquemment portés à interpréter le nouveau en termes anciens ; et donc ils ne comprennent pas ce qui doit être fait, car le changement, dans les temps, exprime toujours, et avant tout, *ce dont l'heure est venue*. Le concubinage d'une époque avec la suivante ne risque jamais de s'institutionnaliser en mariage, quoi qu'en pense le sénateur Amintore Fanfani, qui serait indubitablement plus estimé comme interprète des paysages toscans que comme interprète de l'histoire.

Mais on dit tout de la misère intellectuelle qui s'est durablement installée au pouvoir dans notre pays, et le désole, quand on relève les réflexions, apparemment innocentes, dont on nous amuse dans l'attente de quelque panacée inconnue, et qui abondent dans notre presse, et pas seulement dans la pire ; et nous pensons par exemple à la candeur avec laquelle notre plus important quotidien a affirmé plusieurs fois « qu'il enviait aux Français Giscard d'Estaing ». Il est bien vrai que notre classe politique, considérée dans son ensemble, et une fois faites les dues exceptions, ferait honte à une tribu de pygmées ; mais ce n'est tout de même pas une raison suffisante pour se moquer de notre voisine, la malheureuse France, en prétendant lui envier des hommes politiques dont aucune tribu de Watusi ne voudrait se contenter. Quelqu'un qui aurait moins que nous le sens de l'urbanité, mais qui aurait eu l'occasion de dîner une ou deux fois chez le néo-président français, concluerait sur le personnage en des termes point trop différents de ce que Messire Nicolas a dit dans l'épigramme *in mortem* du Gonfalonier :

« *La notte che morì Pier Soderini,
l'anima andò de l'inferno alla bocca ;
gridò Pluton : — Ch'inferno ? anima sciocca,
va su nel limbo fra gli altri bambini.* »

Que l'on nous pardonne l'artifice littéraire, mais dans l'actuelle généralisation des mauvaises mœurs, chaque stupidité fait valoir un droit de cité qui lui est dû, et l'imbécillité ne reste jamais sans protecteur : ici, en Italie, nous respectons trop de choses pour être dignes d'être respectés. Au fond, ce n'est même pas Giscard que la

trivialité journalistique envie aux Français, c'est pire : elle envie l'aguichante *image* du président-manager, technocrate efficient et plein d'espérances, désinvolte pour opérer quelques changements spectaculaires dans l'étiquette et pour promouvoir avec une juvénile ferveur cent innovations de détail qui distraient pour un instant l'attention de son pays de la subversion qui s'approche, qui, plutôt, couve toujours sous les cendres du mois de mai d'il y a sept ans.

La « question italienne », ou la française, ou l'anglaise, ne pourront certes pas être résolues en mettant, par exemple, à la place d'un Flaminio Piccoli ou d'un Rumor quelque personnage plus « télégénique », moins impliqué dans les faillites passées, ou moins compromis que le ministre Gioia avec la Mafia. Qu'il soit nécessaire, et à présent urgent, de changer *aussi* la majeure partie des hommes qui devraient défendre nos intérêts, voilà quelque chose que personne ne nie ; mais les remplacer par des Giscard, voilà un remède qui ne combat d'aucune façon le mal. On en parle, de ce mal dont nous souffrons, on en discute, on en écrit, et tous les malades jouent les médecins : leurs diagnostics sont donc toujours maladifs, et leurs ordonnances ne sont qu'un symptôme supplémentaire de cette maladie commune. L'opinion de Manzoni était que « nous autres hommes, nous sommes généralement ainsi faits : nous nous révoltons avec indignation et colère contre les maux médiocres, et nous nous résignons aux extrêmes ; nous supportons, non point résignés mais abêtis, le comble de ce que nous avons déclaré insupportable à sa première apparition ».

Nous ne dissimulerons pas au lecteur que lui parler aussi froidement est pour nous une tâche ingrate ; par ailleurs, parler autrement nous semble impossible, et honteux le silence. Et notre froideur même, en traitant de choses qui nous touchent de si près, n'est pas le produit du cynisme que certains esprits malveillants veulent nous attribuer, mais de la nécessité de garder notre sang-froid en présence du péril de la fin de *notre* monde : celui qui, par contre, ne ressentira pas assez le péril de cette fin, ne sera jamais en état de mettre vraiment fin à ce péril.

Ceux qui présentement, en Italie et ailleurs, s'aventurent dans des prévisions risquées concernant la « reprise » économique, feignant de croire que cette crise ressemble à tant de « conjonctures » défavorables mais passagères du passé, le font surtout dans une intention démagogique, estimant qu'il n'est pas inutile de faire croire au peuple — auquel ils ne peuvent plus promettre monts et merveilles — qu'*au moins les dirigeants*, sinon les ouvriers, prévoient quelque sûre reprise pour l'année prochaine ; mais à chaque trimestre qui passe ces mêmes prophètes sont inmanquablement obligés de retarder et renvoyer d'autant ce changement de tendance malheureusement chimérique : l'illusion du changement n'entraîne alors qu'un changement d'illusions. Piero Ottone écrivait récemment, avec raison, que « l'attente d'un malheur est oppressante, énervante ; quand à la fin le malheur nous frappe, nous soupirons presque de soulagement, et, paradoxalement, nous souffrons moins. Jusqu'à hier, on craignait que le pays ne s'effondre ; le simple fait qu'il ne s'est pas encore effondré procure, à celui qui était le plus pessimiste, une curieuse sensation de victoire. »

Nous, qui ne sommes ni pessimistes ni optimistes, nous ne bénéficions même pas de cette « curieuse sensation de victoire » ; mais comme nous ne voulons pas trop laisser sur sa mauvaise humeur le lecteur qui est arrivé à la fin de ce peu réjouissant chapitre, nous lui citerons une petite plaisanterie, dont l'esprit n'est pas étranger au sujet. La plaisanterie, qui est un art mineur bien italien, mais le seul qui reste vivant, est en rapport inversement proportionnel avec les temps : les plus heureuses proviennent des temps les plus malheureux, et y tiennent lieu, en quelque sorte, d'unique consolation. « C'est dommage — nous disait le président d'une de nos plus fameuses industries nationales, en nous la racontant —, c'est dommage que les plaisanteries ne soient pas cotées en Bourse ! » Voici l'historiette, située ailleurs, en d'autres temps : le chef d'une tribu de Sioux, après une année où les récoltes avaient été détruites par des pluies catastrophiques, réunit sa tribu à l'approche de l'hiver pour lui communiquer la nouvelle ; et, ne sachant pas trop bien comment prendre son auditoire inquiet qui soupçonnait la calamité, il trouva un expédient oratoire que nos politiciens lui

envieront ; et il dit : « Mes frères, j'ai *deux* nouvelles à vous annoncer : l'une est bonne et l'autre est mauvaise. Commençons par la mauvaise : cette année vous n'aurez rien d'autre à manger que de la m... ; et maintenant la bonne : en compensation, il y en aura pour tout le monde. »

ù

VI.

Ce que sont effectivement les communistes,
et ce qu'on doit en faire

« Les princes... ont trouvé plus de fidélité et plus d'usage dans ces hommes qui, au commencement de leur État, ont été tenus pour suspects, que dans ceux qui alors avaient leur confiance... Je dirai seulement ceci, que ces hommes qui au commencement avaient été ennemis, si leur condition est telle que pour se maintenir ils aient besoin d'appui, toujours le prince pourra se les gagner avec la plus grande facilité : et eux d'autant plus sont contraints à le servir fidèlement, qu'ils savent leur être plus nécessaire d'effacer par leurs œuvres cette opinion sinistre que l'on avait d'eux. Et ainsi le prince en tire toujours plus de profit que de ceux qui, le servant dans une sécurité trop grande, négligent ses affaires. »

MACHIAVEL, *Le Prince*.

À CE POINT du présent écrit pseudonymique, il ne peut manquer de se trouver des personnes qui, dans le cours de leur lecture, auront reconnu, derrière une bonne part des argumentations précédentes, notre main. Nous ne voudrions pas que, lisant ce qui suit, ces lecteurs reviennent sur leur opinion, car s'ils ont deviné de qui émane ce qui est exposé ci-dessus, ce qui maintenant va venir n'est qu'*apparemment* en contradiction avec nos prises de position antérieures, et du reste était déjà annoncé dans la préface de ce pamphlet. S'il est vrai que dans les années passées, pour ne pas dire les mois, nous avons prononcé et répété, sur la « question communiste », le célèbre *nondum matura est* du renard de Phèdre, il faut à présent préciser que le renard avait alors ses raisons pour parler de la sorte, tout comme aujourd'hui il en a d'autres pour parler en tous points différemment. En vérité, il ne s'agit nullement d'un changement subjectif de notre part, mais bien de la possibilité objectivement survenue d'un changement utile et nécessaire, que nous nous sommes chargés — en compagnie d'autres non moins qualifiés — de préparer, et déjà depuis ce temps où il ne nous paraissait encore convenable que d'en souligner les désavantages. Il n'existe rien au monde qui n'ait son moment décisif, et le chef-d'œuvre de la bonne conduite, singulièrement en politique, est de reconnaître et de saisir ce moment.

Ceci posé en prémisses, nous ne dirons pas des nouveautés en traitant une question qui n'est pas neuve : nous dirons ce qui est nécessaire, et qui est devenu urgent. Ce qui sera nouveau, pour ceux qui ont eu l'occasion de nous connaître dans le passé, sera seulement notre disposition actuelle envers les communistes, qui d'autre part transparaitait dans les précédents chapitres. L'heure est venue où il est à la fois nécessaire et possible de rejeter une grande part des défauts de notre nation : la ruse qui convient à la situation présente, c'est de s'en passer, l'intelligence consiste à ne jamais l'oublier, et la prudence dans ce cas, c'est de ne pas avoir trop de prudence. Dans un tel moment, il est plus important de faire attention à ne pas manquer ce coup, que d'en

tirer excellemment cent autres dans d'autres directions, parce que « ni la saison ni le temps n'attendent personne ».

Elles sont désormais finies, ces saisons des jeux de prestige verbaux dans lesquels nos trapézistes politiques se mesuraient en « convergence parallèle » avec les communistes, leur offrant ce qui s'appelait la « stratégie de l'attention », antichambre d'une durée indéfinie devant le « compromis historique » ; et que le Président du Conseil, l'honorable Moro, définissait, avec des précautions qui l'obligeaient à marcher sur des œufs, comme « une sorte de rencontre à mi-chemin, quelque chose de nouveau, qui soit et en même temps ne soit pas une relève dans les rôles de la majorité et de l'opposition, le profillement d'une diversité qui ne consiste pas en un changement des forces de direction, mais dans l'adjonction modifiante de la composante communiste à d'autres ». *Combien de bruit pour une omelette !*

Personne, parmi tous ces *leaders* politiques qui depuis des mois se gargarisent avec le « compromis historique » pour le conjurer, personne n'a encore dit la principale et la plus simple vérité sur la question : et c'est que le « compromis historique » est un *compromis* au vrai sens du terme *uniquement pour les communistes*, et absolument pas pour nous ; pour nous cet accord avec les communistes n'a même rien d'« historique » — à moins de vouloir appeler historique toute action *tactique* qui peut se trouver nécessaire pour faire travailler qui ne veut pas travailler. Mais dans ce cas, et faute de cet accord, combien de « charges historiques » devra mener notre police devant les usines ? Et avec quels résultats ? Même l'ex-ministre du Travail, le socialiste Bertoldi, considéré par un homme de droite, Domenico Bartoli, comme « un subtil interprète de la dialectique hégélienne », l'a dit mieux que tout le monde et une fois pour toutes : « Il faut décider si l'on veut gouverner avec les syndicats ou avec les carabiniers. »

Parce que là est le fond de la question, qui est politique autant qu'économique, puisque, tout au long de ces dernières années, nous eussions beaucoup gagné au change si nous avions pu disposer de trois fois moins de carabiniers, mais de trois fois plus de syndicalistes. Alberto Ronchey, qui est de loin le meilleur éditorialiste italien, a écrit récemment que le plus grand problème économique est désormais celui de convaincre les gens de travailler, et c'est vrai. Il n'est plus possible à présent de se laisser vivre en espérant toujours que les ouvriers retarderont « encore un instant » leur révolte qui couve, ou que notre industrie reprendra son souffle et sa vigueur quoique règne dans nos usines l'anarchie revendicative, et tout cela pendant que l'Italie jette, l'un après l'autre, ses gouvernements qui ne durent que quelques mois ; gouvernements, du reste, constamment et uniquement engagés dans la titanesque entreprise de rester là un petit peu plus que ce qui leur paraît possible, renvoyant toutes les questions, et jusqu'aux moindres, parce qu'elles suffiraient à les faire tomber.

Et qui, mieux que les communistes, peut aujourd'hui imposer au pays une période de convalescence, pendant laquelle les ouvriers devront cesser la lutte et reprendre le travail ? Qui, mieux qu'un ministre de l'Intérieur comme Giorgio Amendola pourrait extirper la délinquance répandue à tous les niveaux, et faire taire les agitateurs, par de bonnes méthodes, ou de moins bonnes ? Il faut entreprendre un travail de gouvernement à longue échéance, et pour cela il faut un gouvernement solide et résolu : ne pas accepter aujourd'hui un « compromis » comme celui dont il est question signifie en vérité accepter de compromettre fatalement, pour nous, l'existence même de lendemains. Souvenons-nous que la neutralité, dans une pareille affaire, est fille de l'irrésolution, et que « *li principi mal resoluti, per fuggire e' presenti pericoli, seguono el più delle volte questa via neutrale, et el più delle volte rovinano* ». Pour ne pas voir le péril réel, on feint de ressentir comme un péril l'accord avec le P.C.I., et l'on fuit devant les deux.

*

Des esprits timorés trouveront peut-être dans nos propos, même s'ils sont obligés d'en admettre la justesse et l'utilité pour tout le reste, ce léger défaut qu'ils paraissent, précisément, faire bon marché du caractère

périlleux que pourrait présenter dans la suite le fait que nous aurons mis un parti communiste au cœur du pouvoir politique, à un certain stade d'une crise où nos pouvoirs se trouvent incapables de continuer à faire travailler les ouvriers ? *Quis custodiat custodes ipsos ?*

Nous répondrons que l'objection est infondée, et la peur mauvaise conseillère. Tout d'abord, on ne doit jamais craindre des périls futurs et hypothétiques dans l'instant où l'on meurt d'un péril présent et certain ; et en outre il ne faut jamais risquer toute sa fortune sans avoir risqué toutes ses forces. Puisque la force actuelle du parti communiste et des syndicats nous sert déjà et se trouve être en fait notre principal soutien depuis l'automne de 1969, et puisque cependant son effet est resté jusqu'ici bien insuffisant pour renverser le processus, il est indubitable que notre intérêt est de *galvaniser* de toute urgence cette force, en lui offrant le point d'application par excellence central dans la société, c'est-à-dire en l'introduisant au centre du pouvoir étatique.

D'autre part, les prétendus périls futurs de cette participation communiste au gouvernement, ces périls, disons-nous, n'existent nulle part ailleurs que dans la sphère même de ces illusions sur la tendance révolutionnaire que constituerait dans notre société le parti communiste ; illusions artificiellement répandues dans une époque désormais achevée, où elles étaient utiles à la défense d'un monde qui aujourd'hui, les temps ayant changé, veut être défendu grâce au concours de ces mêmes communistes. Seuls nos actuels hommes de gouvernement, aspirant, malgré leur malheureuse banqueroute, à autonomiser leur propre existence de simples délégués de la société italienne à son administration étatique, prétendent encore tenir pour une donnée réelle du raisonnement stratégique ce qui — cette prétendue tendance révolutionnaire du P.C.I. — n'a jamais rien été d'autre qu'un « article d'exportation » idéologique destiné au peuple. Ce qui fait tomber ces dirigeants usés sous cette sévère condamnation : ce qu'ils veulent en fait, quand ils s'accrochent à leur vieille spécialisation, alors qu'une modernisation nécessaire impose leur « recyclage », ce n'est même pas prolonger, pour leurs propres intérêts bornés, l'existence apparente du métier qu'ils savent encore exercer, mais bien celle *du métier qu'ils n'ont pas su exercer*.

Le Cheval de Troie n'est à craindre que lorsque ce sont des Achéens qui sont dedans. Le parti communiste a pu vendre, et même doit vendre encore, une certaine panoplie pour se déguiser en ennemi de notre Cité, mais *il n'est pas* un ennemi de notre Cité ; de même qu'il n'est pas dirigé par Ulysse. Le communiste italien ressemble plutôt à ce charpentier sous le masque d'un lion dans *Le Songe d'une nuit d'été*, qui doit laisser voir « la moitié de son visage à travers la crinière du lion », et qui doit dire aux spectateurs : « Je vous supplie de ne pas avoir peur, de ne pas trembler ; ma vie répond de la vôtre. Si vous pensiez que je suis venu en vrai lion, ce serait fâcheux pour ma vie. Non, je ne suis rien de pareil... »

Et justement parce que nous osons admettre que les ouvriers italiens, qui ont prononcé l'offensive de la guerre sociale, sont nos ennemis, nous savons que le parti communiste est notre soutien. On ne peut plus continuer à rassurer le pays en prétendant l'inverse, parce que nous sommes arrivés à l'heure de la vérité, quand les mensonges ne servent plus, mais seulement la force.

Lorsque dans les années passées, il nous arrivait de parler des communistes avec Raffaele Mattioli, nous ne l'avons jamais entendu dire qu'il leur trouvait rien d'inquiétant, et tant de fois nous l'avons entendu redire la même conclusion : « Ils sont bien braves. » Quand Togliatti, un an avant de mourir, lui envoya son dernier livre, Mattioli nous montra, flatté et amusé tout à la fois, la dédicace, de la fameuse encre bleue turquoise du *leader* communiste que les imbéciles craignaient, et que nous apprécions : « À l'Ami, etc., avec seulement le regret de ne pouvoir l'appeler Camarade », si nous nous en souvenons bien. Qui sait, si Raffaele Mattioli était encore parmi nous, s'il n'aurait pas à son tour renvoyé quelque dédicace de ce genre, par exemple « Au camarade Amendola, dans l'espérance de pouvoir vite l'appeler Excellence... » ?

Quoi qu'il en soit, ne nous laissons pas aller à oublier que notre majorité parlementaire se règle, depuis longtemps déjà, sur l'opposition communiste, et que l'opposition communiste s'oppose aux mêmes choses auxquelles s'oppose la majorité ; et que pourtant toute la vie politique du pays est comme paralysée devant le cauchemar que semble être, pour les démo-chrétiens, l'idée de céder aux communistes quelques ministères. Jusque dans une période récente, cette attitude démo-chrétienne trouvait sa justification semi-rationnelle dans la nécessité de garder le monopole du pouvoir pour continuer à cacher la manière dont ce pouvoir avait été géré, et quelques faits particuliers si scandaleux que, s'ils avaient été connus, ils auraient entraîné la désagrégation immédiate du parti ; mais maintenant que ces faits, petit à petit, en viennent à être connus dans tout le pays, cette dernière justification elle-même est caduque. Et c'est la désagrégation de l'Italie qu'il s'agit d'éviter, si l'on peut.

Et du reste, posons-nous la question, *quelle est l'alternative* dont le « compromis historique » est l'un des termes ? L'autre terme se présente ainsi : on arrivera, plus ou moins vite, à une situation dans laquelle ni les communistes, ni les syndicats, ni les forces de l'ordre, ni les services secrets n'arriveront plus à retenir les ouvriers au bord d'une insurrection générale dont il est malaisé de prévoir toutes les conséquences. Si, dans la meilleure des hypothèses — et nous n'en voyons que deux —, cette insurrection ne devient pas une guerre civile pure et simple, c'est-à-dire si les communistes réussissent, en un second temps, à en prendre les rênes, en faisant d'abord semblant d'y participer pour ensuite s'y emparer du commandement, il est évident que dans une telle situation ce sera à Berlinguer de poser ses conditions, et qu'il ne sera pas disposé à partager avec nous le gouvernement ; mais que plutôt, sur la lancée du mouvement insurrectionnel, les communistes s'empareront de l'État, au nom des travailleurs, qu'ils appelleront alors à le défendre. Et si au contraire, comme cela nous paraît plus probable, la crédibilité du parti communiste auprès des ouvriers se trouve complètement épuisée au moment de cette insurrection, qui n'est que trop prévisible, de telle sorte que l'action communiste de « récupération » dans les rangs mêmes du parti des insurgés s'avère inutile ou impossible, alors la guerre civile ne sera plus évitable, et le parti communiste, amputé de sa base qui s'unira forcément aux révolutionnaires, ne nous sera plus d'aucune utilité. Voilà quelles sont les deux variantes qui forment une alternative avec le « compromis historique » ; *tertium non datur*.

Que sera devenue alors, dans de tels événements, l'Alliance Atlantique, déjà en crise ? Et le Pacte de Varsovie, qui déjà s'est montré impuissant devant l'insurrection ouvrière de Stettin et Dantzig ? C'est alors que, dans la tragédie qui suivra, et qui se jouera sur un théâtre de guerre non moins vaste que la crise actuelle, nous n'aurons plus qu'à nous répéter, en guise d'inutile *mea culpa*, les vers de l'*Agamemnon* d'Eschyle :

« Où donc, où donc se cache le Droit ? La Raison
désespère de ses pouvoirs,
l'Intelligence tâtonne engourdie, dont
les prompts ressources sont éteintes.
Notre règne est compromis,
le désastre proche :
Où puis-je me tourner ?... »

En somme, notre avis sur la « question communiste » peut aujourd'hui se résumer en une phrase : ne faisons pas une question de ce qui ne l'est plus, pendant que les vraies questions et les problèmes réels n'attendent pas les décisions du sénateur Fanfani, cet *utilium tardus provisor*, pour s'aggraver irrémédiablement. Giovanni Agnelli qui, parmi nos jeunes hommes du pouvoir, est peut-être celui qui peut se flatter de posséder l'intelligence la plus enracinée dans la réalité de notre époque, aboutit à présent ouvertement à la même analyse que nous ; et sur la majeure partie des conclusions, en dépit de certaines divergences de détail, nos vues convergent. Et pour ne rien dire d'engagements privés, nous nous contenterons de rappeler au lecteur une de ses prises de position publiques : « Si notre maladie est presque mortelle — disait Agnelli au début de

cette année —, il est permis de penser que le parti communiste a compris la nécessité d'en faire un bon usage, pour que nous nous sauvions tous ensemble. Pour que la haine de classe n'en vienne pas à embraser le monde et à le diviser en deux partis : les enragés dans la rue, et les autres dans des *bunkers* avec leurs gardes du corps... » On ne pouvait mieux dire.

*

Enfin, concluons. Avec l'aide du parti communiste au gouvernement, ou bien nous réussirons à sauver notre domination, ou bien nous ne réussirons pas. Si nous réussissons, nous renverrons les communistes, en même temps qu'une grande partie de l'actuel personnel politique, comme des domestiques, avec la dernière facilité. Les communistes eux-mêmes l'admettent déjà manifestement comme un article de leur contrat d'engagement ; et nous savons depuis Héraclite que « tout ce qui rampe sur la terre est gouverné par les coups ». Et si nous ne réussissons pas, rien d'autre n'importe plus ; parce que chacun admettra que ce serait la pire des discussions byzantines, à l'heure où le Turc est sur le rempart, que de supputer quels trophées auraient peut-être pu bientôt s'adjuger au cirque les Verts et les Bleus, dans un monde qui se sera écroulé.

ù

VII.

Exhortation à délivrer le capitalisme de ses irrationalités,
et à le sauver

« *Ils me trouvent dur ?*
Je le sais bien :
Je les oblige à penser... »

ALFIERI, *Épigrammes*.

QUI CONSIDÈRE le monde selon la raison, est par lui considéré selon la raison. Il faut agir en accord avec les temps, et ils ont changé. Vouloir aller contre leur cours, c'est une entreprise dont la réussite est tout aussi impossible que l'échec en est bien assuré. La proximité de l'époque fatale, *si elle est finalement ressentie comme telle par nous tous*, pourra être paradoxalement notre dernière chance de salut, et peut-être un jour pourrions-nous dire, à notre tour, le mot du Prince de Condé dans les guerres de religion : « *Nous périssions, si nous n'eussions été si près de périr* ». Tout le mal ne vient pas pour nuire, à condition de savoir exploiter à notre avantage exclusif *toutes* les occasions qui peuvent encore se présenter à nous, en dépit de l'indéniable précarité de notre situation actuelle : « À présent, voulant connaître la valeur d'un esprit italien, il était besoin que l'Italie fût conduite aux termes dans lesquels on la voit, et qu'elle fût (...) sans chef, sans ordre, battue, pillée, déchirée, courue à main armée, bref qu'elle eût enduré tous les malheurs », pour le dire avec les mots de l'*Exortatio ad capessendam Italiam*.

À qui nous accuserait de parler trop, ou trop vite, de notre ruine, et de sa proximité non hypothétique, nous rétorquerons que c'est là la première tâche de qui veut vraiment l'éviter, parce que ce n'est pas toujours que l'on se trouve en mesure d'éviter de tels désastres. Et d'ailleurs, de quoi d'autre est-il jamais possible de parler

aujourd'hui ?

Le conservateur intelligent peut faire tenir le principe de son action en une seule phrase : *tout ce qui ne mérite pas d'être détruit mérite d'être sauvé*. Et cela immédiatement, et partout dans le monde. Mais ce qui ne mérite pas d'être sauvé, c'est-à-dire ce qui est en contradiction avec notre salut même ou qui, plus simplement, est à cet égard une gêne, il faut l'abandonner et le détruire sans ambages ni scrupules superflus. Se décharger des poids morts du passé est un acte nécessaire pour rendre moins lourde la tâche d'assainir le présent.

L'irrationalité *principale* du capitalisme aujourd'hui, c'est qu'étant dangereusement attaqué, il ne fait pas tout ce qu'il faut pour se défendre. Mais nous admettons qu'il en est d'autres. Nous devons les corriger en surplus, si nous le pouvons. Là où notre gestion a été déraisonnable, elle doit être changée ; car tout notre pouvoir est intimement lié, depuis l'origine de la bourgeoisie, à la *gestion rationnelle*, et ne peut durer sans elle. Qu'il convienne de mettre en œuvre des réformes profondes, il n'y a rien là de nouveau. Nous en avons enfanté à toutes les époques. C'est notre force : nous sommes la première société dans l'histoire à savoir nous corriger toujours. Nous appelons déraisonnable tout ce qui, n'étant pas une nécessité effective de notre possession de la société, produit des résultats objectivement en contradiction avec cette nécessité, résultats mesurables par nous-mêmes et d'ailleurs ressentis par tous. Nous évoquerons plus loin ces réformes.

Ici nous voulons plutôt répéter que, dans le péril, on doit, comme disent les Français, *faire flèche de tout bois*, mais d'abord du plus accessible et du plus malléable. Nous devons donc employer nos propres communistes, plutôt que de vendre tout le pays aux capitaux arabes, ainsi que certains de nos politiciens devenus fous commencent à le proposer sérieusement, à seule fin de faire l'économie de cette expérience d'un gouvernement avec les communistes. Mais cette expérience ne nous coûte rien, tandis que la logique de l'autre conduit fatalement à notre dépossession intégrale. Comment est-il donc possible de mettre, même un instant, en parallèle deux solutions aussi manifestement inégales ? Ce qui n'est pas concevable sur le plan de la logique proprement dite obéit ici à une logique particulière, cachée mais aisément décelable. Notre personnel politique devrait être, pour les trois quarts, licencié dans l'éventualité qui nous sauve. Dans celle qui nous perd, ce même personnel resterait tout entier en place, pour dilapider ou détourner pendant quelques années de plus une importante portion de ces capitaux, qui finalement nous exproprieraient, sans même assurer à moyen terme le pouvoir des nouveaux propriétaires. Dans la suite de cette perspective grotesque, en effet, en supposant que bientôt les forces productives et les biens immobiliers de l'Europe appartiennent majoritairement à quelques potentats arabes, qui peuvent contrôler le défectueux système monétaire international parce qu'ils contrôlent provisoirement la principale source d'énergie dont les pays industrialisés sont dépendants, ne voit-on pas que les travailleurs, que nous avons déjà tant de mal à tenir, exproprieraient avec une facilité d'autant plus grande ces nouveaux maîtres étrangers et archaïques, du reste parfaitement incompetents ? Transporter la classe propriétaire de nos pays dans l'exotisme et dans l'arriération, cela signifie tout d'abord vendre notre droit d'aînesse pour un plat de lentilles. Mais ensuite, de tels *parvenus* peuvent-ils espérer contrôler nos pays ? Avec leurs propres troupes, ou bien à l'aide des nôtres ? Avec notre habileté politique, ou la leur ? Nos troupes ne sont plus sûres ; et les leurs ne valent rien. Notre habileté s'est usée ; quant à la leur, poser la question, c'est y répondre.

On ne s'étonnera donc pas que les responsables d'une telle stratégie n'aient, en Italie notamment, plus d'autre politique que la *liquidation* de tout notre patrimoine national, et son exportation clandestine dans leurs coffres helvétiques. Tandis que les hauts fonctionnaires de nos ministères ou organismes économiques se font payer fort cher — quoique en mauvaise monnaie, hélas ! — pour quitter une carrière qui va les quitter, on voit l'hôpital de Padoue annoncer qu'il va vendre aux enchères un Mantegna qui lui appartient. Personne, parmi les responsables de la gestion de la société italienne, tous la voyant marcher si précipitamment à sa perte, qui ne songe à vendre ce qu'il détient. Et ce qu'ils détiennent à eux tous, en fin de compte, c'est l'Italie elle-même, ses monuments et son sol ; car présentement nos forces productives, avec de tels travailleurs et de tels

gestionnaires, il vaut mieux ne pas en mesurer la valeur sur le marché. En peu de mots, nous devons contrer ceux qui projettent de lancer une « Offre Publique d'Achat » sur la société italienne.

Nous voulons revenir un moment sur une de nos précédentes affirmations, selon laquelle nous devons nous défaire sans scrupules de tous les *impedimenta* pour surmonter la crise de notre État. Le Président Leone, par exemple, qui n'est pas du tout insensible à ces arguments, depuis plus d'un an a fait allusion, quoique peut-être avec trop de circonspection — et donc sans succès — à la nécessité d'une réforme constitutionnelle, désormais urgente selon certains communistes eux-mêmes. Il faut maintenant en proposer une qui soit, en même temps, radicale et propice à la restructuration de la République, en fonction des nécessités prioritaires de la survie de notre monde et, bien entendu, qui ne porte en rien préjudice au maintien de la démocratie, comme nous l'avons dit dès le premier chapitre de ce *Rapport*.

Avec l'engagement du parti communiste, tant dans l'élaboration que dans la mise en application de la nouvelle Constitution, nous sommes persuadés qu'il existe une possibilité réelle de surmonter cette grande crise. La nouvelle *Magna Charta* devra maintenir la démocratie, oui, mais d'une manière désabusée, au contraire de ce qui est advenu dans les trente années de l'enfance de notre République. Maintenir la démocratie, cela signifie maintenir la règle du vote qui est à la base de toutes les libres républiques modernes. Nous savons que cette règle est l'inverse de celle qui présidait à la démocratie primitive : chez les anciens Grecs la règle était de compter les votes de ceux qui étaient prêts à se battre ouvertement pour un camp ou pour l'autre, et Platon a montré, comme aussi l'histoire, comment de cette démocratie primitive on passe au désordre et au despotisme. Dans le sens moderne, la démocratie doit être tout au contraire entendue comme une manière de faire voter le peuple sur toutes les questions pour lesquelles il n'est pas disposé à se battre. Ce caractère devra être accentué, et il faudra appeler les citoyens à voter, comme dans le passé, mais sur une plus grande variété de sujets non préjudiciables au bon fonctionnement de la société ; et les citoyens devront continuer à choisir entre divers candidats. Mais ces candidats eux-mêmes, de quelque côté qu'ils proviennent, auront dû à leur tour être sélectionnés précédemment avec une rigueur qualitative sans commune mesure avec ce qui se fait de nos jours, par une véritable *élite* du pouvoir, de l'économie et de la culture.

Et cette économie elle-même, cette technologie moderne dont nous disposons, et dont la puissance est virtuellement sans limites, exigent désormais de nous qu'il en soit fait un meilleur, et *plus intelligent* usage : c'est-à-dire que nous ne devons plus nous laisser dominer par cette puissance, qui d'elle-même tend incessamment à s'autonomiser, en échappant à nos mains — mains qui dans un passé récent l'ont manœuvrée avant tout selon les fictions démocratiques et démagogiques sur lesquelles nous avons édifié le géant aux pieds d'argile de l'époque de « l'abondance du bien-être » et de l'abondance marchande. Mais puisque cette époque s'est achevée, nous devons cesser de faire consommer au peuple des images trop belles et trop folles, et nous pourrions ainsi nous donner les gants de faire consommer aux gens de moins dures réalités (moins de pollution ; moins d'automobiles ; du pain, de la viande et des habitations meilleurs, et ainsi de suite). En somme, la réforme de notre économie *depuis le fond*, et sa reconstruction sur de plus solides bases, devra fonder une économie nouvelle, capable d'être *en même temps* authentiquement libérale et sévèrement contrôlée par l'État : mais non certes par *cet État*, parce que lui-même devra, de son côté, être rigoureusement dirigé par une *élite* enfin digne de ce nom. Nous nous réservons de revenir sur ce sujet plus loin.

Maintenant, il nous importe de considérer que nous n'avons pas seulement à maintenir une classe dominante, mais *la meilleure des classes dominantes possibles* : nos ministres devront s'efforcer de prévaloir par le mérite et le talent, car on sait que celui dont la visée de départ se satisfait d'un second poste, n'arrivera jamais à être le second, mais n'arrivera à rien du tout. Si cette exigence minimum semble aujourd'hui utopique ou trop ambitieuse, c'est tout simplement par rapport au désolant panorama de nos derniers hommes de gouvernement ; mais une telle exigence, que la situation présente oblige à mettre en avant, n'est pas en fait disproportionnée à la réalité que l'on doit finalement affronter et aux tâches de longue haleine qu'exige la

bonne administration d'une société.

Quod principem deceat ut egregius habeatur ? Quels hommes sont aptes à sauver notre société ? Voilà ce que l'on doit d'abord se demander au moment de choisir nos ministres ; voilà surtout ce que l'on néglige, en privilégiant cent « titres de mérite » dérisoires, comme le fait que l'honorable Moro soit plus ou moins ennemi de Cefis, ou que la femme d'un autre soit l'amie intime de celle du général Miceli, qui se trouvait être en prison. « Étranger, a dit Platon, le moment est venu d'être sérieux », et l'on sait l'intérêt que ce philosophe a porté aux problèmes politiques de notre péninsule.

Eh bien ! nous dirons, et nous nous réservons de le prouver, qu'aujourd'hui en Italie les hommes dont nous avons besoin *existent*, et qu'il faut s'en servir au plus tôt, en les faisant sortir de ces limbes où un troupeau de notabilités démo-chrétiennes déguisées en loups se flatte de les avoir condamnés à perpétuité, afin d'avoir le loisir de satisfaire en toute liberté sa propre fringale de ministères et de clientèles. Du reste, peu de traits suffiraient, s'il n'était si peu tenu compte du mérite dans notre République, pour définir ces hommes ; et peu de ministres bien choisis suffiraient à faire fonctionner comme il faut un État, s'il est vrai qu'à la France de Louis XIII, il suffisait d'un seul. Mais il est tout aussi évident que si l'on veut continuer à enrober à l'italienne les pâtes variées de nos gouvernements, en attribuant un ministère à un homme du talent de Bruno Visentini, et un autre à un Gioia, sur lequel « *il tacere è bello* », on compromettra à la racine la possibilité même d'une action de ces hommes de valeur, et l'on donnera une fois de plus raison à la formule justificative de Mussolini, selon laquelle « gouverner l'Italie n'est pas une entreprise difficile ; c'est une entreprise inutile ». Heureusement, l'avenir du capitalisme n'est pas lié à l'avenir de la démocratie chrétienne, pas plus qu'il ne l'a été à celui du fascisme ; mais rappelons-nous qu'un demi-siècle de stupidité au pouvoir est un peu enviable record mondial, et surtout qu'il ne nous est contesté par personne. Car aujourd'hui ils ne sont pas nombreux, les hommes de talent qui prennent le risque de se compromettre au milieu de la corruption administrative d'un État qui paraît être, comme dirait Dante, « le triste sac — qui fait de la merde de tout ce qu'il avale ».

Pour nous sauver de la menace de subversion, qui persistera probablement dans les années à venir, même si les communistes au gouvernement sont susceptibles de la maîtriser mieux que nous en ce moment, notre première opération ne doit pas être la défense, aussi obstinée qu'obtus, de l'Italie actuelle, et de ses incapables dirigeants ; notre première opération, bien au contraire, ressemblera à une *politique de la terre brûlée*, qui nous permettra de nous débarrasser de ces hommes, et de ces fanfreluches dont nous habillons cette pauvre République. Et, en simultanéité avec ce travail de nettoyage radical, nous devons reconstruire autour de nous une société pourvue de toutes ces qualités qui la rendront, aux yeux de beaucoup de gens, digne d'être défendue et sauvée. Et qui sait si, à ce moment-là, les ouvriers eux-mêmes ne vont pas cesser de nous attaquer aussi violemment, même s'ils doivent rester toujours, dans le fond de leur cœur, aussi irréductiblement hostiles à la propriété ? Mais, sans nous aventurer dans d'utopiques théories philosophiques sur l'avenir du monde dans un temps où, personnellement, nous n'y serons plus, il convient plutôt de considérer, pendant que nous y sommes, tout ce qu'il est nécessaire de faire *pour ne pas survivre à notre monde*. Quels sont, en fin de compte, nos ennemis ?

Nous dirons que nous avons aujourd'hui à affronter *plusieurs* réalités hostiles, dont la seule qui soit historiquement immanente à notre mode de domination et de production, c'est le prolétariat, qui a une tendance naturelle et perpétuelle à la révolte — chose qu'en leur temps déjà les Romains résumaient dans l'adage *quot servi, tot hostes*. Une fois pris acte de cette donnée de fait incontestable et constante, il importe de voir si les autres réalités qui nous sont hostiles elles aussi, possèdent la même immutabilité et la même constance que le prolétariat ; et même nous voudrions plus précisément dire qu'il convient de voir si ces autres réalités sont aussi nécessaires et *utiles* que le prolétariat. Car nous n'oublions pas un instant que du moins les ouvriers, quand ils travaillent et ne s'insurgent pas, sont la plus utile des réalités de ce monde, et méritent notre respect ; car c'est eux qui, en quelque sorte, sous notre direction avisée, produisent notre

richesse, *id est* notre pouvoir. Eh bien ! nous contestons le fait que les autres réalités qui présentement compromettent notre pouvoir soient nécessaires et inévitables. Et nous nous proposons d'en examiner au moins deux : les mauvaises mœurs et l'incompétence dont notre classe politique a donné d'amples preuves d'une part, et l'anarchie économique d'autre part. Ces deux phénomènes sont délétères, mais l'un et l'autre sont opportunément éliminables, parce qu'ils dépendent de notre volonté.

Pour ce qui regarde ce que nous définissons comme l'insuffisance — c'est un euphémisme — de notre couche gouvernante considérée dans son ensemble, et mises à part les dues exceptions, nous affirmons que nous ne devons plus avoir scrupule de la laisser couler à pic dans la *mare magnum* de ses erreurs et de ses scandales, car nous avons déjà fait preuve envers elle de plus de reconnaissance que nous ne lui en devons pour les services que nous admettons qu'elle a su rendre, dans un passé déjà lointain ; et trop longtemps nous lui avons accordé une patience à fonds perdu, c'est bien le cas de le dire, dont nous ne nous croyions pas capables. Car la patience, entre toutes les vertus humaines, est selon nous la seule qui cesse d'en être une quand on la pratique avec excès. Laissons au Pape, qui est moins que nous pressé par les nécessités contingentes de cette vie mondaine dans le siècle, l'occasion d'accomplir un acte de charité en secourant et en blanchissant les consciences de ces *orphelins du pouvoir*. À part, en effet, la satisfaction qu'il est finalement nécessaire de donner à l'opinion publique, qui est légitimement fatiguée de voir primée l'incompétence au pouvoir, nous-mêmes pourrions ainsi nous épargner le fardeau d'avoir à défendre dans l'avenir des hommes qui, au lieu de conduire une politique de conservatisme intelligent, comme il leur avait été demandé, ont préféré une politique d'obtusité réactionnaire, en dilapidant pendant tout ce temps tout ce qui se passait entre leurs mains. Des hommes qui se sont appuyés d'abord sur nos capitaux, qu'ils déclaraient vouloir défendre, pour se moquer des électeurs ; et qui maintenant s'appuient sur les électeurs pour se moquer de nous. Des hommes, enfin, pour nous exprimer encore une fois à travers Machiavel, tels que « pendant que tu en uses, tu perds la faculté d'en user ».

Du reste, même dans la démocratie chrétienne, il existe des hommes intelligents, et ici nous ne faisons pas seulement allusion à un Andreotti ou à un Donat-Cattin ; mais, en conscience, comment l'intelligence de ces hommes politiques pourrait-elle donner ses fruits, quand Fanfani leur demande de s'en servir dans le seul but de défendre l'indéfendable et l'inutile, tandis que l'on néglige systématiquement de sauver l'essentiel ? La survie d'un monde politique ainsi fait est déjà *en elle-même* une de ces réalités hostiles que nous devons cesser d'entretenir. Nous devons *nous en défaire*, « ... et *fia el combatter corto* ».

Quant à ce que nous avons appelé « l'anarchie économique », nous dirons que dorénavant on devra limiter autoritairement la tendance à l'accumulation des surprofits dans certains secteurs de base, où le développement atteint par les techniques modernes — et spécialement chimiques — permet tout, mais où le résultat agresse la population dans sa simple existence quotidienne, et tend toujours plus à la priver de ce peu qu'il faut absolument lui laisser. Par exemple, nous désapprouvons complètement ces industriels qui prennent le risque de provoquer sans interruption les gens, auxquels ils font consommer de l'huile ou du vin chimiques, ou de la nourriture, c'est le cas de le dire, immangeable, dans le seul but d'augmenter leurs profits sectoriels, négligeant effrontément les intérêts plus généraux et supérieurs de notre classe.

Parce que, répétons-le, rien ne provoque davantage le citoyen démocratique que cette impression qu'on lui donne que l'on se paye sa tête impunément et systématiquement : et alors même que ce citoyen se désintéresse parfois de la politique, il n'est pas insensible à la qualité de ce qu'il mange, ou de l'air qu'il respire. Il faut au contraire nous préoccuper de maintenir pour la classe dominante, et secondairement pour les classes dominées, le meilleur niveau de vie qualitatif possible. Et d'ailleurs, dès 1969, un industriel comme Henry Ford l'a dit, et nous voulons le rappeler avec ses propres paroles : « ... les termes du contrat entre l'industrie et la société sont en train de changer (...) : nous sommes appelés à contribuer à la qualité de la vie bien plus qu'à la quantité des biens ». Jouer les hypocrites ne rapporte rien, ou du moins *ne doit plus* rapporter

à personne. Nous sommes très peu portés à enregistrer avec la satisfaction réservée au misérable épargnant qui en est petit actionnaire, les actifs que Cefis vante dans le bilan de la Montedison — actifs d'autre part plus ou moins acquis par les moyens que Scalfari a récemment révélés au public dans son bon livre *Razza Padrona* — alors qu'en vérité ces mêmes profits représentent une formidable incitation à la révolte sociale.

Et puisque nous avons cité Eugenio Scalfari, un homme dont nous estimons le courage, et tout autant l'intelligence, saisissons l'occasion pour exprimer notre avis sur ce qu'il définit excellemment comme la « bourgeoisie d'État ». Une des raisons, justement, qui nous a menés à choisir, pour ce *Rapport*, l'ancienne forme d'exposition qu'est le pamphlet, à la place d'un écrit plus systématique, c'est que de la sorte nous ne renonçons pas à l'agrément de parler à bâtons rompus, comme pour ainsi dire en conversant, ce qui permet de traiter de tout sans avoir jamais la prétention d'être exhaustif, et en même temps d'éviter de nous embourber dans les marécages de ces « démonstrations » sophistiquées qu'affectionnent nos politiciens pour faire passer leurs élastiques « vérités » (pour dire *la vérité* peu de paroles suffisent : *verum index sui et falsi*). Et parce qu'en outre cette façon d'écrire nous paraît utile, puisque rapide, dans un moment où tant d'autres engagements qui ne peuvent être repoussés nous imposent de ne pas perdre de temps.

Cette « bourgeoisie d'État », donc, qui réunit en elle les défauts de la bourgeoisie décadente parasitaire, et ceux de la classe bureaucratique qui détient le pouvoir dans les pays socialistes, est un des quelques produits de la gestion « à l'italienne » du pouvoir, et c'est un résidu hautement nocif du « lotissement » de ce pouvoir. Le Président de la Montedison, Cefis, est le modèle dont s'inspire la description de Scalfari. Mais cette « bourgeoisie d'État » en réalité déborde ce modèle ; elle s'est nichée un peu partout dans les industries étatisées ou à participation étatique, et dans la forêt des soixante mille « organismes » publics, et s'est ainsi créé un pouvoir propre, autonome par rapport à celui de la grande bourgeoisie traditionnelle, et elle a fondé sur ce pouvoir ce qu'Alberto Ronchey a appelé, de façon pertinente, le « capitalisme d'État démo-chrétien ». Les membres d'une telle « race dirigeante » sont en réalité des individus sans aucun patrimoine personnel originaire, et privés de culture, nous ne voulons même pas dire d'une culture qui soit digne d'une classe dirigeante, mais qui soit seulement comparable, même de loin, à celle de l'austère petit-bourgeois, enseignant ou autre, des temps passés. Bien sûr, seul un nombre relativement restreint de ces individus détient aujourd'hui un réel pouvoir, et les plus nombreux ne peuvent nuire que par leurs talents limités. Ceci n'enlève rien au fait que ce phénomène soit en expansion, et donc mérite notre attention.

Le capitalisme, dans son histoire, a continuellement modifié la composition des classes, à mesure qu'il transformait la société qu'il a jusqu'à présent dirigée. Il a affaibli ou recomposé, supprimé ou même créé des classes qui ont une fonction subalterne, mais nécessaire, dans la production, la distribution et la consommation des marchandises. Seuls, la bourgeoisie et le prolétariat demeurent en permanence les classes historiques qui continuent, en un conflit qui, essentiellement, est resté le même qu'au siècle dernier, à jouer entre elles le destin du monde. Mais les circonstances, le scénario, les comparses, et jusqu'à l'esprit des principaux protagonistes, ont changé avec le temps.

Le phénomène n'est donc pas particulier à la société italienne. L'expansion, sans précédent dans l'histoire de l'économie mondiale, de ces trente dernières années, a entraîné la nécessité de créer partout une classe de *managers*, c'est-à-dire de techniciens aptes à diriger la production industrielle et la circulation des marchandises ; ces *managers*, que l'on appelle, depuis leur vulgarisation moderne, des *cadres*, ont été nécessairement recrutés ailleurs que dans notre classe, qui à elle seule ne pouvait plus assumer la totalité des tâches de direction. En dépit d'une légende dorée, à laquelle ils sont les seuls à croire, ces cadres ne sont rien d'autre que la métamorphose de la petite-bourgeoisie urbaine, autrefois en grande partie constituée de producteurs indépendants dans le genre des artisans, qui à présent est *devenue salariée*, ni plus ni moins que les ouvriers, et ceci en dépit du fait que parfois les cadres espèrent ressembler à des membres des professions libérales. Vu cette « ressemblance », obtenue à bon marché, ils sont devenus en quelque manière l'objet des

rêveries promotionnelles de nombreuses couches d'employés pauvres ; mais en réalité ils n'ont rien qui puisse les définir comme des *riches* : ils sont seulement payés assez pour consommer un peu plus que les autres, mais toujours la même marchandise de série.

Contrairement au bourgeois, à l'ouvrier, au serf, au féodal, le cadre ne se sent jamais à *sa place* : toujours incertain et toujours déçu, il aspire continuellement à être plus que ce qu'il est, et que ce qu'il pourra jamais être : il prétend, et en même temps il doute. Il est l'homme du malaise, si peu sûr de lui et de son destin — non sans quelque raison, effectivement — qu'il doit continuellement dissimuler la réalité de son existence. Il est dépendant, d'une manière absolue, et bien plus que l'ouvrier, car il doit suivre tous les genres de mode, y compris les modes idéologiques ; c'est pour lui que nos écrivains et lettrés « d'avant-garde » confectionnent ces répugnants *best-sellers* qui font des librairies ces supermarchés dans lesquels nous, personnellement, nous refusons de mettre les pieds (il existe heureusement encore, pour notre consolation, quelques bonnes librairies vouées à l'ancien). C'est pour ces cadres que l'on change aujourd'hui la physionomie et les fonctions urbaines de nos villes, qui étaient les plus belles et les plus anciennes du monde ; et pour eux que l'on programme, dans des restaurants autrefois excellents, cette cuisine répugnante et falsifiée que les cadres apprécient toujours à voix haute, pour faire entendre aux voisins qu'ils ont appris le bon ton de la prononciation des haut-parleurs d'aéroports. « *Oh sovra tutte mal creata plebe...* »

Politiquement, cette nouvelle classe est perpétuellement oscillante, parce qu'elle veut successivement atteindre des choses toujours contradictoires ; il n'y a donc pas un seul parti qui ne la dispute aux autres, et qui ne reçoive ses votes.

Comme la petite-bourgeoisie d'autrefois, ces cadres sont très diversifiés ; mais la couche des cadres supérieurs, qui constitue pour tous les autres le modèle d'identification et le but illusoire, est déjà liée de mille manières à la bourgeoisie, et elle s'y intègre encore plus souvent qu'elle n'en provient. Voilà, en peu de mots, le portrait de ceux à qui notre bourgeoisie a confié une portion croissante de ses propres fonctions. Il n'y a donc pas trop lieu de s'étonner si ces fonctions sont assumées de la manière que l'on sait.

Une partie progressivement croissante de notre classe même, en fait, est devenue, par découragement ou inaptitude, parasitaire ; et quand elle ne s'est pas ruinée, elle s'est du moins notablement appauvrie, comme il fallait s'y attendre. Eh bien ! nous dirons que cette partie de la bourgeoisie, non seulement ne doit plus être défendue, mais encore doit être *éliminée* : ou bien elle se réintègre dignement, et avec toute l'intelligence que requiert la situation présente, dans une société dont nous devons recomposer le tissu, ou bien, dans le cas contraire, ils auront notre plein appui, ces ministres communistes qui la frapperont par une réforme fiscale draconienne, enfin digne du nom de réforme. Et qu'ils ne croient pas un instant, ces confortables bourgeois inactifs, que pour opérer une telle réforme un ministre communiste soit nécessaire, car cette mesure découle moins du « compromis historique » que de leur comportement dépourvu de combattivité. La nécessité, dit le peuple, aiguise l'intelligence, et le moment est venu où la créativité et le fantastique esprit d'entreprise dont la bourgeoisie a fait preuve en d'autres temps rencontrent toutes les conditions pour se déployer à nouveau. Car il n'y a que deux éventualités : ou bien la bourgeoisie, en Italie et ailleurs, fera preuve de cette intelligence et de cette volonté de vivre, ou bien elle périra en laissant peu de regrets, ayant trop collaboré avec ses ennemis à accélérer elle-même, et rendre inévitable, sa fin — parce qu'elle aura voulu identifier sa survie en tant que classe hégémonique à la survie même de ses carences. Et dans ce cas, la condamnation a déjà été écrite :

« *Per tai difetti, e non per altro rìo,
semo perduti, e sol di tanto offesi,
che senza speme vivemo in disìo.* »

Nous avons fait allusion, , à la possibilité d'opérer des réformes. Ce n'est pas ici le lieu de traiter d'une manière approfondie de telles questions, que nous avons déjà envisagées ailleurs, dans un document non

signé à diffusion très confidentielle, intitulé en hommage au texte célèbre du pseudo-Xénophon, *La République des Italiens*. Nous ne croyons pas manquer à la modestie en rappelant que ce document a rencontré la reconfortante approbation de personnalités qui occupent les plus hautes fonctions : parce que c'est bien plutôt à l'honneur de ces personnes que l'on peut évoquer leur prompte compréhension de la nécessité. Nous nous bornerons donc à tracer ici quelques bases méthodologiques de ce réformisme.

La difficulté, évidemment, réside dans la nécessité de définir ce qui est effectivement vital pour notre ordre économique et social, c'est-à-dire de le distinguer sévèrement des apparences trop aisément admises de l'illusion, de la facilité, de la routine. Reconnaissons, comme tout le monde, que les pratiques actuelles ne peuvent continuer, mais reconnaissons-le dans une perspective lucide et combative, et non dans l'accablement imbécile qui règne actuellement parmi tous les auteurs des erreurs passées, qui ne sont même pas encore capables de découvrir qu'il s'agissait tout simplement de grossières erreurs, de sorte qu'ils ont l'impression d'avoir été démentis par la foudre, d'une manière totalement imprévisible. Il ne s'agit que de corriger les irrationalités de notre pouvoir, et ceci n'a rien de nouveau, pour qui considère notre histoire avec des yeux désabusés.

Le capitalisme sauvage est condamné. Du moment que l'on peut tout vendre, il est devenu incivique de produire seulement et prioritairement ce qui est immédiatement le plus rentable, quand c'est au détriment de tout avenir concevable. Tous les excès de la concurrence doivent être éliminés par la puissance même de la production, au moment où, littéralement, *la place manque* pour vivre avec notre production qui détruit sa base et ses conditions futures. Au moment où le processus productif se dément lui-même, parce que l'on a trop cru à la valeur de ses *automatismes*, aidés mais jamais réellement corrigés par le pouvoir politique, il se trouve que toutes les *justifications* socialement données à cette production cessent universellement d'être reçues. Nous ne croyons plus, et personne ne croit plus, que le progrès de la production est capable de *diminuer le travail*. Nous ne croyons plus, et peu de gens croient encore, que cette production serait susceptible de distribuer, en quantité et en qualité croissante, *des biens effectifs*. Il faut donc en tirer les conclusions. Les vrais détenteurs de l'autorité sociale, dans la propriété, la culture, l'État et les syndicats, doivent au plus tôt s'accorder, secrètement d'abord et bientôt publiquement, pour promulguer une *charte de rationalisation de la société*, conçue pour une longue période. Le capitalisme doit proclamer, et réaliser pleinement, la rationalité dont il est porteur depuis l'origine ; mais qu'il n'a encore accomplie que partiellement et petitement. Si nous accomplissions ici — justement parce que notre pays pourrait tirer de l'excès du péril la force du salut — une œuvre si urgente et si nécessaire, le « modèle italien » du capitalisme pourra être repris par toute l'Europe, et se montrer ultérieurement capable d'ouvrir une voie nouvelle au monde entier.

Dans la perspective d'une société qualitative, il faudra avant tout distinguer très consciemment et très manifestement *deux secteurs* de toute consommation. Un secteur doit être celui de la qualité authentique, avec toutes ses conséquences réelles. L'autre, celui de la consommation courante, devra ultérieurement être, autant qu'il sera possible, assaini. On a longtemps feint de croire que l'abondance de la production industrielle élèverait peu à peu tout le monde aux conditions de vie d'une élite. Cet argument a si complètement perdu sa très mince apparence de sérieux qu'il s'est dégradé aujourd'hui jusqu'à n'être rien de plus que la base éphémère des raisonnements et des incitations de la publicité. On sait désormais que cette abondance des objets fabriqués exige avec d'autant plus d'urgence la délimitation d'une élite, élite qui justement se tient à l'abri de cette abondance-là, et recueille le peu qui est réellement précieux : sans cela, il n'y aura bientôt nulle place sur la Terre pour qu'y subsiste rien de précieux. La tendance machinalement égalitariste de l'industrie moderne, qui veut fabriquer de tout pour tous, et qui défigure et casse tout ce qui existait pour diffuser sa plus récente marchandise, a gâché presque tout l'espace, et une grande part de notre temps, en entassant des biens médiocres : des voitures ou des « résidences secondaires » sont partout. Si les mots restent riches, la chose est tout le contraire, et le paysage de tous se dégrade. La loi qui domine cela, c'est que, bien sûr, tout ce que l'on distribue aux pauvres ne peut jamais être que la pauvreté : voitures qui ne peuvent circuler parce

qu'elles sont trop, salaires en monnaie inflationniste, viande du bétail engraisé en quelques semaines par une alimentation chimique.

Que peut aimer une véritable élite ? Que chacun s'interroge là-dessus en toute sincérité. Nous aimons la compagnie des gens de goût et de culture, l'art, la qualité des mets et des vins choisis, le calme de nos parcs et la belle architecture de nos anciennes demeures, notre riche bibliothèque, le maniement des grandes affaires humaines ou seulement leur contemplation de derrière les coulisses. À qui ferait-on croire qu'il pourrait y avoir de tout cela, et précisément jeté sur le marché par notre actuelle production industrielle de la pacotille, pour tout le monde, ni même pour 10 % de notre population si excessive ? Et oserait-on soutenir même que ceci puisse être réellement goûté et pratiqué par n'importe qui, serait-ce même un quidam dont nous avons fait un ministre, mais qui sent encore la sueur de son enfance pauvre et de ses fébriles études d'arriviste ?

Il faut donc repenser l'ensemble de la production et de la consommation, en y joignant bien entendu l'instruction, dans un *esprit de classe*, en se souvenant que notre classe a le mérite historique d'avoir découvert les classes ; que c'est la bourgeoisie, et point du tout le marxisme, qui a proclamé la lutte des classes et a fondé sur elle sa possession de la société. Notre élite sociale n'est pas fermée, comme les « états » des sociétés d'*Ancien Régime*. On y accède aisément, en plusieurs générations, quand notre système éducatif est réaliste et adapté ; et quand nous pouvons offrir aux individus les plus aptes une participation à des avantages effectifs qui justifient les plus grands efforts. De même, nous devons rester en état d'offrir à des classes subordonnées (artisanat, fonctionnaires étatiques ou politico-syndicaux) des avantages moindres, mais eux aussi satisfaisants et authentiques. Ainsi, la tendance à s'élever valeureusement dans l'échelle sociale pour accéder à une forme d'existence qualitative sera renforcée, parce qu'un tel but apparaîtra dans toute sa belle réalité, dans la mesure même où nous recommencerons à jouir paisiblement de cette réalité, qui aujourd'hui est suspendue à cent imprévus ; car actuellement nous avons si bien répandu sans mesure et sans réflexion le faux luxe et le faux confort, que toute la population en est très normalement insatisfaite.

L'avarice peut nous opposer cette remarque triviale que la délimitation d'une consommation de qualité, recréant une *barrière d'argent* devant le tout-venant de la consommation polluante, entraîne fâcheusement des obligations de dépenses plus élevées pour la vie quotidienne de la classe dominante. Nous répondrons que les riches doivent payer leur luxe, sous peine de n'en plus avoir du tout à bref délai. La bourgeoisie doit comprendre, et surtout en Italie, qu'il n'est plus désormais possible que les riches payent tout moins cher, de même qu'ils doivent aussi se résoudre à payer des impôts. D'un autre côté, nous devons aussi œuvrer à améliorer la consommation du peuple, en corrigeant dans la mesure du possible tout ce qui lui est actuellement infligé de nuisible pour sa santé physique ou psychique ; et chacun sait que c'est beaucoup, de ses transports à sa nourriture, en passant par ses distractions et loisirs abrutissants. Le peuple est à présent assez *usé* par l'abondance d'une consommation factice et décevante pour admettre avec soulagement une consommation mesurée et sécurisante, qui satisfasse à peu près ses quelques besoins authentiques. Il nous suffira, à mesure que nous opèrerons cette correction, de révéler toute la réalité, notamment au point de vue médical, sur ce qu'étaient devenus le pain, le vin, l'air des rues : bref, tous les plaisirs simples du peuple. Les gens rétrospectivement *épouvantés* à juste raison, nous seront reconnaissants de les avoir arrêtés sur cette pente funeste de la réalité actuelle. Il ne faudra plus polluer que quand *réellement* l'industrie ne peut l'éviter ; et alors il ne faut polluer que des zones industrielles tracées et peuplées à partir de ce critère fondamental, et non plus tout le pays, « *a bischero sciolto* », comme en ce moment.

La question de l'enseignement est, à elle seule, si grave, qu'elle suffirait presque à faire comprendre à tous que nous devons reconstruire d'urgence une société qualitative, autant dans notre intérêt bien compris que dans celui du peuple entier. Quand nous voyons des quantités de diplômés de ce que nous appelons, par antiphrase, nos universités, non seulement sans aucune culture réelle mais encore sans emploi, et qui ne peuvent même pas trouver un travail d'ouvrier parce que les employeurs se défient normalement de tels gens,

et qui donc deviendront forcément des mécontents et peut-être même des révoltés, nous considérons que c'est là le produit d'une impéritie qui n'a ressenti aucune gêne à dilapider les ressources de l'État, on ne dira même pas sans résultat mais bien plutôt pour ce résultat de nous exposer à des périls ; et qu'avec cela on heurte non seulement le plus élémentaire sens de l'honnêteté, mais encore de la logique. Les Italiens, qui les premiers ont inventé l'Université et la banque, qui ont formé pendant la Renaissance la première et la meilleure théorie scientifique de la domination, ces mêmes Italiens sont les premiers à souffrir, et plus que tous les autres peuples, de la crise de toutes ces choses où ils excellèrent. Nous pourrions encore être les premiers, si nous savions montrer au monde le chemin qui nous mènera hors et au delà de cette crise.

Si nous offrons à chacun une place relativement satisfaisante, mais surtout si nous nous assurons sans tergiverser la collaboration de l'ensemble de ce que nous pouvons appeler *les élites de l'encadrement*, nous n'aurons pas de mal à résister à toute subversion, avec un minimum de répression intelligemment sélective : car ce ne sont certes pas les prétendues « Brigades rouges » qui vont mettre en danger notre pouvoir ; et si aujourd'hui les quatre exaltés qui les composent semblent un péril pour l'État, et s'évadent aisément de ses prisons, ceci n'arrive pas parce qu'il s'agirait d'un groupe petit mais très puissant, mais tout simplement parce que l'État s'est évanoui à un point tel qu'il est permis à n'importe qui de le tourner en dérision. Quand nous parlons de répression sélective, nous voulons dire qu'il faut nous défendre de tout autre chose.

La censure — et ici avouons que nous devons prendre garde à tenir la bride courte à nos alliés communistes — ne convient pas à l'esprit même du capitalisme. La censure ne peut être envisagée dans nos lois, et employée dans la pratique, qu'à titre de recours tout à fait exceptionnel, en tout cas quand il s'agit des livres. Sur cette question, il ne faut ni surestimer les périls, ni s'endormir. Dans les dix dernières années, par exemple, et en considérant l'ensemble des pays démocratiques, il nous semble qu'une censure intelligente n'aurait eu à interdire que trois ou quatre livres. Mais ces livres-là, il eût fallu les faire disparaître absolument, par tous les moyens. Non que nous eussions nous-mêmes négligé de les lire ; mais en les gardant par devers nous, comme les érotiques à la bibliothèque du Vatican. Quand des livres de critique politique ne concernent qu'un détail de l'actualité ou une péripétie locale, ils sont périmés avant d'avoir eu le temps de trouver beaucoup de lecteurs. Nous n'avons à prêter attention qu'aux très rares livres qui sont susceptibles de faire des adeptes sur une longue période, et finalement d'ébranler notre pouvoir. Nous devons assurément nous en instruire. Cependant, il ne s'agit pas de critiquer leurs auteurs, mais de les anéantir. On sait en effet, mais souvent on l'oublie, que les plumes dont nous parlons finissent toujours par faire travailler les armes, quand ce n'est pas l'inverse, ou jusqu'à ce que ce soit l'inverse ; nous ne nous souvenons plus de qui l'a dit le premier, mais il existe dans l'histoire une simultanété significative entre l'invention de l'imprimerie et celle de la poudre à canon. En somme, nous devons traiter les auteurs de certains livres en perturbateurs du repos public, néfastes pour notre civilisation ; qu'ils ne veulent pas réformer, mais détruire. Nous devons, sur tous les points cruciaux, nous garder scrupuleusement de tout sentimentalisme et de toute prétention à la justification excessive, qui risquerait de corrompre notre propre lucidité : nous n'administrons pas le Paradis, mais ce monde.

Aussi terrible que soit, à l'heure où nous écrivons, la situation en Italie, que l'on ne nous accuse surtout pas de nous en exagérer le péril et la douleur au point de faire dériver tout ce qui nous agresse en tant que classe universelle, des malheurs particuliers de cette :

« ... *serva Italia, di dolore ostello,
nave senza nocchiere in gran tempesta...* »

Tout au contraire, si nous sommes à ce point inquiets de ce qui advient, et de ce qui peut encore advenir en Italie, c'est justement parce que nous savons que la crise est mondiale. Vu l'unification capitaliste si avancée de la planète, c'est le capitalisme mondial que nous risquons d'entraîner dans l'abîme. Car l'Italie n'est plus

du tout cette province arriérée, et séparée des nations modernes, qu'elle fut si longtemps pour son malheur et pour son repos. Le pouvoir de classe est menacé en Russie aussi bien qu'en Amérique, mais l'Europe, à tous égards affaiblie, est au centre de la tempête. Et tous les malheurs historiques de l'Europe ne sont pas étrangers à ce fait qu'il s'y trouve malheureusement des Français. Tout permet de penser que, sans eux, le capitalisme aurait connu un développement supérieur au point de vue qualitatif. La Descente de Charles VIII a brisé les républiques commerçantes italiennes, et Bonaparte trois siècles plus tard en a achevé même le souvenir à Venise. La Révolution de 1789 a donné libre cours aux programmes illimités de la canaille, alors que les révolutions bourgeoises d'Angleterre au XVIII^e siècle avaient paru fonder la cité politique propre au développement harmonieux du capitalisme moderne. Enfin, alors que l'idéologie de l'abondance des marchandises paraissait encore récemment capable de calmer par la consommation les malaises des classes travailleuses — quoique là-dessus, à vrai dire, les observateurs avertis aient toujours douté de la solidité d'un tel équilibre —, ce sont encore les Français qui, en 1968, lui ont porté le coup de la mort.

Ce que nous affrontons maintenant, c'est un problème universel, et c'est un très ancien problème. Giovanni Agnelli disait, l'an passé, que les ouvriers ne voulaient plus travailler parce qu'ils étaient démoralisés par les conditions modernes d'habitat qu'on leur a aménagées. Quelque finesse que l'on puisse reconnaître à cette originale observation, nous devons dire qu'Agnelli, en privilégiant trop l'examen des circonstances les plus caractéristiques de notre période immédiate, n'est pas allé cette fois jusqu'au cœur de la question. Les ouvriers ne veulent pas travailler chaque fois qu'ils en aperçoivent la plus petite possibilité, et ils aperçoivent des possibilités de ce genre chaque fois que notre domination économique et politique se trouve affaiblie par des difficultés objectives ou par celles qui découlent de nos maladresses. Ne plus jamais travailler, c'était, si l'on regarde au fond des choses, le but des *Ciampi* comme celui des Communards. Toute société du passé, dans chaque époque, a affronté à sa manière ce problème, et l'a dominé ; alors que présentement l'on dirait que c'est nous qui sommes en train d'être dominés par lui.

*

Ceux de nos lecteurs qui nous ont reconnus savent bien qu'en aucune saison de notre vie nous n'avons consenti à pactiser avec le fascisme, et que nous ne le ferons pas non plus avec une forme de gestion bureaucratique totalitaire, et ceci pour les mêmes raisons : la bourgeoisie doit vouloir demeurer la classe historique par excellence. Karl Marx lui-même, irréfutable sur ce point, a très bien montré l'erreur que commet la bourgeoisie quand elle abdique son pouvoir politique entre les mains d'un « bonapartisme ». Nous sommes donc tournés vers l'avenir, mais pas n'importe quel avenir.

Quel serait donc, pour parler une fois le langage de nos « exécutants », notre « modèle » ? Tandis que les plus cultivés de nos adversaires trouvent l'ébauche de leur modèle dans l'Athènes de Périclès ou la Florence pré-médicéenne — modèle qu'ils devront avouer fort insuffisant, mais digne pourtant de leur projet réel, car il étale au plus caricatural degré, derrière le radicalisme utopique de l'ultra-démocratie, la violence et le désordre incessants qui en sont l'essence même —, nous désignerons au contraire notre modèle de société qualitative, modèle qui a été en son temps suffisant et même parfait, dans la République de Venise. Voilà la plus belle classe dominante de l'histoire : personne ne lui résistait, ni ne prétendait lui demander des comptes. Ici, pendant des siècles, point de mensonges démagogiques, point ou guère de troubles, et fort peu de sang répandu. C'était *un terrorisme tempéré par le bonheur*, le bonheur de chacun *dans sa place*. Et n'oublions pas que l'oligarchie vénitienne, s'appuyant dans certains moments de crise sur les ouvriers armés de l'Arsenal, avait déjà découvert cette vérité qu'une élite sélectionnée parmi les ouvriers fait toujours à merveille le jeu des propriétaires de la société.

*

Pour finir, nous dirons que, relisant ces pages, nous ne découvrons pas quelle objection tant soit peu pertinente un esprit rigoureux pourrait y faire ; et nous nous persuadons que la vérité s'en imposera généralement.

-
1. *En français dans le texte.*
 2. « *Là où l'on peut ce que l'on veut.* » (Dante)
 3. *En français dans le texte.*
 4. *La grâce disgraciée.*
 5. « *Combien il a un goût de sel.* » (Dante)
 6. *Il m'est interdit de parler et je ne puis me taire.*
 7. *Je ne dirai pas tout, mais tout ce que je dirai est vrai.*
 8. *En français dans le texte.*
 9. *En français dans le texte.*
 10. « *Autant que le peuple veuille être trompé, qu'il le soit.* »
 11. *En français dans le texte.*
 12. *En français dans le texte.*
 13. *En français dans le texte.*
 14. *En français dans le texte.*
 15. *Citation d'Hérodote (N.D.T.).*
 16. *En français dans le texte.*
 17. *En français dans le texte.*
 18. *En français dans le texte (Retz).*
 19. *En français dans le texte.*
 20. *En français dans le texte.*
 21. *En français dans le texte.*
 22. « *Éternellement les deux côtés reviendront se heurter : ceux-ci se relèveront du tombeau avec le poing fermé, et les autres avec les cheveux ras.* » (Dante)
 23. *En français dans le texte.*

24. *Appellation donnée par courtoisie aux parlementaires italiens (N.D.T.).*
25. « *Il n'a jamais été inutile de démêler ces choses, à première vue petites, desquelles souvent procède l'enchaînement des grandes.* »
26. *En français dans le texte.*
27. « *Le vulgaire varie selon les événements imprévus, et se trouve d'autant plus enclin à la miséricorde qu'il l'avait été immodérément à la cruauté.* »
28. *C'est ici le pied du mur, c'est ici qu'on voit le maçon.*
29. « *Toujours, à ce vrai qui a l'apparence du mensonge, l'homme doit fermer ses lèvres autant qu'il le peut, puisque sans faute il engendre la honte ;*

mais ici je ne peux le taire, et pour les notes de cette comédie, lecteur, je te jure... » (Dante)
30. *En français dans le texte.*
31. *En français dans le texte.*
32. *Lieu de réunion de la Chambre des Députés (N.D.T.).*
33. *Service d'Informations de la Défense, l'équivalent du S.D.E.C.E. français (N.D.T.).*
34. *En français dans le texte. Citation, légèrement modifiée, de Saint-Just (N.D.T.).*
35. *Épée à double tranchant dans la main d'un imbécile.*
36. « *La vie est en déroute et ne s'arrête pas une heure, et la mort mène la poursuite à grandes journées, et les choses présentes et les passées me font la guerre, et aussi les futures.* » (Pétrarque)
37. *En français dans le texte.*
38. « *Ne discernant pas le trop de ce qui suffit.* » (Guichardin)
39. *Pour nos autels et foyers.*
40. « *La nuit où Pier Soderini mourut, Son âme vint aux portes de l'enfer ; Pluton cria : L'enfer, toi ? Âme niaise, Aux limbes, chez les autres nouveau-nés !* » (Machiavel)
41. *Ils sont trop verts.*
42. *Citation de Baltasar Gracian (N.D.T.).*
43. *En français dans le texte.*

44. « *Les princes irrésolus, pour fuir les périls présents, suivent le plus souvent cette voie neutre, et le plus souvent ils se perdent.* » (Machiavel)
45. *Qui gardera nos gardes eux-mêmes ?*
46. *Le tiers est exclu.*
47. *Veillant tardivement à l'utile.*
48. *En français dans le texte.*
49. *Exhortation à ressaisir l'Italie (« Le Prince » : titre du dernier chapitre).*
50. *En français dans le texte.*
51. *En français dans le texte.*
52. *Comment se doit gouverner le Prince pour s'acquérir estime (« Le Prince » : titre du chapitre XXI).*
53. « *Se taire est plus beau.* » (Dante)
54. *Autant d'esclaves ; autant d'ennemis.*
55. « *... et le combat sera court.* » (Pétrarque)
56. *Race dirigeante.*
57. *Le vrai est la pierre de touche de lui-même, et du faux.*
58. « *Oh ! plèbe plus mal créée que tout le reste...* » (Dante)
59. « *Pour de tels manques, et non pour une autre faute, nous sommes perdus, et condamnés seulement pour ce fait, que sans espoir nous vécûmes dans le désir.* » (Dante)
60. *En français dans le texte.*
61. *Littéralement : « à queue déliée » ; vieille expression florentine qui évoque l'irréflexion et le sans-gêne (N.D.T.).*
62. « *... Italie esclave, hôtel de la douleur, vaisseau sans capitaine dans la grande tempête...* » Ces vers du VI^e Chant du « Purgatoire » évoquent, pour un Italien, celui qui leur fait suite : « *non plus maîtresse des provinces, mais bordel* » (N.D.T.).

ù

CORRESPONDANCE • MÉTAGRAPHIES • REVUES • FILMOGRAPHIE • ÉPIGRAPHIE •
 CONFÉRENCES INDUSTRIELLES • PLANS PSYCHOGÉOGRAPHIQUES DE PARIS • CHANSONS •
 KRIEGSPIEL • MISCELLANÉES • RÉPONSES AUX POLICES